

**PEPS No 50 - 40 F - Avril/Juin 1995**

Ph: Hugues de Wurstemberger.VU

**en**

**SOM*M*AIRE**

Regard sur l'actualité

Histoire de changer 5

Hugues BAZIN

Rencontre avec ...

Bernard CHARLOT 7

Propos recueillis par Mehdi FARZAD

Mémoire du travail social

NAISSANCE DE LA FORMATION SOCIALE 11

DANS LES ANNEES 1900

Françoise COLLANTIER

Travail social à l'étranger

NOUS POUVONS BEAUCOUP APPRENDRE LES 14 UNS DES AUTRES

Eve CHAMBON

DOSSIER

L'ACCES AU LOGEMENT

INTRODUCTION 16

LES COMPOSANTES DE LA CRISE 17

DU LOGEMENT

Philippe CHAVANCE

GALÈRE DE LOGEMENT 24

Un travailleur social

NOMBRE DE MAL LOGÉS ET SANS LOGIS 26

Philippe CHAVANCE

LE DROIT D'AVOIR UN «CHEZ SOI» 29

Yves BAISE

«J'SUIS DE LA DDASS»

L'association La Parenthèse

LOGEMENT POUR LES SANS-ABRI  
Bernard CUCHET

LES TOITS DU COEUR etù

Eric AUGER

IL ETAIT UNE FOIS, DROIT AU LOGEMENT 38

J.-B. EYRAUD

LE COMITE DES SANS LOGIS EN ACTIONS 41

Jean Yves COTTIN

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN RETARD... 43

Philippe STARECK

"CRAIES DES ENFANTS" 45

Jacky LAFORTUNE

Pratiques sociales

SOLIDARITE et C1TOYENNETE 48

Hélène CARRIERE

Regard sur les professions

LE METIER D'ASSISTANTE SOCIALE 49

A. n NO-DHERS

Ici et maintenant

DU PASSAGE AUX BARBARES 51

Jean-Jacques DELUCHEY

Arts et Cultures

UNE IMAGE VIDEO COMME TEMOIN D'UNE 54 REALITE SOCIALE

Damien MABIALA

Rubriques

ANNONCES 56

REVUE DES LIVRE 57

Esfandiar ATTARAN

Couverture

PARCOURS PROFESSIONNELS

Prochain trimestriel PEPS

Ce dossier ci reçû le  
soutien financier du  
Fond d'Action Sociale

|  |
| --- |
| PEPS - Trimestriel édité par l'Association Paroles Et Pratiques Sociales - Loi 1901 - J.O. du 11.04.82 ‑ 163, rue de Charenton 75012 PARIS -Tél: 16 (1) 40 02 09 56.  Directeur de publication : Eric AUGER - Rédacteur en chef : Mehdi FARZAD - Conseil en communication : Odile BOUDEAU  Comité de rédaction: EricAUGER, Hugues BAZIN, Patrick BRUYAS, CathenneBOULENGER, JeariJacquesDELLICHEY, Jean-Luc DUMONT. Mehdi FARZAD, Nadia HASSINE, Guy JOUANNET, Damien MABIALA, Max MANNIEZ  Nous remercions pour leur participation à ce numéro : Bernard CHARLOT, Françoise COLLANTIER, Eve CHAMBON, Philippe CHAVANCE, Yves BAISE, L'association La Parenthèse, Bernard CUCHET, J.-B. EYRAUD, Jean Yves COTTIN, Philippe STARECK, Jacky LAFORTUNE, Hélène CARRIERE, A. FINO-DHERS, Esfandiar ATTARAN  Imprimerie: Rotographie 48.70.42.21 - Reproduction des articles et illustrations autorisée avec mention de leur origine et adresse. CPPAP 64819 - ISSN 0754-8761 - Dépôt légal Juin 95 |

On oublie souvent que dans le processus d'exclusion, la place symbolique du logement est aussi importante que celle de l'emploi. En effet, l'absence d'un toit, digne de ce nom, pour les gens qui, du jour au lendemain, perdent leur emploi, se traduit souvent par, l'éclatement de la cellule familiale, l'impossibilité de retrouver du travail, le placement probable des enfants dans les institutions qui ne remplaceront jamais l'amour parental, et la galère provisoire devient progressivement perma­nente. On parlera alors de sans-logis, de sans abris, des gens en "fin de droits", etc.

Parmi les décisions politiques prises sur le terrain du logement, les opérations de "nettoyage" de certains quartiers défavorisés font partie d'une politique urbaine qui contribue à l'exclusion des populations défavorisées. Parmi elles, on a pu quelques fois observer des immigrés se trouvant victimes d'une part de la pauvreté et d'autre part de leur nationalité. Ainsi, des milliers de m2 de bureaux souvent vides ont remplacé ces quartiers populaires dont les habitants ont dû se concentrer dans les banlieues lointaines, renforçant le phénomène de ghetto.

Si la crise de l'emploi, obéit souvent aux discours dominants basés sur la compétition internationale et l'accumulation des richesses, celle du logement est exclusivement nationale. Et dans les démarches pour l'insertion des personnes exclues, l'accès à un toit, garant de liberté individuelle et de dignité ne peut être absent. Et, comme le dit une expression Kanak : *"quand le bâtiment va, tout va" (1).*

La conjugaison logement-emploi a même fait l'objet d'un des thèmes centraux de la dernière élection présidentielle, laquelle avait basé son mot d'ordre sur l'idée de changement. Mais lorsqu'on voit le développement des problèmes sociaux se transformer en catastrophe sociale, on comprend mieux que pour les partisants des deux candidats, *"d'un côté comme de l'autre c'est moins le changement politique qui les intéresse que le changement de politique"* (2).

Y a-t-il une fatalité à la crise du logement ? Non, si on en croit les solutions existantes dans ce domaine. Les réflexions apportées dans ce dossier, peuvent constituer des éléments de réponses, aussi bien pour des décideurs que pour des travailleurs sociaux.

En effet, par l'absence de politique de logement en leur faveur et par manque de solutions efficaces apportées par les travailleurs sociaux, les mal-logés ou sans-logis tentent de s'organiser eux-mêmes pour formuler des propositions au changement qu'ils attendent depuis plusieurs années.

Leurs démarches instituantes et auto-organisées, peuvent-elles

laisser indifférents les travailleurs sociaux confrontés à ce problème épineux ?

Mehdi FARZAD

1. Cette expression est utilisée par linalaine UREGEI dans *l'éditorial* du 42e numéro de la revue *Combat ouvrier,* consacré au *Droit au logement décent,* spécial 1er mai 1995, Nouvelle Calédonie
2. Cf. Marcel ROYEZ, in, à *part entière,* journal bimestriel de la Fédération Nationale des Accidentés du Travail des des Handicapés, mai-juin 1995, n° 185.

**CAMPAGNE D'ABONNEMENT**

**Vous avez témoigné d'un intérêt pour la revue PEPS**

**- en étant abonné, pour certains depuis de nombreuses**

**années,**

**- par l'achat d'un numéro précis,**

**- par une rencontre avec un membre de l'équipe**

**rédactionnelle.,.**

**Grâce à vous, la Revue Paroles et Pratiques Sociales existe depuis 1982. Unique dans le champ du travail social et par ses publications, parce que réalisée bénévolement par une équipe de professionnels du travail social dans l'indépendance, elle constitue un lien original pour l'expression des initiatives et des pratiques sociales instituantes.**

**Votre soutien représente le prix de cette indépendance. Afin d'ancrer cette autonomie financière, nous lançons une compage d'abonnement auquel nous**

**vous associons.**

|  |
| --- |
| **Accroître notre lectorat est l'objectif à atteindre pour assurer une liberté d'expression.**  **Une idée simple :**  **- parrainer deux personnes à qui nous ferons parvenir**  **un numéro gratuitement de votre choix ;**  **- sensibiliser votre entourage (vos collègues, vos étudiants ou vos amis...)** |

Personne parrainée

Nom

Prénom

Adresse

n° à envoyer

**Merci de votre collaboration et de votre compréhension**

*le* ***eg a* 7'" d s le 7" r *actuetlité***

**HISTOIRE DE CHANGER**

*La rhétorique du « changement » a été au coeur de la campagne des deux prétendants du second tour à l'élection présidentielle. Mais de quoi parle-t-on quand nous évoquons le changement ? Peut-il raisonnablement venir du « haut » de l'échiquier politique ou ne doit-on pas redéfinir les enjeux*

*politiques ?*

Le soir du 10 mai, la Concorde le temps d'un feu de paille fut le point de ralliement d'une naïveté surprenante. A deux pas de là, sur le pont du Carrousel quel­ques jours plus tôt, d'autres ma­nifestants rappelaient qu'on ne meurt pas seulement dans les cités sous les balles d'irascibles à la gâchette sensible ; on peut aussi mourir quand on s'appelle Brahim(1) un beau jour de mai sur les bords de Seine. Manifes­tations différentes pourdes chan­gements différents ?

On sait d'ores et déjà que le chan­gement tant annoncé prend la forme d'un fractionnement sa­vamment mesuré. Le ministère des affaires sociales se subdi­vise en ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la solidarité entre les générations, des quartiers en difficulté, de l'ac­tion humanitaire, de la santé pu­blique et l'Assurance-maladie, etc.

Ainsi les « exclus » ont leur Mon­sieur « exclusion » (un homme sûrement intégré et intègre), et comme souvent ils habitent aussi des quartiers « difficiles », ils ont la chance de « posséder » deux ministères.

Dans cet exercice technocrati­que de haut vol, nous assistons

donc à une curieuse arithméti­que où le cumul des têtes doit nous faire comprendre à nous, simples citoyens, la force de la « nouvelle » politique sociale.

Bien sûr nous pourrions critiquer ici l'éclatement des compéten­ces et l'impossibilité de localiser les lieux de pouvoir. Mais ce se­rait l'oeuvre d'un esprit bien mal disposé ...

A ce titre nous apprécions l'arri­vée de deux « nouvelles » me­sures en faveur de l'embauche (Contrat d'Initiative Emploi et Contrat d'Accès à l'Emploi). Il suffirait donc de verser une aide financière à un employeur pour permettre aux chômeurs de lon­gue durée ou aux jeunes de (ré)intégrer le monde du travail. Voici donc une recette plutôt an­cienne assaisonnée par les soins de notre premier ministre lors de la déclaration de politique géné­rale à l'Assemblée Nationale.

**CONSENSUS**

Mais dépassons les aspects d'une politique politicienne pour nous interroger sur l'absence de changement politique provenant du « haut ». Car il est fort proba­ble qu'un gouvernement

jospiniste n'eût pas mieux provo­qué une rupture remarquable.

Il semblerait qu'un consensus sur la question sociale (chômage, ex­clusion...) étouffe toute velléité d'un débat conflictuel. Le débat télévisé des deux candidats en­tre les deux tours en représente la meilleure preuve. Les obser­vateurs s'accordèrent pour y dé­celer le signe d'une « maturité » politique comme si la disparition d'un radicalisme idéologique de­vait s'apparenter à l'absence d'une pensée politique. C'est en effet à un débat de techniciens auquel nous avons assisté. Au même titre que « l'humanitaire » fit office ces dernières années de politique étrangère, « l'ingénierie sociale » semble remplacer une pensée politique du social.

Cette rupture entre les mouve­ments politiques et le corps so­cial voudrait-il dire que la société globale est en panne ou au con­traire que le politique se révèle incapable de reprendre et don­ner un sens aux ruptures qui se sont produites ces 15 dernières années ?

Reprendre la deuxième proposi­tion serait appuyer l'idée que la société produit du changement mais qu'aucun sens politique

***Kegart) sur*** c *tua lité*

n'est accordé aux acteurs de ce changement.

**EVENEMENTS**

Prenons par exemple le caractère événementiel des émeutes urbai­nes. Ces événements peuvent se comprendre comme la tentative de créer une faille, un espace d'ac­tion et de débat. Si aucune ré­ponse n'est donnée à l'émergence de cette question dans l'espace public alors l'action est renvoyée à un non-sens (émeutes spontanées) ou un simple effet causal (rituel du conflit avec les forces de l'ordre). Ainsi bien souvent ces événements sont niés dans leurcapacité à ouvrir un espace et créer du sens. Autre­ment dit, la non restitution du sens enlève aux protagonistes leur ca­pacité d'acteur, celle de produire du changement social.

Les dernières déclarations du mi­nistre de l'intégration s'inscrivent dans cet ordre de catégorisation de l'action parles pouvoirs publics. Il a en effet qualifié les récents événements survenus à Noisy Le Grand, de « problème d'ordre pu­blic, pas d'intégration » (2). Les émeutes urbaines posent au con­traire une question publique qui n'appartient pas à la problémati­que de « l'intégration des jeunes issus de l'immigration ».

6 **MESSIANISME**

Faisons un bref rappel historique des émeutes des Minguettes en 1981 et celles de Vaulx en Velin en 1990. H est habituel dans ce rac­courci de n'y voir que l'échec de la politique de la ville en matière d'in­tégration. Mais plutôt que de voir l'échec d'une réponse techni­cienne, ne devrions nous pas dé­celer ici la non prise en compte politique de la dimension messia­nique de ces événements ?

Les Minguettes firent découvrir à la France un autre visage des ban­lieues, celui d'un creuset où s'est formée une nouvelle génération. Ceux qu'on appellera parla suite la « seconde génération » affirme d'une manière originale leur ap‑

partenance citoyenne en s'élevant contre la surveillance policière et la domination des pouvoirs institution­nels.

Ces événements, comme un message annonciateur, indiquè­rent la venue d'une mutation pro­fonde. Avant même le développe­ment massif du chômage, l'arrivée des « nouveaux pauvres » et de la rhétorique de la société à « double vitesse » ce message se basait sur une nouvelle forme d'affirmation de l'identité sociale sur un terrain culturel tout en prônant des aspira­tions égalitaires.

Cette tension entre égalité et iden­tité imposait une réponse politique prenant en compte les dimensions culturelles.

Vaulx en Velin annonça une autre rupture plus radicale avant que le terme « exclusion » devienne à la mode dans les discours politiques. Face à l'impossible capitalisation du sens de l'action de leurs aînés, cette nouvelle génération indique la place centrale de l'individu mis en demeure de construire sa pro­pre vie en dehors du circuit classi­que de socialisation proposé par les institutions éducatives ou même les institutions et les processus de « resocialisation » (équipements sociaux, stages d'insertion,...). Ici sont en jeu les notions d'expé­rience, de mémoire, de connais­sance, de rythme. C'est l'individu qui porte en lui les tensions lui permettant de créer son espace de conception et d'action.

Ce nouveau message appelle une autre réponse politique, celle du passage du sujet individuel au su­jet collectif. L'absence de réponse destituant l'individu du sens de son action ne peut que le renvoyer à la « rage », la « haine », la tentation de la violence ou de l'enfermement dans le particularisme.

**CHANGEMENTS**

Ces notions mériteraient des dé­veloppements bien plus approfon­dis qui dépassent le cadre de cet article. Posons-nous simplement en conclusion la question de la

nécessaire prise en compte de ces changements bien éloignés, nous l'avons remarqué, du consensus politique sur le « changement ».

La première condition est la resti­tution d'une connaissance et d'un sens aux auteurs des événements, la reconnaissance de leur dimen­sion messianique.

La seconde est, dans la faille créée par les événements, la restitution de la dimension politique grâce à l'ouverture d'un forum public, un lieu de débat où pourront se for­maliser des actions.

La troisième est de créer les con­ditions d'un rapport social, c'est à dire la transformation de l'action collective en mouvements sociaux qui définissent des enjeux en op­position à une domination.

Chercheurs, travailleurs sociaux, simples observateurs devraient donc réussira définir une nouvelle forme d'implication et d'interven­tion assistant à l'émergence de ces conditions. PEPS reflète déjà la mise en place de ces espaces collectifs de définition à travers des dossiers comme celui de ce numéro sur le logement qui repré­sente un lieu de redéploiement de la question sociale. Peut-être s'agit-il encore d'aller plus loin car nous parlons bien d'une véritable révo­lution dans les prises de connais­sance et les méthodologies d'in­tervention.

**Hugues BAZIN**

1. Brahim Bouarram est mort noyé après avoir été précipité dans la Seine par un skinhead qui participait à la manifestation du Front National du 1er mai.
2. Suite à une course poursuite avec une voiture de CRS, Belkassem Belhabib meurt au guidon d'une moto le 7 juin. Dans la soirée des vitrines sont brisées dans le centre ville par des jeunes de son quartier. Dans la nuit du 9 juin plusieurs établissements publics sont incen­diés. Les pouvoirs publics relayés par les médias parlent d'opération commando pour le second événement qui serait l'oeuvre d'autres prota­gonistes que les jeunes proches de la victime. Les propos du ministre s'appliquent au second événement. Cependant ce qui importe ici dans notre analyse est la structuration du discours.

le ***e n c o n t e C***

**RENCONTRE AVEC**

**BERNARd CHARLOT**

|  |  |
| --- | --- |
| Bernard CHARLOT étudie *la*  *question* du rapport *des*  *jeunes à l'École et au savoir*  et *celle des politiques*  territorialisees *d'éducation* 0). |  |

*PEPS : Comme tu le sais bien, les années 80/90 se caractérisent d'une part, partoute une série de mesures telles que la mise en place des ZEP, des DSQ, des CES, le RMI, la créa­tion du ministère de la Ville, etc., et d'autre part, par la relance des dé­bats autourdes thèmes tels que, la citoyenneté, l'insertion, l'intégration, le phénomènedeBanlieue,etc.Alors, la première question queje voulais te poser est la suivante: Quel bilan fais-tu des politiques sociales de ces années et en particulier des po­litiques* **de** *la Ville?*

**Bernard CHARLOT: Il** est difficile de faire un bilan global sur les effets de ces politiques puisqu'une de leurs caractéristiques est qu'el­les sont territorialisées. Il faut plu­tôt analyser les logiques nouvelles qui se sont ainsi mises à fonction­ner ; peut-être est-ce là l'élément principal du bilan. Ces logiques ont été légitimées et ont même parfois acquis un statut d'évidence, alors qu'il y a quelques années elles étaient contestées. Cela ouvre un espace de réflexion.

La société française, jusqu'à la fin des années 70, reposait sur un consensus que décrit l'expression Etat-providence . Les groupes sociaux sont alors dans une situa­tion de conflits régulés à travers à la fois des politiques sociales au sens large du terme (des politi­

ques sociales, familiales, de santé...) et l'action des organisa­tions syndicales, des partis politi­ques... qui ont des programmes, des adhérents et suscitent au moins une certaine adhésion. C'est la fin de cette logique qui est signifiée par les dispositifs que tu évoques dans ta question.

*PEPS : Quels sont les grands chan­gements de ces années 1960/70 ?*

**B. C :** C'est d'abord, dès les an­nées 60/70, un changement im­portant que j'appellerai l'individua­tion des existences. Je ne suis pas en train de dire que notre société est devenue individualiste. Je ne crois pas que ce soit vrai, l'exemple que je prends toujours dans ce cas là, c'est la différence entre Touche pas à mon pote et A bas le racisme. On ne peut pas dire que Touche pas à mon pote soit une expression individualiste, c'est bien une affirmation ayant une signification socio-politique, mais elle s'exprime par référence à l'individu et non à une idée géné-raleen isme. Elle individualise mais elle manifeste une forme de soli­darité. Alors que A bas le racisme, c'est l'expression d'une valeur, cela n'a pas besoin de faire référence à un individu.

li se produit dans les années 60/70 toute une série de transformations, celles de la famille, du couple, de

l'école, du travail social, etc. ; on peut noter aussi que les enfants, y compris dans la bourgeoisie, ne font plus le même métier que leurs parents. Ces transformations aboutissent à la production de l'in­dividu comme valeur- et la suppo­sent.

*PEPS : Quelle conséquence pourle travail social ?*

**B. C:** La possibilité d'appréhender la question sociale en termes d'ap­partenance collective, de groupe, etc., est de plus en plus mince. Les individus concernés se posent comme individus et pas simple­ment comme membres d'une ca­tégorie. L'institution, parsa logique de gestion, de rationalisation, de bureaucratisation, catégorise, traite des catégories dans une logique du produit : pour telle catégorie il existe tel produit social. Mais une telle logique fonctionne de moins en moins bien car on se trouve de moins en moins face à des catégo­ries clairement repérables et de plus en plus face à des trajectoires où il y a de l'hétérogène, des mo­ments de rupture, du précaire, bref des moments où les gens cher­chent, vont et viennent entre les petits boulots, le travail et le chô­mage. Dans ces conditions, les travailleurs sociaux perdent un cer­tain nombre de repères et on ob­serve des évolutions.

***Keetccoettre ziec***

*PEPS Quels sont les effets de ces évolutions sur le terrain de l'école et de la pédagogie?*

B. C : Ce n'est pas un hasard si à la fin des années 70/80, Louis Le­grand parle de pédagogie indivi­dualisée, ce n'est pas un hasard non plus si l'on pose désormais avec insistance la question de l'orientation et de la participation des individus à leur orientation : les itinéraires, les trajectoires, les parcours deviennent plus comple­xes et sont de plus en plus difficile­ment gèrables. Mais attention : les filières explosent mais la question des inégalités sociales à l'école continue à se poser même si c'est désormais à travers des trajectoi­res davantage individualisées, des options qu'on choisit, des établis­sements plus autonomes, etc. Il y a là un premier effet qui est anté­rieur à la crise, qui date des années de croissance, une dynamique qui continue à se manifester.

Un autre effet qui n'est pas lié à la crise mais plutôt aux années 60/ 70, c'est que dès ces années-là, le système scolaire apparaît de plus en plus comme un ascenseur so­cial. On voit se mettre en place des processus sociaux qui, quel­ques années plus tard, vont se traduire dans le rapport des jeu­nes à l'école et au savoir : "Ce qui est important à l'école, c'est de passer, c'est d'aller le plus loin possible pour avoir un bon métier, un bon avenir et une belle vie", disent-ils, sans attribuer d'intérêt au savoir lui-même. Tout ce qui pouvait être une fonction forte de l'école, liée au savoir, à l'accès au sens de la vie, de la société et du monde, tend à être occulté.

La question de la place qu'on oc­cupe et du rapport entre cette place et d'autres places, en terme de niveaux, est devenue la question centrale, qui tend à étouffer les autres questions. Cela apparaît clairement dans les recherches que je mène actuellement sur le rapport au savoir dans les lycées professionnels. Les jeunes raison­nent non pas en termes de métier défini, mais de niveau.

Il y a là des phénomènes nou­veaux, auxquels le travail social

est lui aussi confronté, ne serait-ce qu'à travers le rapport au travail d'un certain nombre de jeunes de quartiers en difficultés. Ils ne veu­lent pas faire n'importe quel bou­lot, ils ne veulent pas travailler pour moins de 7000 F. Quand on vient de la 2ème génération, on ne veut surtout pas faire les travaux où les pères ont laissé leur santé et parfois en partie leur dignité. Tout le monde veut un travail ayant un certain niveau, une certaine forme de qualification, de dignité, de reconnaissance et de respect. Du même coup, cela pose des problèmes colossaux à la société.

*PEPS : Quels sont les effets des années 70/80 par rapport aux diplô­mes et en même temps, comment les jeunes vont-ils se positionner par rapport à l'école et à son rôle ?*

B. C : Se pose évidemment la question du chômage, que tout le monde connaît. Dans le domaine scolaire on peut signaler que les effets du chômage sont ambigus. En effet, les jeunes disent à la fois A quoi bon travailler puisque même si on a des diplômes on ne trou­vera pas de travail et Il faut abso­lument réussir parce que même avec un diplôme moyen on ne trouve pas de travail, donc il faut aller le plus loin possible. Le chô­mage produit deux types d'effets en même temps. Des effets de démobilisation : le diplôme est moins désirable puisqu'il n'assure plus un emploi. Des effets de mo­bilisation : le titulaire de BEP se dit que ce diplôme n'est pas suffi­sant, qu'il faut un bac profession­nel, voire un BTS, qu'il faut donc aller plus loin. Les seconds effets me semblent plus forts que les premiers.

*PEPS : Et au niveau du travail so­cial ?*

B. C : On assiste surtout à l'appa­rition de nouveaux pauvres, non conformes aux modèles tradition­nels ; il devient de plus en plus difficile pour eux de trouver une place dans la société à cause du chômage. Ce n'est pas à cause de problèmes personnels ou psycho­logique que ces gens se retrou­

vent dans une situation difficile, mais en raison des évolutions de l'entreprise et de l'économie ­même si ce chômage peut provo­quer, par contre-coup, des problè­mes psychologiques personnels. Du même coup, le travail social tend de plus en plus à rencontrer sur son chemin monsieur et ma­dame Tout le monde et non plus seulement un être spécifique dont il était possible de redoubler la mise à l'écart pratique et sociale par une mise à l'écart théorique, en l'enfermant dans du "psy". Parmi les grandes évolutions, on peut aussi noter la décentralisa­tion et la territorialisation des poli­tiques sociales, accompagnées des phénomènes de partenariat.

*PEPS : Justement concernant le phénomène partenariat, peux-tu nous donnerquelques explications?*

B. C : On ne voit pas comment une institution traitant du spécifique pourrait travailler seule. En même temps, cela amène un certain nom­bre d'effets qui ne sont pas sans poser problème et produit des ef­fets pervers. Se pose surtout la question de la spécificité des mé­tiers du travail social. Ces métiers, notamment culturels et éducatifs, tendent à s'estomper, les fonc­tions tendent à devenirfloues. Cer­tains enseignants font aujourd'hui beaucoup plus de travail social et socio-culturel que de travail stric­tement scolaire. Inversement, les travailleurs sociaux ne peuvent se contenter du péri-scolaire, on leur demande de l'aide au devoir, de l'accompagnement scolaire. De même, on a l'impression qu'un îlotier, c'est un policier un peu psy­chologue. Tout cela n'est pas très clair.

Du même coup, les frontières de­viennent floues et les identités fra­giles, se produisent des phéno­mènes de redéfinition de territoi­res qui peuvent être ressentis par l'autre, dont l'identité est égale­ment fragile, comme conquête ou invasion de son propre territoire. Enfin, et plus généralement, avec la décentralisation se développe un phénomène qui me frappe de plus en plus et qui doit concerner

***Kelecolete*** *e* **et *v e c***

également les travailleurs sociaux : ce que j'appelle la gestion à la périphérie des contradictions cen­trales. Ce phénomène s'est déve­loppé dans les années 80, aussi bien dans les entreprises que dans le service public. Ce que la péri­phérie a souvent à gérer, ce sont les effets de contradictions centra­les. Le travailleur social dans son quartier ou l'enseignant dans son établissement se heurtent à des faits qui sont liés au chômage, à la détérioration des conditions de vie et on les invite à prendre des initia­tives pour régler ces problèmes, c'est-à-dire en fait pour gérer à la périphérie des symptômes et des difficultés qu'une contradiction cen­trale continue à engendrer.

Cela peut prendre des formes très particulières, if y en e une que je cite souvent dans le domaine édu­catif, c'est l'affaire du foulard. Il s'agit d'abord d'une question péri­phérique, qui ne se pose que dans certains établissements. Un chef d'établissement joue les apprentis sorciers, il est relayé parles médias et la question devient nationale, centrale. Ni le ministre ni le Conseil d'État ne peuvent répondre claire­ment à cette question, de sorte que les chefs d'établissement doi­vent maintenant gérer à la péri­phérie une question devenue cen­trale. Ils réclament un texte, que produit le ministre Bayrou, mais ce texte national lui-même prévoitque son application sera locale, ce qui rend la gestion du problème en­core plus difficile.

Les travailleurs sociaux, dans leur propre domaine, sont probable­ment confrontés eux aussi à ce type de processus. Il serait inté­ressant de repérer en quoi ils sont amenés à gérer à la périphérie des contradictions qui sont engen­drées au centre, par exemple, sur les questions liées au travail, ou à l'absence de travail...

***PEPS : Par rapport à cette analyse brillante que tu viens de faire etavant deteposerune nouvelle question, e voulais juste dire qu'au niveau du travail social, c'est encore plus com­plexe puisque l'école est gérée par l'Éducation nationale, alors que le***

***travail social au sens large est géré parplusieurs ministères, donc le par­tenariat trouve à la fois une néces­sité institutionnelle plus grande, mais en même temps il devient plus com-plexe.Maintenant, ma question* con­cerne *l'efficacité des réformes etdes mesures prises dans le champ du travail social. Est-ce que ces mesu­res, paressence, ne font pas appel, elles-mêmes, à d'autre mesures*** 7

**B. C :** J'ai tendance à dire : si, et c'est normal. Il faut bien compren­dre quelle est la fonction d'une réforme dans un système. On a cru pendant longtemps que les réformes avaient pour but de ré­soudre les problèmes. Je crois que c'est une erreurd'analyse qui vient d'une erreur de théorisation. C'est une erreur de penser les réformes en termes de rupture d'harmonie, de désadaptation ou de dysfonc­tionnement, comme s'il existait dans la société une situation qui puisse être considérée comme harmonieuse, fonctionnelle et adaptée. A mon avis toute société moderne, et plus encore une so­ciété où les phénomènes d'indivi­duation bousculent les formes de conflictualité régulée, est traver­sée par des contradictions structu­relles, par des jeux de forces qui peuvent se développer et se dé­placer.

En fait, une réforme e pour but de déplacer les problèmes. Quand je dis cela, on croit souvent que je le dis de façon critique et ironique. Tel n'est pas le cas.

Dans la société il y a des contradic­tions, des tensions qui, à certain moments, deviennent insupporta­bles et ingérables. Dès lors, il faut faire une réforme. Mais celle-ci ne supprime pas le problème, elle le déplace. Ainsi, dans le collège, jusqu'en 1975, il existe des filières, socialement ségrégatives. Pen­dant 15 ans, on en débat. En 1975, la réforme Haby les supprime (glo­balement). Du même coup, la con­tradiction devenue socialement in­supportable est résolue, mais elle réapparaît comme contradiction pédagogique eu sein même de la classe, sous la forme de l'hétéro-généités des élèves. Ce qui est

intéressant, c'est que les ensei­gnants, qui avaient lutté contre l'existence de ces voies, qui, dans leurs syndicats, en avaient de­mandé la suppression, voientcette suppression produire des effets dans leurs propres conditions de travail.

En même temps, ce déplacement des problèmes n'est pas rien. Il faut en effet regarder si la contra­diction est déplacée vers l'arrière ou vers l'avant. Étant bien entendu qu'il n'y a pas d'arrière et d'avant scientifiquement assignables, il y a toujours un arrière ou un avant par référence à des choix d'ordre philosophique, éthique et socio-politique. Pour revenir à ta ques­tion, je dirai qu'ilfaudraitsans doute analyser ce problème dans le temps. Quand on étudie une me­sure il faut se demander quelle situation insupportable, ingérable, intolérable, quelles contradictions fortes et quelles tensions on es­saye d'apaiser ou de résoudre en prenant cette mesure. En même temps, il ne faut pas oublier que cette conflictualité peut éventuel­lement se déplacer en un autre endroit du système social, engen-drerde nouveaux problèmes qui, à un moment, vont à leur tour deve­nir insupportables et appelleront de nouvelles mesures.

***PEPS: Concernant les mesures, g Y a également une dimension qui mé­rite d'être développée, c'est celle qui consiste à la transférabilité d'une mesure ponctuelle en mesure conti­nue. Sije prends l'exemple du RMI, cela devait être une mesure ponc­tuelle pour une gestion ponctuelle d'une situation et puis elle est deve­nue une loi et en fait cela est parti pourtoujours, alors commentexpli-ques-tu ce phénomène?***

*9*

**B. C :** Tu as tout à fait raison et je te signale que ce n'est pas la pre­mière fois que cela se produit, puisque les Pactes pour l'emploi, qui ont été créés par Raymond Barre en 1977 comme mesures conjoncturelles, sont devenus, sous divers noms, des mesures permanentes. On pensait qu'on allait arriver au bout de la crise, si bien que le premier Pacte était

***o yt t r*** V ***e c***

***PEPS : Est-ce que finalement ce que vous faites dans le domaine de l'école, ne vise pas le rapproche­ment de deux terrains : celui du scolaire et celui du social ? Carj'ai l'impression qu'on utilise beaucoup le mot réussite et que finalement on est amené de moins en moins à rester dans son monde profession­nel clos, tout le monde estappelé à travailler ensemble et à viser un objectif commun qui est la réussite***

conjoncturel, le deuxième aussi, mais on s'est aperçu dès le troi­sième que le dispositif était en train de devenir structurel. Ce qui était fait pour les 16-18-25 ans a été appliqué auxfemmes sanstravail, auxtravailleurs de plus de 50 ans, puis on est arrivé à la logique ac­tuelle qui est celle où les gens se trouvent dans une espèce de cer­cle infernal : emploi-précarité-chô­mage-petit boulot, etc. Ce qui était la précarité conjoncturelle du pre­mière Pacte est devenu un mo­dèle plus large de fonctionnement structurel du marché du travail qui concerne des publics pratiquement tous azimuts et non plus des pu­blics spécifiques. Pourle RMI, l'évo­lution semble être la même.

Mais faut-il s'en étonner? Si l'on se demande quel problème devait être résolu, on s'aperçoit que dans les deux cas c'est finalement le même, c'est l'impossibilité defaire accéder à un emploi un certain nombre de gens, non pas comme autrefois parce qu'ils n'auraient pas certaines caractéristiques psycho­logiques, comportementales, mais avant tout, et sauf exceptions, parce qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois.

On assiste aujourd'hui à une trans­formation profonde, voire radicale, de la gestion de l'activité humaine, notamment du travail. Donc ces mesures conjoncturellestraitent les

***10*** symptômes et n'agissent pas sur  
les causes qui entretiennent l'ap­parition de ces symptômes. Or le traitement d'un symptôme ne peut pas rester conjoncturel, il va inévi­tablement devenir structurel si l'on ne guérit pas la maladie elle-même.

***sociale des individus qui sont en difficultés. C'est pourcela d'ailleurs que quand on écoute les ensei­gnants, la plupart disent qu'ils font aussi du travail social ou quand on parle aux travailleurs sociaux, ils disent qu'ils sont amenés de plus en plus à travailler à côté des en­seignants puis qu'on ne peut plus traiter des problèmes des élèves seulement en terme scolaire, ou social, ou psychologique... Qu'en penses-tu ?***

B.0 : Ce qui me semble vrai dans ta remarque c'est que nous es­sayons, dans notre équipe, de po­ser la question du social dans la forme spécifique qu'elle peut pren­dre en tant que question scolaire. C'est vrai que notre question est bien celle de l'articulation d'une situation sociale et d'une histoire scolaire, mais nous sommes ex­trêmement attentifs à la spécificité du scolaire.

Je crois que ta question renvoie à celle du partenariat, dont on a un peu parlé, et à celle de la spécifi­cité et de l'ouverture de l'école. Tant qu'on traite de la question de l'ouverture, sans préciser davan­tage le mot, on ne peut pas s'en sortir. Pour moi il y a plusieurs formes d'ouverture. L'ouverture, cela peut être un enseignant qui ouvre sa classe aux gens de l'exté­rieur, à des habitants du quartier, à des travailleurs sociaux, etc., qui viennenttravailleravec les enfants dans sa classe. Cela peut être aussi avoir des contacts avec la bibliothèque municipale ou partici­per à la vie du quartier. Cela peut être également prétendre appren­dre à une maman africaine com­ment élever son bébé, lui appren­dre la vaccination, les maladies, etc. Cela peut être encore faire de l'alphabétisation et de la formation professionnelle pour des gens du quartier. ll y a là des formes d'ouver­ture radicalement différentes.

Pour s'y retrouver il faut nécessai­rement passer par une forme de théorisation. Il n'y a pas d'école sans clôture symbolique. Une école n'a de sens que si elle fonctionne

avec des objectifs et des règles qui ne sont pas ceux de la famille et de la cité ; sinon elle ne sertà rien. Il n'y a pas de continuité entre un savoir quotidien et un savoir rigoureux, comme l'a montré Bachelard. De même les comportements dans l'école ne peuvent pas être ceux de la cité. Donc l'école totalement ouverte, on n'en a pas besoin. Mais il y a le risque qu'au nom de la clôture symbolique, on développe des activités qui n'ont pas de sens pour les élèves et que la clôture symbolique, ainsi, ne produise aucun effet, et donc n'ait aucune légitimité. Elle n'a d'intérêtque pour aider les enfants à construire des savoirs et à produire du sens sur le monde. Pour cela, il faut connaître ce que sont ces enfants et ces familles, ce qui implique uneforme d'ouverture sociale. Il faut à l'école à la fois de la clôture symbolique et de l'ouverture sociale.

Dans notre équipe, nous insistons pour que soit repérée la spécificité de l'école, de ses tâches, de ses missions et nous craignons beau­coup le mélange avec de l'anima­tion ou une forme de travail social qui ferait perdre la spécificité de l'école. Le partenariat entre ensei­gnants et travailleurs sociaux peut être intéressant à condition qu'il n'aboutisse pas à reproduire l'en­treprise de "moralisation" du peu­ple par l'éducation, c'est-à-dire de soumission à l'idéologie des clas­ses moyennes, que la bourgeoisie a poursuivie avec constance tout au long du 19ème siècle.

Propos recueillis par **Mehdi FARZAD**

(1) Bernard Charlot est professeur à l'Univer­sité de Paris 8. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages intéressant les domaines de l'éduca­tion et des banlleues où il mène des recherches depuis plusieurs années. A lire notamment CHARLOT (B.), BAUTIER (É) et ROCHEX **(J.-Y.),** *École et savoir dans les banlieues... et ailleurs,* Armand Colin, 1992, et CHAR LOT (B.) (coordonné par), *L'École et le teritoire, nou­veaux espaces, nouveaux enjeux,* Armand Colin, 1994.

***Mémoire du travail social***

**NAISSANCE DE LA**

**FORMATION SOCIALE**

**DANS LES ANNEES 1900**

*Voici une série d'articles que je propose sur l'histoire du travail social. Le présente texte est l'extrait d'une recherche clinique sur la genèse des problèmes liés au travail social au début du siècle.*

Le 15 mai 1901, Jules LEMAI-TRE, dans une conférence inti­tulée "comment passer à l'ac­tion" s'adresse ainsi dans un beau salon, devant un auditoire très distingué et dit :

"On me dit que beaucoup de "femmes du monde" sont ani­mées, à l'heure qu'il est, de très bons sentiments. Elles écoutent infatigablement de savantes con­férences sur les questions so­ciales. Il me semble que, si j'étais admis à parler devant ces da­mes oisives et riches, je leur dirais : (...), vous êtes, mainte­nant, suffisamment pourvues de théorie, et vous vous demandez "comment passer à l'action ?" A la vérité, c'est là le grand pro­blème. Oh ! que ce passage est délicat, hasardeux difficile ! Les méchants diraient qu'il est in­franchissable. Quelle action poursuivez-vous ? Quel est vo­tre dessein ? En termes très simples, c'est d'établir entre les gens du peuple et vous des rela­tions fraternelles, de leur être utile par des moyens plus sûrs, d'un effet plus durable, que ceux des oeuvres de bienfaisance, de les aider, de servir leurs vrais intérêts, de faire un peu de jus­tice sociale".

Les termes du débat étaient lan­cés. Jules LEMAITRE s'adres­sait aux femmes du monde à propos des questions sociales. Il leur demandait d'abandonner la théorie pour servir la justice so­ciale. Il développera son "homé­lie" en deux temps. L'un destiné à la préparation à l'action, l'autre à cette action elle-même.

Que veut dire l'orateur, que veut-il surtout obtenir de son auditoire composé essentiellement de "femmes du monde"?

Il distingue deux types d'obsta­cles dans l'approche du pauvre, l'une extérieure ; les classes so­ciales ne peuvent se rencontrer et se connaître et l'autre inté‑

rieure; ici il s'agit bien d'une  
homélie.

"D'autres obstacles sont en vous-mêmes...(permettez-moi un mo­ment de parler comme un prédi­cateur), c'est votre vanité, votre frivolité, votre paresse..., l'hu­milité n'est pas seulement un sentiment chrétien. C'est le plus philosophique des sentiments..., la mesure de l'effort est la me­sure même de la valeur morale" poursuit-il.

Le ton sera ainsi soutenu tout au long de la conférence. On le

dirait culpabilisant à l'heure ac­tuelle, moralisateurdans sa com­paraison entre les femmes du peuple et les femmes du monde dont il vante le courage des pre­mières et la futilité des secon­des.

Voilà ce qu'il préconise : "Com­ment les femmes du monde prendront-elles contact avec le peuple d'une façon intelligente, permanente et méthodique ?" Prenant en exemple quelques actions charitables, il ajoute : "tout cela, c'est de l'aumône, ou c'est de la bienfaisance privée, ce n'est pas encore de l'assis­tance sociale. Ce qu'il est né­cessaire de fonder, ce sont des oeuvres d'assistance et de soli­darité, d'un caractère très am­ple..., destinées à améliorer la condition morale et matérielle de toute la classe ouvrière".

Après avoir rappelé le danger que représente la classe ouvrière, il dit :

"Prenez garde - le moment est tragique - Les conditions actuel­les de la société, la rapidité ef­frayante du mouvement collec­tiviste obligent les possédants à se rendre compte de toute l'éten­due de leur devoir social". Ainsi

il propose: "la meilleure forme, la plus naturelle, la plus large, la plus souple de l'oeuvre que vous poursuivez, il me semble bien que c'est "la maison sociale", la maison du peuple".

Il y voit des femmes célibataires et "résidentes perpétuelles". Les femmes mariées ne pourront y apporter qu'un concours de bonne volonté. Suit une liste des qualités requises : "patience, douceur à toute épreuve, persé­vérance infatigable, espérance infrangible, complet détache­ment de soi-même". Il termine sur la liberté religieuse, il leur faut seulement "agir moralement non par des prédications, mais par des exemples, simplement en étant cordiales et bonnes".

**LES MAISONS  
DU PEUPLE**

Il voit dans cette maison du peu­ple :

- des cours du soir

-des consultations gratuites (mé­dicales, juridiques)

* un bureau de placement
* un bureau de renseignements pour que les ouvriers appren­nent "les diverses façons de s'as­socier utilement" avec tout ce qui concerne les oeuvres de coo­pération et de mutualité.

Depuis la Grande Bretagne, l'idée de la maison sociale en France à donc fait son chemin. Après les femmes protestantes des settlements, les femmes ca­tholiques se doivent de se mon­trer tout aussi "admirables et actives". "C'est par la charité sociale que se résoudra la ques­tion sociale" dira Le Marquis COSTA de BEAUREGARD, grand inspirateur de la première résidence sociale française ayant beaucoup observé le fonc­tionnement britannique. De fait, les maisons sociales, puis rési­dences sociales françaises, se­ront d'inspiration confessionnel­les et notamment catholiques.

12

C'est l'Eglise qui en décidera, en 1909, la fermeture, sa fonda­trice étant rebelle à l'autorité ec­clésiastique, après un procès qui fera beaucoup de bruitentre l'une de ses résidentes (Marie-Jeanne BASSOT) et ses parents. Ces derniers voulaient l'en soustraire et surtout l'éloigner de l'influence d'une ancienne religieuse que la séparation de l'Eglise et de l'Etat avec la fermeture des congré­gations en 1903 avait lancé dans l'aventure des maisons sociales (Mercedes Le Ferde la MOTTE). Cette dernière sera à l'origine de la première maison sociale . Après sa fermeture, Marie *Jeanne* BASSOT créera la pre­mière résidence sociale.

Ces femmes en effet, très indé­pendantes, ne pouvaient à l'épo­que vivre hors mariage qu'à l'om­bre de l'Eglise. Les maisons so­ciales, malgré leur étiquette reli­gieuse, représentaient une voie originale mais non sans danger pour l'ordre social des classes les plus aisées.

Entre ordre et désordre, entre la loi du père et celle de la mère..., il y a conflit dès l'origine, et il fera couler beaucoup d'encre. Con­flit extérieur, ordre et désordre social, conflit intérieur, ordre et désordre au sein d'une classe de la société. Ces femmes ne se résolvent pas à entrer dans la loi du père (le père naturel ou l'Eglise), mais elles sont char­gées par la société de rétablir l'ordre social, celui de la ques­tion ouvrière en utilisant ce que l'on a appelé des qualités fémi­nines.

**LES ECOLES  
MENAGERES**

Il paraît important de compren­dre le contexte, au début de ce siècle, dans lequel se mettait en place ce que l'on appelait "la formation sociale" et son con­tenu.

Tout d'abord, les deux longues citations qui introduisent volon­

tairement ce chapitre sont desti­nées à planter le décor. Ni l'une, ni l'autre ne donneront lieu à une véritable formation sociale s'ap­puyant sur une discipline sco­laire ou une science.

Un examen plus approfondi de l'une des filièresféminine ermé-n agère" tente d'en déchiffrer les raisons.

"Tous ces fils de la bourgeoisie, dirigés vers les écoles militai­res, ont manqué de formation sociale (...). Ainsi la jeunesse aisée s'est en partie isolée du reste de la nation. Elle ne s'est pas suffisamment mêlée à la vie sociale industrielle et économi­que de cette dernière, et la vie s'est retirée d'elle (...). A ces causes de manque de formation sociale dans les classes aisées nous pourrions en ajouter d'autres, et parmi elles, le défaut d'éducation préparatoire à la vie publique autant dans les lycées que dans les collèges religieux où elle a été élevée. Il est éton­nant que l'on continue à ensei­gner le grec et le latin dans nos établissements d'instruction alors qu'on laisse s'embarquer dans la vie des jeunes gens dé­nués des plus élémentaires no­tion d'économie sociale pratique. Dans les écoles secondaires surtout, ne serait-il pas salutaire d'apprendre aux élèves les bien­faits de l'association, la fonction sociale de la mutualité, les avan­tages économiques de la coopé­ration, la nécessité pour tout collectivité, ayant des intérêts communs, de se syndiquer... Ils sont légions ces jeunes gens qui trouveraient intéressant d'étudier les questions d'économie sociale populaire, si on leur indiquait une direction l"(1). Et encore :

"Il y a d'abord l'assistance que vous connaissez, celle que vous pratiquez en général, Mesda­mes, l'assistance du bon sama­ritain. Vous rencontrez un pau­vre diable, vous lui donnez un secours (...). Cette assistance est indispensable - Dieu me

garde d'en médire - mais elle est très limitée dans ses résultats puisqu'elle entretien simplement l'assisté à terre, et, quelquefois, si elle n'est pas pratiquée avec discernement, elle peutfaire plus de mal que de bien, suivant l'ex­pression de mon ami M. LE FEBURE : "elle arrose la misère au lieu de l'éteindre" (...). Il ne suffit pas de vouloir, il faut sa­voir. Vouloir et savoir c'est pou-voi r"(2) .

La longueur de ces deux cita­tions ressemblent à deux sen­tences, l'une d'un catholique social : Ludovic de Cotenson (1904), l'autre d'un disciple de Frédéric LE PLAY : Emile CHEYSSON (1908), mettent en scène d'emblée de jeu les protagnistes. Tous deux appel­lent de tous leurs voeux la créa­tion d'une formation sociale.

**PRESQU'UN SIECLE  
PLUS TARD,  
QU'EN EST-IL ?**

Les mêmes questions semblent bien se poser. La formation so­ciale doit-elle s'adresser à des spécialistes et pourquoi? De quoi se compose-t-elle ?

L'origine du travail social peut se lire à travers les programmes des écoles ménagères. Laissons parler encore les acteurs de ce temps.

"Depuis quelques années, ou plu­tôt, pour être plus vrai, depuis quelques mois, le courant dans certaines classes semble être de s'occuper de questions so­ciales, d'aller au peuple, comme il est de mode de le dire. La politique électorale n'a donné que des déboires ; la lutte sur le terrain de la liberté n'a été qu'une série de défaites ; on se rabat sur les oeuvres sociales, on se pré­occupe des remèdes à apporter aux maux de la classe ouvrière, on s'efforce de trouver des pro­cédés pour améliorer le sort du plus grand nombre, on ne veut

plus se borner à la vieille charité classique d'autrefois et on se met à la recherche des institu­tions durables, des modes d'as­sociation rationnelle qui devront être non un palliatif, mais un antidote permanent contre cer­tains poisons"(3).

L'auteur ajoute plus loin :

"Que les préoccupations politi­ques doivent faire place bientôt, dans la vie nationale, aux soucis de l'organisation sociale, des réformes à accomplir en vue de diminuer la misère humaine et d'augmenter la part de bien moral et matériel du plus grand nom­bre, de ce plus grand nombre qui prend chaque jour plus cons­cience de sa force, cela n'a plus besoin d'être démontré"(4).

Ne voit-on pas poindre ici la mise en place de services so­ciaux tels que nous les connais­sons ou souhaitons encore de nos jours ?

Augusta MOLL-WEISS écrira dès le début de son ouvrage :

"Ce sont les mères instruites en hygiène, en économie domesti­que, en puériculture, en psycho­logie enfantine, qui sont surtout capables de former les fortes générations à venir desquelles nous avons tant besoin. Ce sont elles aussi qui sauront le mieux, le plus sagement comprendre les devoirs sociaux de la femme, et nul n'ignore aujourd'hui leur importance"(5).

A la même époque Marie GAHERY, qui dirige l'une des premières maisons sociales, écrit : "Tout le monde parle d'en­seignement ménager, à l'heure actuelle, et je pourrais presque dire : tout le monde en fait. Les uns, frappés de l'amélioration très réelle qu'il peut apporter à la condition des travaux manuels, l'envisagent sous un aspect uti­litaire ; les autres, conscients des qualités d'ordre, de propreté, de réflexion, de prévoyance qu'il est susceptible de développer, en retiennent surtout la portée

morale. Je me plais, en outre, à y voir un lien puissant de récon­ciliation entre les diverses clas‑

ses sociales Parce qu'elle  
est privilégiée, la femme du monde doit remplir une t,che sociale(...). Pourquoi n'y verrait-elle pas ce qu'elle cherche peut-être le terrain de rencontre sur lequel elle apprendra à connaî­tre des besoins réels des clas­ses laborieuses ?". "Qu'on se garde donc de faire émigrer l'en­seignement ménagerde nosfau-bourgs populaires sous prétexte de le mieux mettre à la portée des femmes du monde. N'est-ce pas à celles-ci d'aller au peu­ple ?".

En décembre 1905, on parle de "La préparation au travail so­cial" : l'idée de formation sociale apparaît.

Ces longues citation permettent de mieux situer d'emblée le dé­but de ce que l'on a appelé le travail social et ses enjeux de société.

Ainsi donc travail social et en­seignement ménager sont liés au début du siècle semble-t-il quant aux objectifs, aux enjeux et aux moyens mis en oeuvre. Il s'agit de réconcilier deux clas­ses de la société en formant les femmes - destinées à éduquer au mieux les générations futu­res - à leur devoirs sociaux par le biais d'un enseignement tant mé­nager que social.

**Françoise COLLANTIER**

13

1. COTENSON de L, Syndicats, Mutualités, Retraites, Librairie académique Didier, Paris 1904 - p. 25-26-27.
2. CHEYSSON E, Inaugurant les cours d'en­seignement ménager à l'Institut de la femme contemporaine en 1908, cité par Antoine SAVOYE, "Une réponse originale aux problè­mes sociaux : l'ingénierie saoule 1885-1914", in Informations Sociales.
3. COTENSON de L, ibid., p. 1.
4. Ibid. p. 24.
5. CHEYSSON E. dans la préface de, Ni bas bleu, ni pot au feu, Les écoles ménagères de Mme Augusta MOLL-WEISS. N° XXIII, p. 3

PERS a° 50 avril/juin 1995

**Tr*avail social à l'étraeteer***

**NOUS POUVONS**

**BEAUCOUP APPRENDRE**

**LES UNS DES AUTRES\***

*Je souhaiterai parler d'Europe, ce, à travers un concept sociologique encore novateur et typiquement français la galère. Elle renvoie à la désorganisation, l'exclusion et la rage des jeunes des "cités-banlieues".*

L'Europe, c'est avant tout parler de citoyenneté dont la première est l'insertion sociale, indissociable de l'insertion économique. Or, nous sommes face à une Europe ultra-libérale, l'unions des plus impor­tants finasseurs où l'espace social n'est pas pris en compte.

Pour preuve : 50 millions de per­sonnes sont en dessous du seuil de pauvreté dans la communauté européenne ; les jeunes en sont les plus grandes victimes.

L'Europe est pourtant un nouvel espace social, une opportunité pour un renouveau de la citoyenneté. C'est ce concept de citoyenneté, revisité, que je souhaite exposer comme l'une des réponses à la galère :

- premièrement à travers un aperçu comparatif des pratiques françai­ses et allemandes en prévention spécialisée.

*14*

- deuxièmement, en présentant un outil pertinent, visant à des trans­formations sociales : l'échange européen de jeunes.

Notre fil conducteur sera, à contra­rio, l'anomie, facette clef de la ga­lère, soeur de l'errance.

**ASSISTANCE ET  
ESPACE SOCIAL**

On peut certes faire des constats d'ordre général : crise économi­que, spéculation à outrance, so­ciété à deux vitesses, ghettos ur­bains, etc.

Mais en tant que travailleurs so­ciaux, "agents de socialisation", ne devons-nous pas nous interro­ger sur nos pratiques et leurs fon­dements ?

envisageons, d'une part, certains termes liés à l'action sociale fran­çaise : assistance éducative, as­sistance publique, assistance ma­ternelle, assistance sociale ou de l'assistance à l'assistance.

Derrières ces termes semble se profiler la conception qui tend à assister l'autre, en maintenant une emprise sans le sortir de son sta­tut.

Tendre à le transformer, sans réci­procité, sans se transformer soi-même. "Enfermer l'autre dans un processus d'aide où il est le seul à recevoir, où il est contenu dans un état de passivité" (1). L'autre, écrasé, étouffé, sans jamais avoir eu l'occasion de "donner", n'a prise sur rien, ni sur les autres ni sur lui-même et son propre destin ; il est anomique.

Si nous regardons maintenant les termes liés à l'action sociale alle­mande, on ne retrouve pas cette dangereuse notion d'assistance. On ne parle pas d'assistance édu­cative, mais d'Aide éducative : Erzieh ungshilfe "Assistance publiq-Aide publiq. Offentlichehilfe. Assist-melle Ms Aide melle. Familienhelferim et Surtout, on ne parle pas d'Assistante Sociale, mais de travailleuse Sociale ; Sozial Arbeiterin.

Nous pouvons affiner cette com­paraison avec des exemples con­crets :

Sur le sol français, les "Maisons de jeunes" écumant les quartiers, n'étaient-elles pas à l'origine por­teuses d'un projet civique lié au mode même de leur fonctionne­ment, soit un apprentissage de la démocratie et de la responsabi­lité ?

Que dire alors aujourd'hui des structures destinées aux jeunes, tels que les locaux d'accueil de prévention spécialisée où l'éduca-teu r semble préserverjalousement ses responsabilités à l'image de son imposant trousseau de clefs, à lui seul accessibles.

L'éducateur est le seul responsa­ble de l'espace. Et lorsqu'il veut inciter les jeunes à débattre, à négocier, jouant son rôle de "sociabilisateur", ces jeunes-là lui répondent : "Mais c'est à vous de nous proposer des projets"

Ces jeunes n'ont-ils pas d'idées? Sur le sol allemand, ce qu'on ap­pelle "les Centres de Jeunes", sont bien différents. On y parle d'auto­nomie, d'organisation progressive de la jeunesse pour la jeunesse. L'espace n'appartient pas aux seuls travailleurs sociaux, au con­traire, les jeunes peuvent aussi y être détenteurs des clefs.

De plus, l'espace n'est pas stricte­ment d'accueil mais est structuré par divers ateliers crées par les jeunes. Une part importante du travail est consacrée à la question

**Travai*l* $. 0 C i Li *1* à 1 *rét r* Ge *?te* e**

de la structure avec les jeunes. De même, des rencontres politiques, citoyennes de jeunes, instaurées dans certaines associations, leur permettent de comprendre les en­jeux politiques locaux et d'y pren­dre part.

Ainsi le jeune évolue sur une base de rapports réciproques, paritai­res avec le travailleur social et accède à la conscience qu'il est utile socialement, qu'il est une res­source pour les autres et que les autres peuvent être ressources pour lui. Ceci implique alors sa responsabilité par rapport à un projet collectif et également en­vers son propre destin. Et ce sont ces relations-là basées sur l'en­traide, l'échange (jeune/travailleur social) oeuvrant ensemble pour des transformations communes, qui sont à même de construire la citoyenneté sociale, active, lo­cale ...

Considérons alors l'opportunité que nous offre l'espace social euro­péen, au travers d'échanges de jeunes, afin de confronter nos pra­tiques, sortir des références habi­tuelles. car ne devons-nous pas apprendre à nous changer nous-mêmes pour que nos désirs de changements soient cohérents ?

**L'ECHANGE  
EUROPEEN**

Nous concevons l'échange euro­péen comme une dynamique posi­tive et collective, un outil pertinent visant à des transformations soda-les.

Avant de considérer concrètement un échange, ne peut-on constater avec François DUBET (2) qu'aujourd'hui "le professionnel français vit dans une tension per­manente entre la gestion ration­nelle des ressources d'un système et le développement de lien so­ciaux autonomes " ?

A ce moment-là, l'échange euro­péen ne constitue-t-il pas la possi­bilité de se libérer de cette tension et de tendre à plus d'autonomie, à la formation d'espaces de com­munication parfaitement autono­mes ?

Ainsi, un échange, c'est concrète­ment organiser un séjour, ou deux

ou trois groupes de jeunes de pays différents vont rencontrer et agir ensemble.

Dans un premier temps, il s'agit de mobiliser des jeunes public de pré­vention spécialisée en difficultés d'insertion sociale, scolaire et pro­fessionnelle autour d'un projet. Une attention toute particulière est consacrée à la préparation, elle peut durer de trois à six [mois. et](http://mois.et), plus pour le groupe. Elle s'effec­tue par un travail collectif et per­met dès lors, une structuration dans l'espace et le temps, un sen­timent d'appartenance. Dès cet instant, il fait appel aux savoir-faire des jeunes.

Ce sont les jeunes eux-mêmes qui vont réaliser le programme de l'échange, les maquettes de pré­sentation et d'inscription, différents types de présentation de leur ca­dres de vie ou encore des mini-lexiques linguistiques.

Il s'agit, dès le départ, d'instaurer une dynamique positive où les dif­férents atouts étant mis en lumière, chacun prend conscience de sa valeur pour le projet et regagne ou maintient une estime de lui-même. Il se sent utile, se découvre acteur. Par la suite, lors de la réalisation, la sortie effective de son quartier et la rencontre avec l'autre vont permettre d'autres "mises en lu­mière".

Ainsi la destruction des défenses verbales que peut produire le groupe, va être accentuée pour la binationnalité d'un groupe, ame­nant plus facilement l'expansion de sentiments véritables, ce qui améliore la connaissance de soi. De même, la confrontation des problématiques réciproques met aussi *en* lumière les atouts des différentes cultures, souvent éli­minés de la conscience par le quo­tidien. L'autonomie sera aussi dé­couplée. Acteurs d'une vie collec­tive intense, la répartition des tâ ches, des responsabilités est plus que nécessaire. Et cette coopéra­tion où chaque sous-groupe est responsable d'une partie des tâ­ches face aux autres, permet aussi une valorisation mutuelle lorsqu'ils comprennent que le bénéfice de chacun dépend de l'investissement de tous et inversement. Ceci cons­

titue les bases d'une citoyenneté active.

D'autre part, si l'échange par le rapprochement des communau­tés réduit les préjugés, il encou­rage d'autre part un sentiment de citoyenneté au vu des confronta­tions culturelles.

De plus, quand l'échange produit des récompenses mutuelles, les personnes elles-mêmes vont dé­velopper leur citoyenneté active en établissant des règles visant à maintenir l'échange agréable. Il est alors stupéfiant de constater com­bien celui qui à mi-parcours du séjour, devenu conscient des ap­prentissages réalisés, va alors être à même d'en réaliser d'autres d'ac­teurs, pourra devenir créateur.

En effet, si la flexibilité de l'ordre du jour encourage créativité et spon­tanéité, c'est surtout l'impact de facilitation du groupe qui va aug­menter l'activation et le potentiel de chacun.

Nombreux sont les échanges où grâce à la dynamique collective, l'auditoire étant perçu comme un évaluateur, à la spontanéité de chacun ; les programmes s'enri­chissent considérablement en cours de réalisation.

Afin de conclure, j'espère vous avoir fait sentir comment l'échange euro­péen outil "producteur de démo­cratie", permet à ces jeunes de se reconnaître comme des acteurs. Car, si la responsabilité devient l'une des clefs du devenir d'un jeune, parle-t-on d'insertion, d'inté­gration ou tout simplement de ci­toyenneté ?

Et surtout : rien ne se fera sans les jeunes. C'est à eux qu'il revient de donner à l'ensemble des forces sociales concernées des raisons de s'échanger à construire de nou­velles voies"(3).

*15*

**Eve CHAMBON** Travailleuse sociale

Traduit de l'allemand : wir konnen voneinander viel lemen

1. Claire et Marc Herbert SUFFRIN, Le cercle des savoirs reconnus
2. DUBET (F.), Conférence du 22 mars 1990, Grenoble : "Agir sur le lien social'. Les profes­sionnels sont-ils des acteurs du changement social ? Agents d'ordre ou de changement ?
3. Cf. Rapport B. SCHWARTS : L'insertion professionnelle et sociale des jeunes, 1981.

PEPS nc' 50 avril juin 1995

**V>C7SSII Efe**

**L'ACCÈS AU LOGEMENT**

**Le 10 décembre 1948, l'ONU adoptait la déclaration interna­tionale des Droits de l'Homme, dont l'Article 25 précise que : «Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour as­surer sa santé, son bien-être et ceux de su famille, notam­ment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires...».**

**Fin 1994, et suite notamment à l'opération «Dragon» menée**

*16* **par Droit au Logement, la question de l'accès au logement se trouve au centre du débat public et politique. On estime en effet à plus de deux millions le nombre de personnes mal lo­gées ou sans logis.**

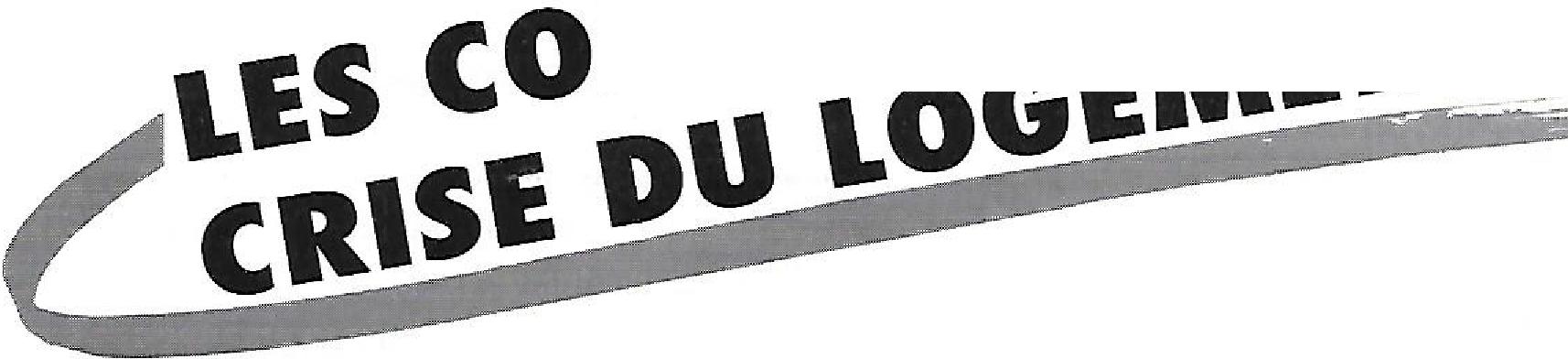
**Comment en est-on arrivé là et surtout, comment en sortir ? Voilà les deux questions qui ont organisé notre démarche.**

Ph: Revue Combat ouvrier Mai 1995 - Nouvelle Calédonie

**Ne prétendant nullement proposer des solutions toutes fai­tes, ce dossier se limitera :**

* **à esquisser des pistes en vue de la résolution de cet insup­portable problème ;**
* **à s'interroger sur le rôle des travailleurs sociaux en ce do­maine.**

**La rédaction**

**my0SieleftS DE te**

***Une crise du logement ne***

***se construit donc pas en***

***un jour: c'est le* produit**

***d'une dérive lente et d'un***

***laisser aller continu.* En**

***ce sens, l'échec n'est pas***

***celui d'un gouvernement***

***précis, mais celui de***

***Echec* d'autant *plus***

***sévère qu'et* contrario il**

**faut *du temps* pour**

***remédier* à *une crise du***

***logement.***

La politique du logement est une politique à moyen, long terme. Elle obéit à des tendances lourdes.

* Construire 260 000 logements par an, en dé­truire parallèlement 110 000, c'est un apport de 150 000 logements an, soit 0,55 % du parc total de 27 millions de logement... une part infime.
* Le logement se finance à moyen et long terme.

Cela suppose de la part de l'Etat dans ce do­maine vital, d'intérêt général une bonne connais­sance des besoins, maîtrise et continuité des ac­tions, et un respect scrupuleux des objectifs, année après année.

**LE DESENGAGEMENT  
DE L'ÉTAT**

Le désengagement continu de l'Etat depuis 1975 s'est traduit par le non respect des besoins en logement énoncés par les différents Plans (basée sur les statistiques Population de l'INSEE), puis par le renoncement à la planification même... jusqu'à la présentation d'objectifs par le Minis­tère en fonction de la seule conjoncture et non plus des besoins.

*1*7

Résultat : une pénurie générale de logements, dûe au cumul des diminutions de logements cons­truits chaque année.

De 558 000 logements en 1972 à 257 000 loge­ments construits en 1993 (autant qu'en 1954, an­née de crise grave du logement)... c'est pour long­temps une ofre réduite, un marché élevé.

Le Professeur MOULT ART, «expert s'il en eso> : «En déterminant les besoins, les pouvoirs pu­blics affichaient en même temps une obligation de résultats... C'est en effet au milieu des années 70 que la référence aux besoins en logement a

ue»1I:⏵

été progressivement abandonné par les pouvoirs publics..., on a considéré en France qu'il n'était plus important ni prioritaire de construire..., nous avons perdu deux années ou même trois années de construction. On voit les conséquences de l'abandon de cette politique d'estimation des be­soins».

Le désengagement de l'Etat a franchi un seuil critique dans les années 85 - 90 par l'abandon de la mission d'»intérêt général». Dans un contexte où le gain, la spéculation, la marchandisation généralisée sont devenues centrales, l'Etat, en déréglementant tous azimut, s'en remet aux seuls agents économiques, encourageant l'avènement du»tout libéral».

Levée de l'agrément «bureaux» (1985), congé pour vente, libération des loyers (1986), levée de l'en­cadrement du crédit (1987), le résultat ne s'est pas fait attendre : ruée aux fortes plus values, spéculation, foncier hors de prix et marché élevé, disparition du «parc social de fait», endettement des accédants...

**LA RUES AUX PLUS VALUES,  
LA SPECULATION**

**LA CONSTRUCTION DE BUREAUX,  
JUSQU'A L'ABSURDE**

L'investissement immobilier s'est naturellement et massivement orienté vers les plus values les plus fortes.

Le tertiaire, où la rentabilité est la plus forte, s'est développé inconsidérement. La construction de bureaux a été massive et incontrôlée, notam­ment en Ile de France, où" le mythe «Paris, capi­tale financière de l'Europe» a connu de beaux jours.

*1*8

Les communes voyaient en perspective les ren­trées de taxe professionnelle... Les Plans d'Oc­cupation des Sols (POS) sont modifiés pour per­mettre une implantation plus large du tertiaire, les Coefficients d'Occupation des Sols (COS) révisés à la hausse pour permettre une densité plus forte, donc une meilleure rentabilité. Les banques ont joué la concurrence et prêté au-delà de la norme, jusqu'à 130 % de la valeur du bien (prêt Crédit Lyonnais à Pelège... valeur du bien + 3 ans d'intérêt).

Une abérration et un véritable gachis : il y a aujourd'hui 5,5 millions de m2 de bureaux va­

cants rien qu'en l'Ile de France (équivalent à six années de construction en période de croissance), 550 milliards de francs d'encours bancaires (source Banque de France 1993)... autant de richesse nationale gelée en attendant des jours meilleurs (soit près de la moitié du budget de l'Etat ou 75 0000 équivalents logement).

Des encours importants (argent «sorti» mais qui ne peut rentrer) qui sont «placées» dans des fi­liales bancaires garanties par l'Etat ou dans les désormais fameuses sociétés de «defeasance» do­miciliées dans des paradis fiscaux : une banque vend à une filiale fictive domiciliée dans un pa­radis fiscal les créances et les biens immobiliers. La banque dotte en capital la société à moitié de la hauteur des créances et prête le reste. A cette société de faire tourner ce capital sur le marché financier, pas d'impôts par ces tours de passe-passe les provisions et les pertes potentielles dis­paraissent des bilans consolidés des sociétés mères.

L'Etat «providence» pour les spéculateurs : les bénéfices ont déjà été perçus, les pertes à venir sont considérables. 43 milliards de pertes cette année rien que pour le Crédit Lyonnais. Là, l'Etat ne se «désengage» pas, le contribuable payera l'addition. Il payera d'ailleurs deux fois. Par l'im­pôt les pertes des promoteurs (les bénéfices sont déjà encaissés), par le logement cher ensuite : la spéculation foncière, la destruction de logements bon marché ont participé à l'envolée des prix du logement, à l'exclusion des plus pauvres. Il fau­dra par ailleurs payer pour les golfs, résidences de vacances.

**LE LOGEMENT CHER**

*La hausse brutale des années 80*

L'exemple parisien, analysé par la Chambre des Notaires montre le processus de formation des prix dans les agglomérations.

La forte hausse des revenus du capital, valeurs mobilières, produits financiers (entre fin 83 et fin 88, la valeur d'un portefeuille type d'actions françaises multipliée par 2,5) s'est traduit pour la frange la plus aisée de la population par une forte solvabilité qui s'est convertie dans l'inves­tissement immobilier en centre urbain. Le nom­bre des transactions a augmenté considérable­ment, les prix aussi.

uniummingmetto»ligz

«Les prix s'établissent d'abord dans quelques ar­rondissements suivant une logique de marché, puis leur niveau régit les échanges qui se réali­sent sur les autres arrondissements, un noyau à partir duquel se propagent les hausses de prix, du centre vers la périphérie».

Entre 1979 et 1989, les prix en francs courants ont été multipliés par :

* 5 dans les arrondissements les plus chers,
* 3,5 à Paris,
* 3 dans les Hauts de Seine, 2,6 dans le Val de Marne, et 2,45 en Seine Saint-Denis,
* ainsi de suite...

Rappelons que le marché de l'immobilier est con­sidéré comme normal quand les revenus de l'im­mobilier suivent la croissance de la richesse na­tionale. Au-delà, c'est signe de spéculation. La belle époque donc pour les marchands de biens, promoteurs et même pour les petits investis­seurs. Logements anciens ou construction neuve de standing, les prix s'envolent, des bénéfices très substanciels sont réalisés. Dans un contexte de forte hausse, l'usage spéculatif pur, c'est d'en­caisser rapidement des plus values. Acheter des immeubles locatifs ou des logements, les vider (congé pour vente, 1986), puis vendre ces im­meubles, ces logements fréquemment à d'autres opérateurs, «en cascade».

En juin 1990, l'observatoire Régional du foncier en Ile de France constate : «Le mécanisme de transmission des promesses de vente aboutit à des surenchères foncières et à une inflation sans cause sur le marché immobilier», «un coup d'ar­rêt doit être donné à certaines pratiques».

*La flambée des loyers*

Alignés sur la hausse du marché car ils repré­sentent une partie de la rémunération du capital investi, les loyers ont flambé. La libération des loyers (1986) et la pénurie globale de logements ont fait le reste. S'il ne fallait retenir qu'un chif­fre. La masse des loyers a doublé en huit ans.

Entre 1984 et 1992, la masse des loyers est pas­sée de 97 milliards de francs à 184 milliards. (source Compte du Logement 1994). Ce dernier chiffre est à comparer avec l'investissement dans la construction de logements neufs qui a pro­gressé lentement pendant la même période : de 173 milliards en 1984 à 184 milliards en 1992

(source Compte du Logement 1994). Si les deux évolutions sont révélatrices tout à la fois de la baisse de la construction et de l'envolée des loyers, cette coïncidence montre que la masse des loyers aujourd'hui suffit seule à l'effort de construction.

Le Compte du Logement indique par ailleurs que la progression de la masse des loyers (dou­blement en 8 ans) est la même, quelque soit le secteur locatif.

*Le foncier est aujourd'hui hors de prix*

Le mouvement spéculatif généralisé (logements et bureaux) a entraîné une envolée des prix du foncier. La part de la construction dans le coût d'une opération diminue sans cesse. Construire aujourd'hui du logement social en agglomération coûte cher : l'Etat; les Régions, les villes doivent s'acquitter d'une «surcharge foncière».

**LA REDUCTION CONTINUE  
DU «PARC SOCIAL DE FAIT»**

Le parc locatif privé, dit «parc social de fait», lieu d'accueil traditionnel des ménages à revenu modeste est la cible favorite des promoteurs (lo­gements et bureaux). Ceux-ci s'attachent à ces sites fragiles : un parc ancien urbain, souvent de peu de confort, peu onéreux, des locataires sou­vent pauvres, fragiles (ils ne sont pas informés de leurs droits et n'ont pas les moyens financiers pour se défendre). La plus value sera maximum. La spéculation se nourrit du «parc social de fait», de l'exclusion des pauvres : le «vidage» d'immeu­bles s'est développé pendant ces années : congés pour vente, petites sommes d'argent pour partir, contentieux «artificiels» (»ne payez plus, on va démolir»), expulsions, voire intimidations et vi­dages par des «gros bras», et même incendies criminels (17 morts à Paris en 1986).

D'autre part, le rôle des opérations publiques d'aménagement par zone d'Aménagement Con­certée (ZAC) ou préemption «renforcée», n'est pas à négliger : elles génèrent des zones de spé­culation en périphérie. Les pauvres sont repoussés toujours plus loin...

*79*

Entre 1984 et 1988, 110 000 logements du parc locatif privé ont disparu chaque année. Le mou­vement s'est poursuivi et même légèrement ac­centué dans les années qui suivent. D'après le rapport de la Cour des Comptes de juin 1994, le parc locatif privé est passé de 4 800 000 en 1984

**9**

à 3 850 000 en 1992, soit 950 000 logements de moins en huit ans. La réduction de ce parc ali­mente en grande partie la crise du logement, car elle n'est pas compensée par la construction de 500 000 logements sociaux pendant la même période (Source Cour des Comptes).

Il est ainsi illusoire d'annoncer le nombre de lo­gements réalisés chaque année sans annoncer le nombre delogements qui dispariassent.

De 1978 à 1988, les logements «Loi 48» ont aussi quasiment disparu.

* En France, 56 % des logements sont sortis de ce statut. Selon l'INSEE, 50 % des ménages ex­clus des logements Loi 48 ont des revenus infé­rieurs au premier quartile.
* En Ile de France, on est passé de 422 000 à 184 100 logements, soit une réduction de 23 800 par an.

Les hôtels meublés ont subi le même sort : 85 ont disparu entre 1962 et 1990.

Selon le Rapport ROBERT, il y avait 200 000 logements en meublés en 1930, 20 000 aujourd'hui. «Maintenir ce parc de meublés, qui diminue au rythme de 10% par an est un objec­tif absolument prioritaire».

Les exclus du parc social de fait se tournent vers le logement social, en vain. Les listes de demandeurs s'allongent.

**LE LOGEMENT SOCIAL A LA DERIVE, L'EFFORT PUBLIC DETOURNE DE SA VOCATION**

*20*

Si le logement social représente une part impor­tante de l'effort public consacré au logement et est lié statutairement tà l'oblication d'accueillir les familles «les plus modestes», force est de cons­tater que le logement social ne répond plus à cet objectif.

LES **HLM** PRATIQUENT UNE POLITIQUE SELECTIVE D'ATTRIBUTION QUI EXCLUE LES PLUS PAUVRES

Face à la crise de l'emploi et à la baisse de reve­nus d'une partie de leurs locataires (appellée di­gnement «paupérisation»), les bailleurs sociaux, «équilibre de gestion oblige», pratiquent depuis des années **un** accès sélectif : les classes moyen­

nes sont prioritaires, au dépens des ménages les plus modestes.

Les organismes HLM obtiennent en décembre 1993 ce qu'ils réclamaient depuis des années : le relèvement des plafonds de ressources pour l'ac­cès au logement social. Ce relèvement, qui ne fait que mettre les organismes en conformité avec une pratique d'attribution répandue, est la pour­suite de cette logique d'exclusion des plus pau­vres.

La hausse des plafonds atteint jusqu'à 40 % dans certains départements et pour certains types de ménages.

- en prêt locatif aidé (PLA) : à Paris et commu­nes limitrophes : pour un ménage (1 actif) avec deux enfants : le revenu mensuel imposable maximum est de 23 513 F

- en prêt locatif intermédiaire (PLI) : 41 000 F de revenus mensuel net maximum pour un cou­ple et deux enfants pour l'accès au locatif inter­médiaire à Paris, toute une logique.

«Les familles de Droit Au Logement veulent prendre le tour de ceux qui attendent depuis des années». Une hypocrisie utilisée de tout bord et pendant des années en réponse aux familles sans logis. L'Abbé Pierre répondait déjà : «Vous dites qu'ils doivent attendre leur tour. Mais il n'y a pas de tour I».

Désormais, les choses sont claires : l'accès ne sera que plus difficile pour les ménages deman­deurs «prioritaires». Ils pourront toujours atten­dre. L'effort public orienté vers les classes moyen­nes n'est pas une fable.

Les organismes HLM veulent d'autre part pour­suivre une politique de «qualité accrue», ce qui revient à augmenter les coûts de construction, donc les loyers, même logique.

«Les victimes de la crise du logement sont les familles les plus modestes». (Hervé deCharette. Forum 11 mai 1994).

**L'OCCUPATION N'EST PAS CONFORME  
A LA VOCATION DU PARC SOCIAL,  
L'EFFORT PUBLIC EST DETOURNE**

Où sont logés en 1988 les plus démunis, ceux dont les revenus sont inférieurs à 74 400 F an­nuels (3 premiers déciles) ? Si les 35 % des «plus démunis» sont des propriétaires», seule­ment 20,4 % d'entre eux habitent en logement

immiluninammopieekl

social (les ménages et leur logement, Ministère du Logement, 1993).

Le rapport de la Cour des comptes (1994) pointe les abus

28,4 % des occupants ont des revenus supé­rieurs au plafond d'accès en France (soit 900 000 ménages). Dont :

* 16 % ont un revenu supérieur de 20 % au plafond, (soit 601 000 ménages),
* 05 % ont un revenu supérieur de 60 % au plafond, (soit 188 000 ménages).

Cette occupation hors vocation sociale atteint 36,5 % en Ile de France, (soit 365 000 ména­ges).

Les organismes HLM n'ont pas obligation de demander le paiement d'un «surloyer». Le «droit au maintien dans les lieux» à vie quelques soient les revenus des bénéficiaires devient un privi­lège. Les progressions de carrière ne sont pas prises en compte. Autant de logements sociaux bloqués, hors vocation sociale...

La Cour des comptes : «Un choix devrait être fait. Si les logements locatifs sociaux sont effec­tivement réservés à ceux qui n'ont pas les moyens d'accéder au marché, il est logique d'en écarter, sans même recourir à des surloyers, ceux qui en ont les moyens. Si au contraire l'accès est plus largement ouvert, il paraît légitime de compen­ser par un surloyer le bénéfice sans cela indu qui découlerait des aides publiques pour les bé­néficiaires, et même d'appliquer les taux et rè­gles du marché locatif>.

Clientélisme, manque de transparence dans les attributions : les cadeaux et «rentes de situation» se pérennisent, notamment dans les centres ur­bains où les loyers HLM sont beaucoup moins élevés que dans le secteur libre.

A Paris, la Ville, contrairement à l'obligation ré­glementaire de présenter trois dossiers en com­mission d'attribution, n'en présente qu'un. Une pratique déjà remarquée par la Cour Régionale des comptes en 1993. «Simple erreur technique» répond la ville. La Cour des Comptes en 94 souligne que «4,3 % des produits de la gestion de l'office proviennent en 1991 de l'Aide Person­nalisée au Logement (APL) alors que 43 % des logements de l'OPAC de Paris sont convention­nés», et relève le cas extrême d'un ménage accé­dant au logement social dont les revenus décla­

rés dépassent 1 200 000 F annuel. Des loge­ments sont attribués à des ménages non inscrits comme demandeurs.

Un petit calcul (selon loyers moyens IAURIF 94) : 100 m2 en secteur libre 9 100 F en 1992, 2450 F en logement social. Soit 6 650 F de rente mensuelle, 80 000 F par an. Un excellent rende­ment, sur 30 ans, un patrimoine de 2,4 millions de francs.

Indécent, car l'effort public est détourné et parce que 60 000 «demandeurs prioritaires» attendent toujours un logement social à Paris.

**LA MOBILITE EST EN FORTE BAISSE**

Crise de l'emploi, loyers bon marché, accession à la propriété trop chère, «rentes de situation» : les habitants ne partent plus. Alors que le nombre de demandeurs augmentent, la mobilité est en baisse. En Ile de France, la mobilité n'a cessé de baisser : de 10 % en 1986 à 7,2 % en 1992 (Source IAURIF). A Paris, le phénomène est encore plus marqué : de IO % en 1986, à 6 % en 1991, et de 2,6 % en 1993 (Source Préfecture de Paris).

D'autre part, les taux d'intérêt à long terme éle­vés ralentissent l'investissement, l'effort de cons­truction.

**LA DECOLLECTE DU LIVRET A**

Le logement social est financé par le livret A, «épargne populaire» (pas de minima de dépôts, placement garanti par l'Etat). Dans les années 80, l'attractivité des produits financiers (SICAV et autres) a entraîné la «décollette» (plus de re­traits que de dépôts) du livret A, et donc à terme la diminution de la construction de logements

sociaux : d'une différence de 17 milliards en 1985, 2*1*

on est passé à 52 milliards en 1992. La décollette

sera longue à résorber.

La réaction des bailleurs HLM est vive, ils se disent «oeuvres à caractère social, pas des oeuvres philantropiques». Ils décident de ne pas appli­quer les nouvelles règles, qu'ils jugent incompa­tibles avec leur autonomie de gestion.

L'Etat cède : par le Décret du26 juillet 1955, le système de notation est annulé. L'attribution res­tera entre les sleules mains des organismes. Les «plus modestes» trouvent refuge dans le parc privé.

I ugiumummulimi rwle

L'ACCESSION A LA PROPRIETE LES MESURES RECENTES

EN PANNE QUI AGGRAVENT LA CRISE

Le jeu des taux dans les années 70 ont favorisé l'accession à la propriété. Inflation forte et taux d'intérêt bas : les salaires augmentaient plus vite que les intérêts. Chaque année, l'accédant paye moins. L'accession sociale connaît de beaux jours. On aide à la construction par les Prêts d'Acces­sion à la Propriété (PAP), et on aide «à la per­sonne» pour rembourser. Les moins fortunés ont accès à la propriété, à la maison.

La levée de l'encadrement du crédit (1987), qui a permis à n'importe quel coursier de vendre des prêts, la concurrence sauvage des banques cher­chant à placer leurs produits, ont entraîné des abus. Pour les particuliers, les prêts portent nor­malement sur 25 % à 30 % des revenus. On est allé bien au-delà. (Rapport juillet 1989. Conseil National du Crédit).

Le système des «prêts progressifs» (plus le temps passe, plus on paye) pratiqué par les vendeurs de maisons individuelles et pour l'obtention des PAP ont été de la création pure et simple de solvabilité.

La désinflation a inversé la tendance : les salai­res croissent moins, les taux d'intérêt sont éle­vés. Les défaillances d'accédants se pultiplient. En 1985, 75 000 ménages ne peuvent faire face.

Les Pouvoirs Publics en tirent les conséquences et limitent considérablement les conditions d'ac­cès au PAP, puis aident les ménages en rééchelonnant les prêts. Depuis 1987, l'accession sociale est en panne, les ménages inquiets pour leur emploi délaissant l'accession, trop risquée. Conséquence : le flux des locataires (secteur public et privé) vers l'accession est stoppé, la mobilité baisse, les nouveaux arrivants sur le mar­ché locatif ne trouvent pas à se loger.

*22*

Ce n'est que 7 ans plus tard et suite au relève­ment important des plafonds de ressources en PAP, qu'un redémarrage de l'accession à la pro­priété est constaté. Celui-ci profite à des ména­ges aisés et n'est possible qu'avec un soutien fi­nancier important de l'Etat. L'effort public orienté vers les plus aisés n'est pas une légende. Cer­tains parlent de dérive budsgétaire; Ces mesures de relance coûtent si ches qu'elles ne seront re­nouvelées en totalité au budget 1995.

«La politique de soutien à l'industrie du bâti­ment a souvent orienté celle du logement, ce dont cette dernière a généralement profité» (Cour des Comptes, 1994). Voici résumé en une phrase toute la politique du Logement depuis des an­nées. Influencées par le secteur bâtiment, les po­litiques successives ont orienté pour la construc­tion l'effort public vers la création de solvabi­lité : logements locatifs aidés, accession sociale à la propriété par les PAP, la solvabilité est le con­cept moteur.

Le système des prêts progressifs à l'accession est révélateur de la logique de création de solvabi­lité et de ses abus. Quand les ménages dans les années 80 n'avaient pas les moyens d'accéder. « Achetez d'abord, payez ensuite chaque année un peu plus ». La politique désinflationniste était en marche, on envoyait des ménages «droit dans le mur». Dans le même ordre d'idée, les pertes bancaires du tertiaire (bureaux) et autre, épon­gées par l'Etat sont de la création rétrospective de solvabilité. L'Etat, donc le contribuable payera les pertes. Il n'y avait pas de marché pour tant de bureaux. Le bâtiment ne s'est pas plaint, loin de là et n'a pas tiré la sonnette d'alarme alors que les besoins étaient depuis longtemps dépassés. Il était pourtant le seul, après la levée de l'agré­ment de bureaux à pouvoir quantifier le phéno­mène.

En période de crise du logement, où l'effort pu­blic devrait au nom de l'intérêt général être orienté massivement vers le logement des populations les plus modestes, la continuité de cette ten­dance, c'est : «Tout pour les solvables».

On s'arrache les «bons payeurs» : les HLM les veulent, en PLA, en PLI, on les veut en acces­sion à la propriété, le privé aussi, à l'achat et en location. Alors l'Etat aide et encourage cette de­mande et prend des mesures significatives :

**INCITATIONS FISCALES TOUS AZIMUT AU PRIVE**

Exonération d'impôt foncier, incitations, cadeaux fiscaux. Ces très nombreuses mesures de sou­tien au locatif privé, à la construction dont le coût est élevé pour la collectivité, aident de fait, par apport de fonds publics, à rentabiliser le «logement cher» et contribuent au soutien des



prix du marché. le bâtiment, les fédérations de propriétaires en demndent évidemment toujours plus.

**LE RELEVEMENT DES PLAFONDS DE  
RESSOURCES POUR L'ACCES AU LOGEMENT**

**SOCIAL**

On ne veut pas s'enconbrer de locataires «à pro­blèmes». Le nombre d'attributions étant limité, les plus modestes sont clairement écartés.

**LA BAISSE DES AIDES «A LA PERSONNE»**

L'objectif est là de «pomper» et de transférer de la solvabilité des plus modestes vers les plus aisés. En 1994, le volume des aides à la personne, con­sidérées par tous les intervenants logement comme facteur de «cohésion sociale», est désindéxé, c'est à dire maintenu à franc cons­tant. Un moindre volume réparti signifie une baisse très conséquente de l'aide personnelle : il y a chaque année plus d'»ayant droits» et les loyers continuent à augmenter.

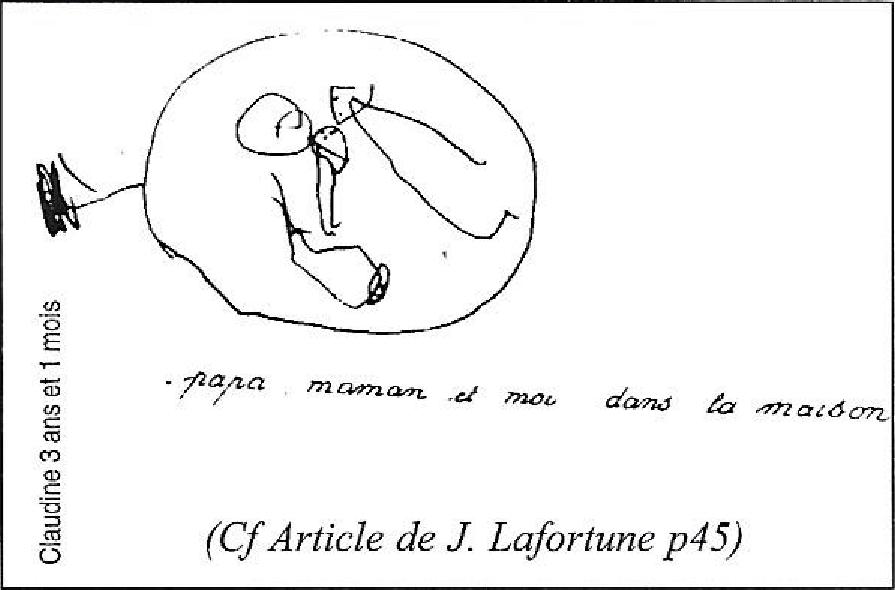
Le moment paraît choisi : les taux d'efforts des locataires et accédants vont donc augmenter plus rapidement. L'exclusion n'en sera que plus ra­pide et massive.

Bercy en veut toujours plus : dans la continuité de l'économie sur les aides personnelles, la réo­rientation du 1 % patronal vers ces aides est à l'ordre du jour, ce qui signifie moins de loge­ments sociaux construits en perspective.

**LA VENTE DES HLM**

La nouvelle loi sur l'habitat favorise la vente de logements sociaux. L'objectif est la vente de 30000 logements par an.

- 100 000 F / logement d'économie pour l'Etat. Pour les bailleurs sociaux, c'est certes 10 000 F de financement, mais un logement en moins, et il faudra vendre trois logements pour en finan­



cer un. «On va vendre les meilleurs logements» disent les bailleurs.

- 30 000 logements sociaux vendus, c'est du parc social qui disparaît (110 000 disparitions sur le parc social «de fait») et c'est 30 000 attributions en moins. Les acheteurs sont ceux qui ont les revenus suffisants pour acheter et qui devraient se diriger naturellement vers l'accession, hors du locatif social et laisser la place à de nouveaux arrivants. Une mesure d'ailleurs contraire à l'ob­jectif de relace de la construction par l'accession à la propriété.

**LA FIN DES LOGEMENTS «LOI 48»**

La loi sur l'habitat supprime la possibilité de retour des logements anciens en «li de 48», ce qui signifie que ces logements sont condamnés à disparaître plus rapidement encore.

**LA MISE EN OEUVRE DES EXPULSIONS**

Pour «protéger» les petits propriétaires, qui ont tendance à déserter le marché locatif, une circu­laire prévoit de raccourcir les délais d'interven­tion des Pouvoirs Publics en cas d'impayés, de trier les candidats à l'expulsion entre ceux qui ont une «défaillance passagère» et ceux dont la baisse de solvabilité est durable. Pour ces der­niers, quel sera le délai d'exécution des décisions de Justice? La tendance «socccuper des encore récupérables».

**LA MODIFICATION DE LA LOV**

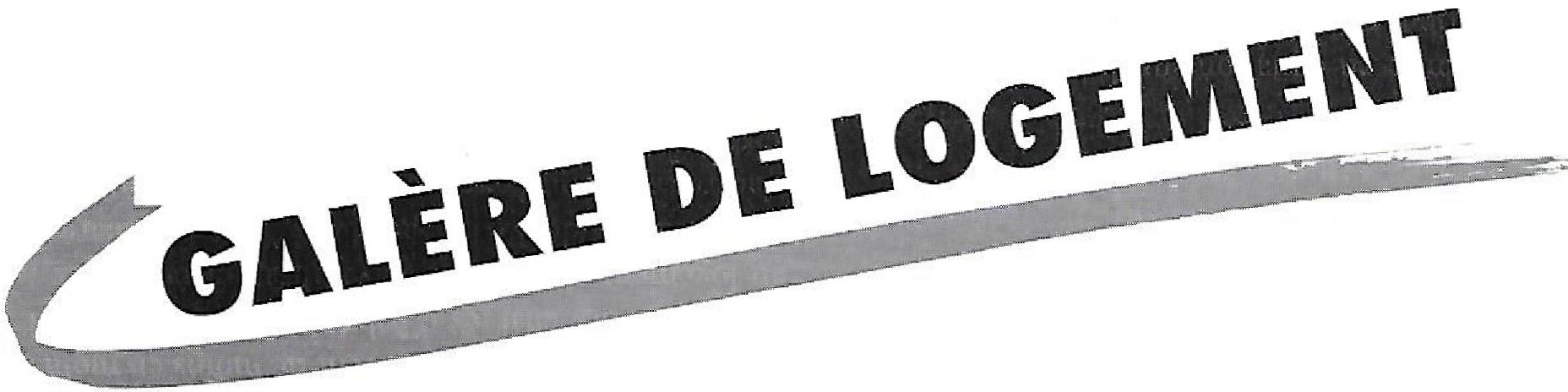
La Loi d'Orientation sur la Ville prévoyait (dans le but de combattre les disparités entre commu­nes, d'équilibrer le territoire) la construction de logements PLA dans les communes qui n'avaient pas plus de 20 % de logements sociaux. Les PLA sont remplacés par des PLI, logement in­termédiaire pour classes moyennes.

*23*

A ces quelques mesures, il convient d'ajouter la possibilité nouvelle pour les organismes HLM de «placer» des fonds sur les marchés financiers (»gestion oblige», il est vrai que l'on ne compren­drait pas pourquoi les bailleurs ne pourraient pas jouer comme tout le monde) et l'annonce d'une baisse du nombre de logements PLA budgettés pour l'année 1995.

**Philippe CHAVANCE** DROIT AU LOGEMENT

PEPS rf 50 avril/juin 1995



*«S'il m'arrive un* jour,

voyant ma *vie réglée et*

*assurée de* pouvoir *écrire et*

*publier en* toute liberté, *je*

*sais que j'en* viendrai à

*regretter cette vie incertaine*

*où j'écris* peu et *ne publie*

*rien». (Fernando Pessoa)*

Dans ces quelques lignes de Fernando Pessoa, je confronte mes concepts de sens et d'opportunisme avec mon désarroi d'éducateur face aux questions du logement...

Partie prenante, et désormais porte parole d'une prise de conscience des carences du «Social offi­ciel», dans ses réponses au logement, je considère urgent de réfléchir à notre repositionnement sur la scène sociale : le choix de «passer aux barbares» s'impose de fait. (F. Ozonam).

Cet exercice d'écriture n'est pas une fin en soi, plu­tôt le prolongement d'une réflexion que je mène au sein d'une équipe de prévention spécialisée, sou­haitant innover et s'offrir une autre dynamique d'ap­proche professionnelle de la problématique «LO­GEMENT» et de son public.

*24*

Parler de la problématique logement à laquelle est confronté la majorité de notre public (jeunes de 16 à 25 ans), c'est prendre en compte son aspect vital dans notre société actuelle. La crise du logement est pour une part importante de notre public jeu­nes la cause principale d'une régression sociale, rapide et violente. L'absence d'un toit révèle bien souvent des problèmes à court terme: éclatement du couple, des solutions d'hébergement temporai­res, le provisoire permanent; la dépendance aux services sociaux; l'errance urbaine; l'instabilité; l'ab­sence d'espace privé et d'intimité.

Agir sur le problème du logement jeunes c'est aussi pour le T.S. prendre en compte les limites de son action «salutaire». Nos bricolages permettent à

certains de nos usagers de «subsister», mais il faut aussi reconnaître que ce type d'intervention ne ré­sout pas de façon définitive les problèmes de vie quotidienne des jeunes.

Les carences «du social officiel» ne sont plus à démontrer dans leurs effets pervers. Comment amener les jeunes à ne plus àtre «des objets d'as­sistance et d'exclusion», les aider à devenir sujets de droit, lorsqu'on est soi-même assujetti aux at­tentes de «La Haute Noblesse d'Etat», au rôle qu'elle veut bien nous voir tenir.

Je remercie K. et D. d'avoir adhéré à ce projet. A leur coopération je souhaiterai correspondre avec la plus grande honnèteté, afin que leur parole ne leur soit pas «volée». J'espère avoir respecté leur pudeur leur sincérité et leur anonymat.

Jeune majeur, originaire du Zaïre, D. est arrivé en France voici quelques années. Lorsque j'évoque avec lui le mot logement au début de mon entretien, D. me parlera avec beaucoup d'affection et de ten­dresse, de la villa avec jardin qu'il partageait avec sa famille. Une référence positive au mot loge­ment qui pèse émotionellement sur tout son té­moignage et me permettra de mieux saisir son pro­fond désarroi devant sa situation actuelle. Pendant ses premiers mois de vie en France D. séjournera clandestinement dans une chambre qu'occupe un frère dans un foyer. A cette période D. apprend à détourner le réglement intérieur (le partage de la chambre est formellement interdit, d'autant plus que D. n'est pas légalement connu ni reconnu dans l'établissement) tout en s'organisant avec la compli­cité fraternelle pour éviter d'àtre repéré par l'équipe éducative. Cette expérience de «cohabitation» du­rera 6 mois avant que les deux frères ne soient mis à la porte. Un premier squat fait suite au renvoi, nouveau «toit» accordé aux deux frères par l'inter­médiaire de la «filière zaïroise». Elle gère d'une manière autonome, selon les dires de D., un bon nombre d'appartements vides ? - qu'elle «revend», moyennant une caution à des compatriotes en galère d'hébergement. D. partagera un F2, avec son frère pendant plusieurs mois avant de se faire expulser manu militari par le propriétaire officiel. Travaillant à l'époque régulièrement, D. avait pu économiser un peu d'argent et il s'installera à hau‑

teur d'Odéon dans une chambre de bonne qu'un ami lui laisse pour 2700 F/par mois. «C'était très cher payé pour ce 10 m2, meublé à la turque, mais au moins j'ai pu habiter enfin un endroit à moi, dans la tranquillité, même si je me souviens d'innombrables conflits de voisinage.» En même temps cet endroit permettait de dépanner des co­pains en galère... « Cette première expérience d'un lieu à soi, avec une existence légale est néanmoins de courte durée. Ne pouvant continuer à faire face aux charges financières, D. quitte la chambre en catastrophe et entame ce qu'il appelle sa période de «galérien». Il loge à gauche à droite, chez des «bonnes familles» en s'introduisant dans des soi­rées, en dormant dans le métro; dans des allées d'immeubles, les espaces verts aux alentours de la gare du Nord (c'est à cette époque qu'il affronte la réalité SDF, récupéré à deux reprises par le samu-social direction Nanterre) D'autres jours D. men­die ou «bricole» pour se payer une chambre d'hôtel et, finalement, exaspéré par cette vie de noma­disme urbain, retourne voir le réseau zaîrois. Il «s'offre» un nouveau squat dans le 9ème arrondis­sement. Cette période de «galère noire» est évo­quée comme un souvenir pénible. Il s'en rappelle avec mépris et honte. (Les domestiques de mes parents en Afrique avaient une case, c'était du luxe comparé avec ce que j'ai pu connaître, si mon père savait que son fils mendie les logements En plus, ces putains de conditions de vie usent même un jeune en bonne santé : je dormais peu et mal, toujours sur mes gardes, ce fut dur, très dur».

Le squat dans le 9ème, un studio, sera vite aban­donné car trop insécurisant, pour une autre cham­bre mansardée toujours dans l'arrondissement. D. la repère lors d'une soirée chez des copains. Ren­seignements pris, il force la porte une semaine plus tard. Lors de l'interview D. m'enseignera différen­tes techniques et codes de repérages des «casca­deurs»... Pendant ces moments d'échanges D., s'autosatisfait. d'un large sourire m'exprimant sa fierté, sa malice et sa magie dans la débrouille.Malgré l'insalubrité de sa chambre et l'ab­sence d'électricité et d'eau, D. s'y installe pendant plus d'un an, partageant ce squat avec K. durant tout l'hiver 94-95.Le partage de cette chambre mérite que j'y m'attarde plus longuement. Avant de vous entre-ouvrir cette porte,il m'a semblé intéres­sant d'accorder à K. quelques lignes afin qu'elle aussi puisse s'introduire dans ce récit d'une ma­nière plus personnelle. Jeune fille originaire de la Réunion K. arrive en France à l'age de 7 ans en compagnie de sa mère et de ses trois soeurs. Con­trairement à D. elle ne m'évoque pas ses souvenirs d'enfance, mais se rappelle très bien d'avoir été prise

en charge par de la proche famille dés son arrivé. Suite à ce dépannage familiale, la famille démé­nagé dans un hitel sur le 17 [arr. ne](http://arr.ne) disposant que d'une chambre unique pour y loger 6 personnes. Une demande d'urgence de logement social (un F3) auprès de la ville de Paris n'aboutira jamais.\_.. Finalement K. et sa famille rejoignent avec leur beau-père un F5 en banlieue. Pour des rai­sons familiales K. délaisse régulièrement sa cham­bre perso pour s'héberger chez des amies. Fatigué par ces allers- retours et les interminables conflits au sein de sa famille K. decide de rejoindre D. «C'était mon copain et je ne connaissais pas sa ga­lère logement» Ce fut loin d'être un conte de fée, mais j'en retire néanmoins la satisfaction d'avoir pu tenir dans ce lieu pendant tout un hiver. Mais ce fut pénible : sans électricité, sans eau (on avait un robinet sur le palier), pas d'endroit à soi pour man­ger, les crises d'angoisses; l'impression d'être per­sonne ; les démarches compliquées auprès des ser­vices sociaux faute d' adresse, le courrier qui n'ar­rive pas à sa destination, les insomnies, la peur d'ouvrir sa porte, la solitude, le froid, on s'enfer­mait dans un non lieu de vie». «C'est une expé­rience que je ne puis oublier, même si je souhaite sortir ces murs insalubres de ma mémoire pour ne garder qu'avec moi l'amitié et cette solidarité dans notre couple qui nous à permis de résister». Pen­dant cette période critique K. et D. participent aux permanences du C.D.S.L., K. y remplie no­tamment une demande de logement social. Ac­tuellement K. et D. « sous-louent un studio de 12 m2 au métro République. Le salaire de K. permet difficilement de régler les 1500 F mensuel, «on a du bricoler les papiers pour remplir les conditions d'accès, mais maintenant lorsqu'on ferme la porte on est chez nous..., et puis c'est le grand confort comparé à la chambre que nous avons occupée cet hiver».

En guise de conclusion à leur témoignage je de­mande à K. et D. de me décrire le logement dont ils revaient, la réponse synthétise merveilleusement la réalité de leur récit de vie :

25

«Le mot logement ne nous fait pas ràver, au mieux on peut imaginer les contours d'un petit pavillon avec jardin, mais on ne se fait aucune illusion..., le logement ce n'est pas le véritable problème, ce qui nous manque avant tout c'est un travail, une stabi­lité d' emploi et ce minimum «monétaire» vital qui rend tout plus possible..., c'est avec l'argent qu'on s'offre une clé sur la porte...».

**Un travailleur social**

**1410MBIte De LOGIS Mie LOGiS**

**LES DEMANDEURS DE LOGEMENT SOCIAL**

**LES INSCRITS**

Pourquoi demande-t-on un logement social ? Le principe est simple, révélateur de la crise du loge­ment : qu'ils soient mal logés, évincés par congé pour vente, menacés d'expulsion, jeunes à la re­cherche d'un premier logement, sans logis, nombre de ménages ne peuvent accéder au logement dans le secteur libre : les loyers sont très élevés, les propriétaires ne veulent s'encombrer de ménages dont les ressources ne leur paraît pas suffisantes, surtout en période de précarisation de l'emploi, la garantie de revenus exigée ets de 3 à 4 fois le montant du loyer, plus 3 mois de caution, plus une garantie supplémentaire extérieure, ils sont de fait écartés. Ils ne peuvent que se tourner vers le logement social. L'offre en logement social est li­mité, baisse de la mobilité, baisse de la construc­tion et priorité donnée aux familles aisées («ges­tion oblige»). Conséquence : les listes s'allongent. Il n'y a plus de solution de logement pour les mé­nages à faibles ressources.

Les chiffres :

*26 1* 000 000 de demandeurs en France (Source FILM).  
Un ordre de grandeur, trop flou pour être fiable. 330 000 demandeurs «prioritaires» en Ile de France. 60 000 à Paris (source DRE Ile de France).

Pour être «prioritaire», il faut être sans logement ou logé dans des conditions difficiles (héberge­ment ches un tiers, surpeuplement, insablubrité...). Les occupants «sans titre» sont écartés.

A titre de comparaison :

* il y avait en 1956, 172 000 demandeurs de loge­ment social dans la Seine, l'effort de construction battait son plein et l'Etat attribuait d'»office» les logements vacants, «crise du logement oblige».
* Dans les départements correspOndant, il y a aujour'hui 274 000 demandeurs.

**LES NON INSCRITS**

Toutes les personnes et ménages en difficulté de logement ne sont pas inscrits sur les listes. Cer­tains n'y croient pas, connaissant les délais d'attri­

bution et les pratiques. Par ailleurs les demandes non renouvelées chaque annéesont annulées et tous les fichiers ne sont pas centralisés. D'autres de­mandeurs sont purement et simplement refoulés, en toute illégalité :

* certains services de logement demandent une domiciliation d'un an dans la commune.
* les sans logis sont systématiquement écartés : il faut l'intervention d'un avocat pour que leurs de­mandes de logement soient enregistrées. «Droit au logement» en a fait plusieurs fois l'expérience.

**LE «DESSUS DU PANIER»**

La crise du logement atteint même les «solvables», de très nombreux ménages disposant de ressour­ces ne trouvent pas à se loger, tant l'offre est limi­tée et chère, les garanties exigées élevées. Des fonc­tionnaires, évidemment la référence «étalon» de la crise du logement dans les couloirs des Ministè­res, gagnant relativement bien leur vie, ayant un emploi on ne peut plus stable, rencontrent des difficultés semblables. C'est vers ces ménages que s'oriente en priorité l'effort public.

**LE LOGEMENT DES ETUDIANTS**

La demande de logement des étudiants à faibles ressources est aussi révélatrice du manque d'offre de logements bon marché : au Centre Régional d'Oeuvres Universitaires et sociales (CROUS) de Paris, la capacité résidentielle est de 1250 lits, cor­respondant à 7 % du nombre des boursiers. Pour l'année scolaire 1993 - 1994, 6020 demandes ont été déposées. Les déboutés sont envoyés vers les Centres des académies de Versailles, Créteil, en fin de parcours, 54 % des demandeurs étudiants (d'origine modeste) ne trouvent pas à se loger (Source CROUS).

**LES EXPULSIONS**

En 1991, 91 606 procédures, réparties 50/50 entre demandes de résiliation de bail et demandes d'ex­pulsion ont été traités par les tribunaux, dont 9761 à Paris. Ce qui représente environ 250 000 per­sonnes en France 250 000 à Paris. Si le nombre d'expulsions varie peu d'une année sur l'autre, d'après la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE), Région Rhônes alpes («Dossier annuel»,

11111111111111111111.1fflawieem

janvier 94), les demandes sont en forte hausse dans la région depuis 1990 : de 2800 en 90 à 3440 en 1992, soit + 23 %.

Si le nombre d'expulsions «réalisées» n'est pas connu, on peut cependant comparer le nombre de deman­des de concours de la Force Publique des années 1960 et 1992.

* En 1960, il y a eu 6000 demandes de concours dans la Seine (Source Débat Assemblée Nationale, 13/12/60).

- En 1992, il y a eu 10 800 demandes dans les départements correspondants au département de la Seine (Source Ministère de l'Intérieur), soit 80 % de plus, alors que le nombre de logements n'a pro­gressé que de 28,2 % passant de 2 435 000 à 3 123 000 logements (Source INSEE, recensement 1962 et 1990).

Rappelons-le : en 1960, l'effort de construction battait son plein et l'Etat attribuait d'office Ies loge­ments vacants.

**L'ESTIMATION DU BIPE**

**Le** Ministère de tutelle est incapable de donner des chiffres. Alors, et pour ne pas «s'engager», c'est la SCIC, filiale de la Caisse des Dépôts en 1990, qui commande une étude au BIPE conseil (bureau d'étude). «Les sans-abri, état des lieux» 1992.

5 048 000 personnes, c'est 9 % de la population totale en 1990.

C'est surtout unrenversement de tendance, car de­puis les années 60, le nombre de mal logés sans logis était en diminution constante. C'est le résul­tat de dix années de «dilution sociale». On a ex­pulsé sans savoir où «atterriraient» les familles. **On** ne veut pas voir, pas savoir. Mais diluer, c'est évi­demment retrouver les problèmes plus loin, ag­gravés.

Cette étude ponctuelle (unique) a été immédiate­ment contestée.

*Le nombre de «sans domicile fixe», d'»abri de fortune»*

Le chiffre de 202 000 sans abris (3 premières caté­gories du tableau) a été immédiatement contesté :

* basés sur le recensement 1990, 'estimation ne permet pas de repérer les «sans domicile fixe». Les seuls recensés étant ceux enregistrés comme tels dans les Préfectures, c'est à dire «les gens du voyage».
* Les enquêtes de contrôle du recensement ont montré que le nombre d'habitations de fortune devrait être majoré d'au moins 25 %.
* Les associations ont tout de suite avancé le chif­fre de 500 000. Plus récemment, le rapport de la Fédération européenne d'Associations travaillant

avec les sans abri (FEANTSA) indique le chiffre de 627 000 sans abris en France (soit **11** «sans abri» pour 1000 habitants).

Du sérieux : entre 200 000 et 620 000, c'est l'ordre de grandeur lui-même qui est inconnu.

*Les hébergés «non pris en compte»*

Pour le BIPE, les «hébergés par des parents ou amis» des statistiques, ne sont pas à prendre en compte dans le chiffre des mal logés. Et pourtant, la forme de solidarité immédiate que constitue l'hé­bergement chez des parents ou amis ne peut pas être considérée comme une solution de logement. Le nombre de personnes par ménage hébergé est de 2,2. Il s'agit pour l'essentiel de familles.

Ses situations conduisent fréquemment à partir du surpeuplement des logements à des conflits fami­liaux. Ses situations conduisent fréquemment à partir du surpeuplement des logements à des con­flits familiaux. La cohabitation est la plupart du temps «non voulue» et des ruptures graves s'en suivent... un isolement souvent irréversible. **Rap­pelons** d'autre part que la pratique de l'héberge­ment est interdite en logement social.

Dans son «dossier annuel», la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE) Région Rhone alpes, janvier 94, publie les résultats d'une enquête auprès des assistantes sociales de la Région montre que «la cohabitation avec surpeuplement est de loin la situation la plus fréquemment rencontrée». Ces très nombreuses familles, sont à proprement par­ler «sans logis». Inutile de demander ce qu'elles viennent chercher dans les bureaus d'aide sociale.

*Evolution de la situationdepuis 1990.*

Ralentissement de la construction neuve, logement toujours plus cher, accès sélectif au logement so­cial, déréglementation accentuée, et progression du chômage, + 33,2 % de 1990 à 1994 (de 2 500 000 environ à 3 330 000), aggravation du chômage de longue durée et progression du nombre de RMIstes, + 136 % de 1990 à 1994 (de 385 000 à 693 500), on peut considérer que c'est près de 10 millions de personnes qui sont aujourd'hui exclus du logement. Quelle preuve ? Aucune. Mais personne n'est ac­tuellement en mesure de démontrer que cette esti­mation est plus eronnée qu'une autre, surtout pas le Ministère du Logement. La cour des Comptes en 1994: «l'Administration ne dispose pas de don­nées fondées sur le nombre de personnes vivant encrore en habitat insalubre, non plus que sur ce­lui des ménages qui ne disposent pas d'un véritable logement : elle ne retient pas des chiffres qui ont été avancés par des organismes d'étude mais ne peut leur en substituer de plus sûrs».

*27*

*-4911MINPRIRitleike4z1,1111.411111*

**LA SPECULATION**

CONSTRUCTION DE BUREAUX  
JUSQU'A L'ABSURDE

L'investissement immobilier s'est naturellement et massivement orienté vers les plus values les plus fortes : le tertiaire, où la rentabilité est la plus forte, s'est développé inconsidérément. La cons­truction de bureaux a été massive et incontrôlée, notamment en Ile de france, où le mythe «Paris, capitale financière de l'Europe» a connu de beaux j ours.

Les communes voyaient en perspective les ren­trées de taxe professionnelle. Les Plans d'occupa­tion des Sols (POS) sont modififiés pour permet­tre une implantation plus large de tertiaire, les coefficients d'Occupation des sols (COS) révisés à la hausse pour permettre une densité plus forte, donc une meilleure rentabilité. Les banques ont joué la concurrence et prêté au-delà de la norme, jusqu'à 130 % de la valeur du bien (Prêt Crédit Lyonnais à Pelège, valeur du bien + 3 ans d'inté­rêt).

Une aberration et un véritable gâchis : il y a aujourd'hui 5,5 millions de m2 de bureaux vacants rien qu'en Ile de france (équivalent à six années de construction en période de croissance), 550 mil­liards de francs d'encours bancaires (source ban­ques de France 1993), autant de richesse nationale gelée en attendant des jours meilleurs (soit près de la moitié du budget de l'Etat ou 750 000 équiva­lents logement).

Des encours importants (argent «sorti» mais qui ne peut rentrer) qui sont «placées» dans des filiales bancaires garanties par l'Etat ou dans les désormais fameuses sociétés de «defeasance» domiciliées dans des paradis fiscaux».

*28*

Une banque vend à une filiale fictive domiciliée dans un paradis fiscal les créances et les biens im­mobiliers. La banque dotte en capital la société à moitié de la hauteur des créances, et prête le reste. A cette société de faire tourner ce capital sur le marché financier, pas d'inpôts : par ces tours de passe-passe les provisions et les pertes potentielles disparaissent des bilans consolidés des sociétés mères.

L'etat «providence» pour les spéculateurs

Les bénéfices ont déjà été perçus. Les pertes à venir sont considérables. 43 milliards de pertes cette année rien que pour le Crédit Lyonnais. Là, l'Etat ne se «désengage» pas, le contribuable payera l'addition. Il payera d'ailleurs deux fois. Par l'inpôt les pertes des promoteurs (les bénéfices sont déjà encaissés), par le logement cher ensuite : la spécu­

lation foncière, la destruction de logements bon marché ont participé à l'envolée des prix du loge­ment, à l'exclusion des plus pauvres. Il faudra par ailleurs payer pour les golfs, résidences de vacan­ces.

**LE LOGEMENT CHER** *La hausse brutale des années 80*

l'exemple parisien, analysée par la Chambre des Notaires montre le processus de formation des prix dans les agglomérations.

La forte hausse des revenus du capital, valeurs mobilières, produits financiers (entre fin 83 et fin 88, la valeur d'un portefeuille type d'actions fran­çaises multipliée par 2,5) s'est traduit pour la frange la plus aisée de la population par une forte solva­bilité qui s'est convertie dans l'investissement im­mobilier en centre urbain. Le nombre des transac­tions a augmenté considérablement, les prix aussi. «Les prix s'établissent d'abord dans quelques ar­rondissements suivant une logique de marché, puis leur niveau régit les échanges qui se réalisent sur les autres arrondissements, un noyau à partir du­quel se propagent les hausses de prix, du centre vers la périphérie».

entre 1979 et 1989, les prix en francs courants ont été multipliés par :

* 5 dans les arrondissements les plus chers,
* 3,5 à Paris,

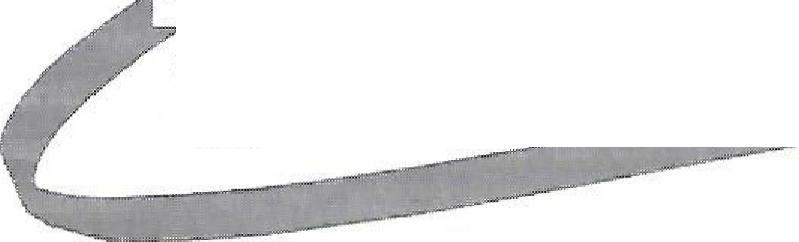
- 3 dans les Hauts de Seine, 2,6 dans le Val de Marne et 2,45 en Seine Saint Denis, (source Cham­bre des Notaires).

Rappelons que le marché de l'immobilier est consi­déré comme normal quand les revenus de l'immo­bilier suivent la croissance de la richesse nationale. Au-delà, c'est signe de spéculation. La belle épo­que donc pour les marchands de biens, promo­teurs et même pour les petits investisseurs. Loge­ments anciens ou construction neuve de standing, les prix s'envolent, des bénéfices très substanciels sont réalisés. Dans un contexte de forte hausse, l'usage spéculatif pur, c'est d'encaisser rapidement des plus values. Acheter des immeubles locatifs ou des logements, les vider (congé pour vente, 1986), puis vendre ces immeubles, ces logements fréquem­ment à d'autres opérateurs, «en cascade».

En juin 1990, l'Observatoire Régional du Foncier en 11e de France constate : «Le mécanisme de trans­mission des promesses de vente aboutit à des su­renchères foncières et à une inflation sans cause sur le marché immobilier», «un coup d'arrêt doit être donné à certaines pratiques».

**Philippe CHAVANCE**

DROIT AU LOGEMENT

**010111 te" AVOIR**

**Jaimonow-g-=‑**

**Uti «Clati SOI»**



*Quoi de plus* paradoxal,

révoltant *et indécent de*

*constater d'un côté*

*l'exclusion massive du*

*logement social d'une frange*

*de nos concitoyens et de*

*l'autre des immeubles vides*

*en bon état ou en processus*

*de dégradation parce que* vacants depuis déjà longtemps.

Mais, la mise en équation «un logement vacant = une solution pour tout SDF» n'est-elle pas une réponse trop simplificatrice à la crise du logement dans les grands centres urbains ?

**EXCLU DU LOGEMENT**

L'absence d'un «chez soi» est la première souffrance des sans domicile fixe : 80% d'entre eux l'ont af­firmé lors du sondage réalisé en novembre 1994 par le CSA pour La Croix, La Rue et la Fédéra­tion Nationale des Associations d'Accueil et de Réa­daptation Sociale (FNARS) 1. Le rapport de Droit Au Logement (2), publié en septembre 1994, dé­crit la détérioration des situations des ménages en quête d'un logement. 54 % des 800 acteurs de l'urgence sociale interrogés par le CREDOC à la demande de la FNARS en septembre 1994 ont, au cours des 12 derniers mois, recherché des loge­ments pour des personnes en difficulté, mais seu­lement 14 % ont trouvé des réponses.

Ces quelques chiffres ne sont que des indicateurs parmi d'autres, tous nous amènent à la même con­clusion : la situation est très grave. Pourtant, notre société s'est dotée de lois, règlements et dispositifs ayant pour objectif le droit au logement pour tous.

**LE PARCOURS DU COMBATTANT**

L'offre bon marché est de plus en plus rare, même en HLM, parce que d'une part le taux de rotation des locataires et le rythme de construction bais­sent et que d'autre part les demandes susceptibles d'aboutir sont celles de candidats dont les ressour­ces sont le plus souvent aux plafonds.

Dans le parc privé, l'allocation de logement (AL) est moins solvabilisatrice que l'aide personnalisée au logement (APL). Pour les ménages touchant l'allocation de parent isolé (API), elle est carré­ment discriminatoire puisqu'elle est prise en compte dans le calcul de l'aide au logement.

Simultanément, les ressources faibles et précaires de nombreux ménages couvrent de moins en moins l'ensemble des charges d'habitat. Aux côtés d'aides au logement au pouvoir solvabilisateur érodé (ex : modification de l'APL au 1/02/95), les charges s'accroissent abusivement (ex : dans la communauté Urbaine de Lille, en 5 ans, les tarifs de l'eau ont doublé, essentiellement sur la partie «redevances»). Le nombre de ménages contraints de résilier leur contrat EDF/GDF est de plus en plus impor­tant ; dès lors, ils n'ont plus d'eau chaude et ils se chauffent avec des moyens de fortune, parfois dan­gereux.

Il n'y a pas concordance entre les besoins d'une population en phase de précarisation et le parc de logement actuel. Les moyens dégagés pour le lo­gement des plus démunis, notamment dans le ca­dre de la loi Besson, n'ont pas donné les résultats escomptés.

29

Ne pourrait-on pas prévoir localement, selon la dimension et l'organisation territoriales, qu'il y ait un seul guichet d'inscription à un logement social et ensuite une commission unique d'attribution ? Cela se pratique, par exemple, à Rennes.

Le «parcours du combattant» qui conduit à un lo­gement est semé de bien d'autres embûches. Ci­tons les politiques des collectivités locales excluant tous ceux qui ne peuvent attester d'une filiation résidentielle. Les modifications récentes de la LOV (Loi d'Orientation de la Ville) ne feront qu'aggra­ver les égoïsmes locaux. En effet, pour des com­munes n'ayant pas de logements sociaux, le devoir de solidarité devait s'exercer par l'obligation d'en

1

construire ou par le versement d'une taxe, mesures qui ouvraient l'espoir d'une plus grande diversité de l'habitat. L'allégement notoire de ces charges voté dernièrement au Parlement ne pourra que renforcer les mécanismes d'exclusion et transférer sur les mêmes communes les surcoûts sociaux.

**LA REQUISITION**

Dans un tel environnement socio-politique, il n'est pas surprenant que certains mouvements accom­pagnent des actions «hors la loi». Le squat n'est pas une nouvelle forme de révolte. Dans les époques et les lieux où les tensions sur le marché immobi­lier sont exacerbées, il devient toujours le témoi­gnage d'une exaspération et l'expression souvent embryonnaire de groupes jusqu'alors désorganisés. Ces actions, encadrées par des militants souvent associatifs, relayées par les médias parce que en­couragées par quelques personnages charismatiques (Abbé Pierre, Mg Gaillot) posent aussi crûment des questions fondamentales telles que :

* entre la loi Besson, porteuse d'espoir, et son ap­plication restreinte, quel recours ?
* de solution temporaire en solution temporaire, de contrôle social en contrôle social, l'unique aspi­ration de certains ménages n'est-elle pas de se re­trouver enfin chez soi ?

La procédure de réquisition et le mécanisme d'at­tribution d'office cherchent finalement à légaliser ces occupations sauvages. Mais ce sont des mesu­res temporaires avec toutefois l'obligation pour les pouvoirs publics de remédier en profondeur à cette crise du logement. L'occupant, sans véritable sta­tut de locataire, doit verser une indemnité au pro­priétaire.

C'est s'appuyant sur cette analyse pleine de bon sens, que nous voyons aujourd'hui se développer dans notre pays des collectifs de défense du droit au logement.

**3*0***

Au-delà du logement, dans cette mouvance mili­tante, fleurissent aussi les revendications à l'accès à tous les droits, avec le rétablissement de la justice aux «exclus du (des) savoir(s)». Par l'élaboration de manifestes et par la mise en place «d'Universités libres, critiques et ouvertes». Procurer un toit n'est pas une finalité en soi et pour des publics plus ou moins marginalisés, il faut agir sur le champ glo­bal de l'insertion.

**L'ECHEC DES POLITIQUES  
SOCIALES**

Ces actions et cette situation d'urgence ont des effets positifs, parmi lesquels :

- une organisation des populations en difficulté et le développement d'un esprit de solidarité,

* une sensibilisation pour le grand public à con­naître et à ne plus accepter l'inacceptable,
* une attribution immédiate de logements qui tend à confirmer l'absence, en temps normal, de volonté de loger les défavorisés.

Mais elle a aussi des effets négatifs. Ces interven­tions de nature exceptionnelle ne permettent pas un accès au logement de longue durée et créent de nouveau un sas.

Nous sommes bien conscients que, sur les sites comme Paris ou sa couronne, **la** disproportion en­tre le nombre de demandeurs et le nombre de lo­gements mobilisés de cette façon justifie des inter­ventions exceptionnelles. La mise à disposition, voire la réquisition en cas d'inertie, d'immeubles appartenant aux collectivités, compagnies d'assu­rances, banques, évêchés, etc. s'avère alors indis­pensable. Mais alors, comme nous le réclamons pour les dispositifs relevant de l'allocation loge­ment temporaire (ALT), l'installation de certaines familles dans ces locaux (bureaux ou immeubles à usage d'habitation) doit être programmée avec une assistance technique et un accompagnement so­cial.

En ce qui concerne le parc privé, les textes sont-ils suffisamment incitatifs pour permettre de re­mettre sur le marché des logements vacants ? Que chacun ait accès à un logement autonome et dé­cent.

Les associations adhérentes à la FNARS concou­rent à la reconnaissance d'un véritable droit à un logement décent et autonome en s'étant investies de longue date dans différents dispositifs : fonds de garantie, sous-location avec bail glissant, agen­ces immobilières sociales, chantiers écoles d'auto-réhabilitation, etc.

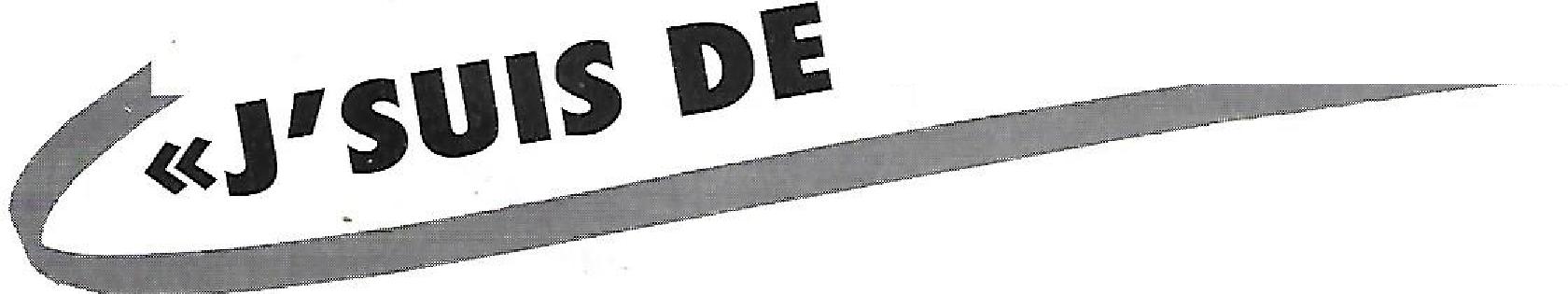
La FNARS et son réseau associatif visent la res­tauration de la citoyenneté par le droit au droit commun. Sur la forme nous n'encourageons pas nos adhérents à s'engager dans des actions specta­culaires, mais nous n'excluons pas une fonction mé­diatrice entre les populations en difficulté et les pouvoirs publics et médiatiques, tout en veillant à ce que tout exclu puisse s'exprimer directement et reprendre place dans le débat social.

**Yves BAISE**

Président de la Commission Logement ( FNARS)

1. Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale 76, Rue **du** Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. tél : 45 23 39 09-Fax : 47 70 27 02.
2. Crise du logement, mécanique de l'exclusion, «attributions d'office», DAL : 3 bis Rue de Vaucouleurs, 75011 Paris.

P EPS ric' 50 avril/juin 1995

**LA DDASS"**

*COMME ON EST DE MARSEILLE OU DE BORDEAUX.*

L'Hôtel *Social, le service de*

*suite sous forme*

*appartement Intermédiaire,*

*créé en 1992, est géré*

*depuis* par *l'association La*

*Parenthèse et peut etre*

*considéré comme outil*

*d'insertion pour des*

*personnes* défavorisées.

Le but de l'association est défini dans l'article numéro 1 de son statut : Protection de l'enfant par l'accueil, le soutien et l'insertion de sa fa­mille.

En effet, l'absence de logement entraîne irrémé­diablement une absence d'identité, une précarité au jour le jour, une vie de survie dans laquelle aucun enfant ne peut acquérir une structuration affective et culturelle satisfaisante.

Un toit sur la tête, un refuge, un espace d'inves­tissement personnel constitue un élément pri­mordial à toute stratégie d'insertion qu'elle soit individuelle ou familiale.

L'accueil de la famille de l'enfant quelque soit sa mosaïque originale (deux parents, père ou mère, beau-père, grands parents, frères, soeurs, demi-frère....) est la première étape de l'accession à une identité, à une idée de sa citoyenneté.

42 familles sont accueillies simultanément à La Parenthèse : 10 à l'Hôtel Social, 32 dans des appartements intermédiaires ; l'insertion, est l'aboutissement des potentialités d'autonomie. C'est autour de ces potentialités que nous travaillons. Elles sont parfois très cachées et les échecs répé­tés n'ont fait qu'à les enfouir un peu plus.

Il convient d'aider les familles à les repérer, à les faire émerger et toujours à les rendre à leurs propriétaires.

C'est sûrement là que se trouve la plus grande difficulté de notre travail car notre désir, de les voir «s'en sortir» comme ils disent, projette sou­vent pour eux des réalités auxquelles ils ne peu­vent accéder ; les mettant par là -même de nou­veau en échec.

Alors, comment faire ? Nous n'avons pas de re­cette miracle sinon cela se saurait. Une chose est sûre, il faut individualiser les formes d'aide ; avoir confiance, en donner, avoir une parole ras­surante et repérante et être convaincu de la mo­destie de notre action.

Ce n'est pas comme nous l'avons dit plus haut, seulement le manque de logement qui amène une famille à l'Hôtel Social, c'est avant tout l'iso­lement, la pauvreté affective et économique, l'ab­sence de repères familiaux et culturels, la mala­die (la séropositivité n'a bien sûr pas épargné les démunis). En aucun cas, nous ne pourrons com­bler tous ces manques, mais, nous pouvons aider nos clients à vivre avec.

A ce moment de notre propos, nous distingue­rons les populations étrangères des populations françaises :

*31*

Pour les familles étrangères, un travail d'aide à l'insertion passe souvent par l'alphabétisation, le repérage des institutions : A quoi sert une école ? Quel rapport peut-on avoir avec l'école ? Quelle place peut-on laisser aux loisirs des enfants ?

Par la suite, l'aide à l'aménagement du temps, de l'espace dans le logement permet de parler d'adap­tation, notion différente de l'assimilation. Les familles étrangères ont des racines, une identité culturelle qui leur permettent, même loin de leur pays, d'offrir à leurs enfants des repères éduca­tifs satisfaisants.

Les familles françaises sont à 70 % issues de la «D.D.A.S.S» mettant sous ce sigle l'assistance

PEPS re 50 avriVjuin 1995

**11111.11MIIIBMagag 714%1 I**

publique, les familles nourricières, le Juge, les foyers. «J'suis de la DDASS» comme on est de Marseille ou de Bordeaux.

Des bouts de vie, des bribes de souvenir ont entraîné des difficultés psychologiques et rela­tionnelles.

Là, il n'y a pas d'identité, pas de culture, si ce n'est celle de l'échec consommé et répété, pas de repère. Un seul leitmotiv : «je m'étais dit que jamais je ne retournerai en foyer, les foyers je les connais».

Notre travail consiste tant que faire se peut du lien entre ses tranches de vie blessée, à s'ap­puyer sur les rares moments de réussite, parfois de fierté. En un mot d'étayer des personnalités mises très à mal.

Alors seulement, commencera la matérialité : la recherche d'emploi, la mise au travail, conserver son emploi, prévoir financièrement les lende­mains, etc.

Pourtant souvent la béance affective est telle­ment grande, la tentative de fusion avec le réfé­rent tellement forte que la rupture avec nous mettra des années. Nous devons savoir prendre des relais efficaces afin de ne pas maintenir la famille sous dépendance.

Depuis 1992, nous avons pu faire accéder au logement plusieurs familles, grâce au contingent logement de la Préfecture. Des encadrements de type convention précarité C.A.F., des tutelles aux prestations familiales ont été mises en place avec les familles les plus fragiles.

D'un point de vue affectif et image de soi, l'in­sertion par le logement a tantôt revalorisé les familles très positivement, tantôt fait prendre conscience réellement que l'accès au logement ne résout pas toutes les difficultés personnelles et familiales. Pour ces derniers avec lesquels nous avions déjà évoqué la duperie dans laquelle ils se maintenaient en posant leurs difficultés face au manque de logement ; le travail sera pour­suivi pour éviter la répétition du système d'échec qui aurait raison de la réalité de l'autonomie.

32

Et les enfants ? Les enfants supportent bien la collectivité. Ils sont rassurés de ne plus avoir à porter les problèmes de leurs parents. Ils sen­tent qu'ils peuvent vivre leur vie d'enfant. J'ai vu à plusieurs reprises des enfants de 2 ou 3 ans pousser physiquement leur père ou mère dans notre bureau et repartir avec leurs compagnons

de jeux. Ils se repèrent très vite auprès des adul­tes de l'équipe qui les entourent, font des pro­grès fulgurants de langage, de propreté, de con­centration et sont à l'écoute du projet familial.

Ils savent instinctivement solliciter chez chaque membre de l'équipe ce dont ils ont besoin : des câlins, de la structuration, de la consistance de «mère» et se l'approprie pour grandir.

Le temps de séjour est toujours bénéfique pour les enfants. Lorsqu'ils partent, ils emmènent avec le livre fait de leurs photos, des photos des amis, de leurs dessins, afin que cette tranche de vie, cette parenthèse, reste inscrite et fasse partie d'un avant, d'un pendant, d'un après, de leur histoire.

L'association La Parenthèse



*Mat. 2*

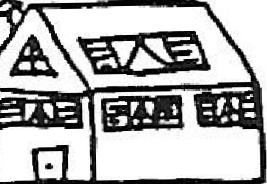




*Mat 3*



*il P*





*C M2*

*Echelle de développement de la maison. Colonne de gauche : items apparus dans 50% des dessins. ; à droite items apparus dans 20% des dessins. (Cf Article de .1. Lafortune p45).*



*DES SOLUTIONS EXISTENT EN MARGE DE LA LOGIQUE DE MARCHE*

*La* polémique *sur le nombre*

*de sans-abri et de «places»*

*offertes par les différents*

systèmes existants traduit

la difficulté *et le*

*découragement des acteurs*

*locaux* pour *mobiliser*

*efficacement les multiples*

*solutions que recèle un*

*système «logement‑*

*hébergement» complexe et*

*diversifié.*

Au-delà, ces débats témoignent, en même temps que les graves problèmes qui les motivent, de la difficulté générale à reconnaître et admettre les fractures d'une société dont le logement et plus largement les conditions d'habitat et d'accès aux services urbains en tout genre sont un formida­ble miroir. Comme le faisaient remarquer quel­ques chercheurs il y a vingt ans dans une étude sur les immigrés en France, l'examen des condi­tions de vie aux franges de la «collectivité domi­nante» du moment nous renseigne bien plus qu'on ne le pense sur celle-ci (1).

**EXIT LA «POLITIQUE DE  
LOGEMENT POUR TOUS» ?**

Qu'en est-il aujourd'hui de l'hébergement des sans-logis ? D'un côté, tous les observateurs s'accor­dent sur le phénomène de «banalisation» du fi­nancement du secteur logement, c'est-à-dire sur la tendance à réguler l'offre de logements princi­palement par la logique de marché, des prix et

des quantités (2). Soulageant les finances de l'Etat, cette évolution a l'inconvénient de laisser de côté, d'exclure, la demande non solvable, voire non exprimée par des gens qui savent qu'ils n'auront pas accès à un logement, en laissant le soin à la politique sociale de combler les manques. Para­doxalement, elle s'accomode de l'héritage d'une politique ambitieuse et généreuse d'un logement de qualité pour tous très réticente à admettre dans le principe un habitat à normes physiques graduées et donc différenciées.

La loi de mai 1990 sur la mise en oeuvre du droit au logement, qui porte le nom du ministre du Logement d'alors Louis Besson, est venue doublement contrarier cette tendance. D'une part, et c'est encore un paradoxe, cette loi prend acte des situations de précarité dans le logement en prévoyant des dispositifs pour y faire face. D'autre part, elle repose sur la mobilisation de toute une série de solutions, où force est de constater que l'innovation est mal soutenue et souvent inorga­nisée.

**L'APPEL AUX «BRICOLEURS  
DE GENIE»**

33

En défendant l'ouverture d'une multitude de «pe­tites solutions» entre les mains d'opérateurs com­pétents, ingénieux et à but non lucratif - sans forcément l'opposer à une politique de logement HLM -, on ne fait que se résoudre à rabattre le niveau de ressources sur la situation de loge­ment de la personne ou de la famille, et à donc à admettre toute une gamme de solutions de logement. A ceci près, et c'est essentiel, que l'on centre son effort sur l'expression de ces «infra-demandes» de logement ou d'hébergement, tout en leur assurant un accès aux droits et aux res­sources prévus par la loi (RML..), en ne perdant jamais de vue que ce qui compte c'est bien da­vantage de donner un toit et d'accompagner le «cursus résidentiel», d'offrir la possibilité de chan‑

ger de conditions d'habitat, d'améliorer au cours de la vie le logement que l'on peut un jour ac­quérir, que la seule existence de biens logements physiques ou économiques sur un marché. Ce faisant, on tend à déconnecter la valeur d'usage de la valeur patrimoniale du logement, ou du moins à reconsidérer la relation de l'une à l'autre.

Le Mouvement Pact Arim (3), partie prenante à la lutte contre le taudis après-guerre et aujourd'hui réseau d'organismes oeuvrant pour le droit au logement et l'amélioration de l'habitat existant, défend depuis plus de cinquante ans de telles orientations. L'existence de normes différenciées dans les solutions-logement - qu'on les combatte ou non - peut être regardée sous son aspect po­sitif : ouverture de la gamme des solutions, possibiliter d'y ajuster niveaux de ressources et aspirations, amélioration étalée dans le temps long et donc adaptée plus finement aux besoins du ménage.

Entre une «entrée royale» par le marché libre ou le logement locatif public, «logement social de droit», et la course dans l'urgence, il faut cepen­dant un minimum de stratégie à ce travail à la marge des différents marchés, ainsi que des méthodes éprouvées. Celles-ci doivent prendre appui sur autre chose que les références habi­tuelles de l'habitat de transit, la cité d'urgence ou l'hébergement. L'objet de la programmation est d'éviter l'urgence; l'objet de la volonté de loger les sans-abri est de s'appuyer sur la connaissance des populations et sur les concepts de «l'habitat adapté» (4). Il s'agit de s'interroger sur les rela‑

*34* tions entre choix techniques et comportements,  
conception du bâtiment et modalités culturelles d'appropriation, espace et usage de l'habitat. En résumé, l'habitat adapté doit être une réponse personnalisée, un habitat économe et non pas bon marché, appropriable mais non ségrégatif.

L'»hôtellerie sociale» à développer pour les per­sonnes sans domicile fixe s'inspire des mêmes concepts : la personne recherche d'abord une domiciliation, un espace pour garder en sécurité quelques bagages (ce qui explique le choix des gares de chemin de fer), un lieu où rompre la solitude et disposant d'un accueil permanent et personnalisé, un lieu où l'on peut se laver, laver son linge, le sécher, cirer ses chaussures... voire écrire et recevoir des messages pour «travailler»

son insertion ou sa quête de droits à défaut d'em­ploi.

De nombreuses actions témoignent de ce tra­vail. Ainsi des réflexions et actions actuelles sur le devenir du parc des copropriétés récentes dé­gradées (avec de nombreux exemples en région Rhône-Alpes), problèmes sociaux de demain; du maintien d'une partie des hôtels meublés dans le champ des solutions d'hébergement souple et bon marché (comme en Ile-de-France); des «bureaux d'accès au logement» (BAL) (une dizaine en France) destinés à gérer l'offre/demande du lo­gement de ménages exclus; des «fonds de solida­rité habitat» (FSH) mis en place avec la Caisse des dépôts et consignations pour remettre à flot des gens hors circuits bancaires; des «maisons familiales» pour lesquelles les Pact du Nord se sont depuis longtemps illustrés; du développe­ment d'une «maîtrise d'ouvrage associative» pour loger temporairement des populations en diffi­cultés; des actions de monitorat technique dans des opérations d'auto-réhabilitation, etc. Toutes solutions inséparables de l'action socio-éducative liée au logement dont les Pact sont à l'origine depuis les années 1970, partie prenante de l'»accès à la citoyenneté».

On n'éludera pourtant pas une question-clé : jus­qu'où faut-il aller dans ces solutions de préca­rité, que l'on songe aux caractéristiques physi­ques du logis ou à la plus ou moins grande sta­bilité des ménages dans le logement ?

**Bernard COCHET**

Directeur général de la Fédération nationale des

centres PACT ARIM

1. Allal, Buffard, Marié, Regazzola, Situations migratoires - Lafonction-miroir, Paris, Galilée, 1977, pour la version éditée.
2. Cf. Michel Mouillait, Contribution aux journées Politique du loge­ment, Paris, 18-19 décembre 1992.
3. Le Mouvement Pact Arim pour l'amélioration de l'habitat regroupe 150 associations regroupées au sein d'une fédération nationale instal­lée à Paris et structurées au niveau régional, présentes également dans les DOM. Il compte 3.000 administrateurs bénévoles et 2.000 salariés.
4. Voirnotamment Accueil & insertion dans la ville par le logement, DIV-UNIOPPS-Fondation de France (réalisation FNC PACT ARIM), juin 1990, pp. 112-134; et Habitat adapté - Maîtrise d'oeuvre sociale et programmation, Dossier du Mouvement Pact Mm, Troyes, 22-23 juin 1989.

**LES PRIORITES ET LES ACTIVITES  
DU MOUVEMENT PACT ARIM**

*Né il y a plus de cinquante an pour la lutte contre les taudis et l'aide aux mal-logés et sans-logis, le Mouvement Pact Arim accomplit aujourd'hui un panel d'actions diversifié dans le domaine de l'habitat. Son action est toujours guidée par l'idée que le logement est un maillon essentiel de l'insertion sociale et de l'épanouissement des personnes.*

*Face à des enjeux sociaux, territoriaux et économiques en constante évolution, le Mouvement Pact Arim apporte aux personnes, aux familles, aux institutions et aux collectivités des réponses qui visent finalement, à différents niveaux, l'amélioration des conditions d'habitat du plus grand nombre, et plus spécifiquement des ménages en difficultés.*

*Dans leurs interventions, les associations Pact Arim privilégient une réhabilitation «douce» et un aménagement local «négocié», dans le respect de la pesonne et de l'échelle humaine. Cela les conduit notamment à mobiliser les moyens techniques et financiers des secteurs du logement et de l'aména­gement local au service des personnes, à rechercher l'inscription optimale de leurs actions dans un tissu existant en secteur urbain comme en milieu rural.*

*En 1993, le Mouvement Pact Arim a :*

*- contribué à l'amélioration d'un total de 107 527 logements*

*- suivi dans leur parcours d'insertion sociale 10 204 familles*

* *animé pour* le *compte de collectivités territoriales 1 548 contrats*
* *assuré la gestion (y compris les structures d'accueil) de 8 305 logements dont 5 473 logements qui lui appartiennent en propre induisant un montant total de travaux annuel TTC de 6 005 884 580 F.*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ESTIMATION DES "SANS-ABRI" ET DES "MAL-LOGÉS" (1990)  35  (individus) | | | | | | | | |
|  | LE-DE-FRANCE | | PACA | | RHÔNE-ALPES | | FRANCE F':1-:FAR | |
|  | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre |  |
| Les exclus du logement | 35 100 | 0,3 | 15 800 | 0,4 | 15 200 | 0,3 | 202 000 | 0,4 |
| Sans Domicile Pue | 16 500 | 0,2 | 4 700 | 0,1 | 7 400 | 0,1 | 93 000 | 0,2 |
| Abris de fortune | 7 700 | 0,1 | 7 000 | 0,2 | 2 300 | - | 45 000 | 0,1 |
| Centres d'urgence | 10 900 | 0,1 | 4 100 | 0,1 | 5 500 | 0,1 | 59 000 | 0,1 |
| Occupants de logements de substitution : Meublés, chambres (1138te1 | 120 800 | 1,1 | 47 800 | 1,1 | 49 800 | 0,9 | 470 000 | 0,8 |
| Les mal-logés | 269 100 | 2,5 | 50 500 | 1,2 | 97 400 | 1,8 | 1 576 000 | 2,8 |
| Habitations mobiles | 21 700 | 0,2 | 15 900 | 0,4 | 11 800 | 0,2 | 147 000 | 0,3 |
| Logements 'hors-norme" | 247 400 | 2,3 | 34 600 | 0,5 | 85 600 | 1,6 | 1 429 000 | 2,5 |
| Ensemble | 415 000 | **4,0** | **114 000** | **2,7** | **162 000** | 3,0 | 2 248 000 | 4,0 |
| Source : *Les* sans-abri. Etat des lieux-BIPE/SCIC | | | | | | | | |

**4e1IS 110115 DU COSUR**

|  |  |
| --- | --- |
| Dans *le prolongement de*  leur *action alimentaire, les*  RESTOS *créaient en 1989,*  *les* TOITS DU COEUR, *une*  'i71,-ion *pour le logement*  *des démunis et visant la*  *mise en oeuvre du* droit  *au logement. En* uoiuie *un j*  *exemple de* réalisation *en n‑*  partenariat *auec les*  trauailleurs *sociaux.* |  |
| *Toits du Coeurs de Châtellerault, travaux de rénovation* |

Après la naissance des Restos du coeur en 1985, plusieurs actions ont été créées dans le sillage laissé par Coluche. Les «Relais du coeur» pour l'écoute et l'accueil et les «Relais Ateliers» dont l'objectif est la réinsertion des bénéficiaires. Ce­pendant, sans un logement stable et décent, l'in­sertion demeure impossible.

Dans la cadre du dispositif d'aide prévu notam­ment par le Fond de Solidarité au Logement (FSL), introduit par la loi BESSON du 31 Mai 1990, les associations ont été sollicitées. C'est ainsi que les Restos du Coeur s'engagent en décembre 1990, par convention avec le ministère du loge­ment, à mettre en place un programme expéri­mental de logement dans certains départements pilotes. Les bénévoles tirent des enseignements des difficultés rencontrées et, en Octobre 1991, une nouvelle convention est passée avec le Co­mité Interministériel à la Ville «les engageant à mener une action en vue de produire une offre nouvelle de logement pour les plus défavorisés.

36

Actuellement, 35 groupes départementaux ont crée un groupe logement qui recensent prés de 1000 actions qui vont de l'hébergement d'urgence au logement indépendant. L'exemple de l'hôtel social à Reims et celui du Logement de transit à

Chatellerault sont un exemple des réalisations menées par des bénévoles.

**LES MODES D'INTERVENTION**

Il s'agit, explique Jean MITO, membre de l'équipe nationale des Toits du Coeur, «de cher­cher un logement adapté au cas des personnes» qui est bien souvent un bénéficiaire connu des équipes locales. Plusieurs modes d'intervention sont aors proposés :

- La location directe au bénéficiaire avec l'aide financière des Restos, sous forme d'avance de dépôt de garantie des premiers loyers (et éven­tuellement des frais d'agence) en attendant que le F.S.L. en assure le remboursement quelques mois après, au Restos. Ces derniers ne se por­tent jamais caution. L'équipe de Nantes fait re­marquer que la lenteur des remboursements empêche les personnes d'accéder rapidement à leur droit. Cette aide à l'accès au logement (qui représente près de la moitié des actions recen­sées) pour une personne qui cherche un toit, ne peut se réaliser qu'avec un partenariat étroit avec les travailleurs sociaux qui instruisent le dossier

ei-yil[iummuummlum

FSL. «Il n'y a pas de concurrence avec les pro­fessionnels» précise Jean MITOen ajoutant : mous faisons un accompagnement amical». C'est ce petit plus, qui grâce à la disponibilité des bénévoles, recrée une chaleur humaine autour de la per­sonne.

- La sous location est une autres forme d'inter­vention. Les Restos louent à un propriétaire un logement et le sous-louent à un bénéficiaire, avec éventuellement la possibilité d'un bail glissant (c'est à dire, à terme, une location directe entre l'occupant et le propriétaire).

- La location par les Restos. Dans le cadre d'un programme de réhabilitation (ou même de cons­truction de petites unités sur des terrains mis à la disposition par la commune), les équipes lo­cales s'adressent à un propriétaire qui veut réha­biliter un logement. En contre partie, ce dernier s'engagera à louer à une personnes démunie pen­dant 9 ans son appartement. Le propriétaire bénéficiera ainsi de subventions de PA.N.A.H (Agence Nationale pour l'amélioration de l'Habi­tat) pouvant atteindre 60% du montant des tra­vaux engagés. C'est ce que l'on appelle, dans le langage technique, le programme social théma­tique.

A Chatellerault, l'immeuble de la rue A. FRADIN, acheté par l'association «Travail et Partage», avait besoin de travaux pour accueillir des locataires. En juin 1990, l'équipe locale des Restos pose un accord de principe pour collabo­rer et après une étude de faisabilité, elle monte l'année suivante, un dossier de financement de l'opération de réhabilitation. Après un an de tra­vaux qui dégagent 7 logements, un bail de 15 ans est signé au profit des Toits du Coeur. Un exemple de partenariat réussi avec les différents partenaires institutionnels locaux (ANAH, ADME, CLIV) et avec les assistantes sociales de secteur.

La démarche est simple. Des prospections sont réalisées en direction des parcs privés vacants et des accords sont passés selon les formules énon­cées précédemment. A Dijon, plusieurs logements ont été ainsi dégagés au profit de sans logis. Une expérience réussie peut décider d'autres pro­priétaires à s'engager, d'autant que les Restos leur procure une plus grande sécurité quant à la ges­tion et l'entretien des logements et le recouvre­ment des loyers.

**DES MOYENS**

**ET DES REALISATIONS**

Les Restos sont constitués par une équipe na­tionale et par des groupes départementaux qui passent contrat avec le siège parisien. Dans cha­que équipe, 1 à 4 bénévoles se spécialisent dans l'action logement dont l'objectif sera de trouver des logements et de faire les montages financiers adéquats. Une formation de deux jours est dis­pensée à tous les bénévoles à Paris. Un chargé de mission assure le relais entre l'équipe natio­nale et les départements. Une stratégie consen­suelle qui permet d'utiliser les dispositifs locaux pour aider les personnes à se loger.

Une «machine» bien rodée qui regroupe 20 000 bénévoles et seulement 10 salariés (qui repré­sentent 7% des frais généraux). Jean MITO, ingénieur à la retraite, milite depuis 4 ans et y consacre 2/3 de son temps. Il supervise, avec les chargés de mission, Ies actions logement des équipes locales.

Au Resto, on parle de bénéficiaire plutôt que de population ou de client. C'est une approche in­dividuelle qui est privilégiée, en coopération étroite avec le suivi social des travailleurs so­ciaux. Ce sont à 75% des personnes seules, en majorité des hommes, qui bénéficient de l'aide au logement.

En matière d'hébergement, 200 lits vont être mis à disposition. Compte tenu des projets en cours de réalisation (Reims, Paris et Annemasse) et de ceux déjà réalisés (Pau, Toulouse et Aubagne), un hébergement d'urgence de 73 lits en chambre individuelle, vient d'ouvrir ses portes dans la «péniche du coeur», amarrée au port d'Austerlitz.

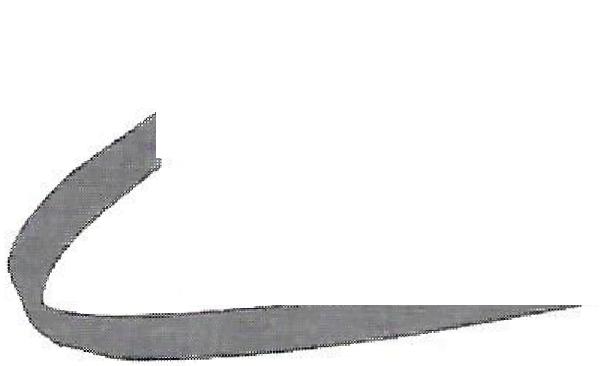
37

**Eric AUGER**

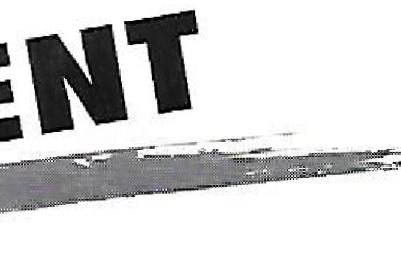
Adresse du siège : Restos du Coeur

221, Rue la Fayette 75010 Paris. Tél : 46 07 43 45



**etAll Ut« VOIS,**

IL **DROIT ts0G011**



**L'histoire *du* DAL *prend***

***racine fin* 86, *au plus* fort**

***de la spéculation***

***immobilière* à Paris.**

La toute récente Loi Méhaignerie et la politique urbaine de la Ville de Paris attisent alors les con­voitises. Des incendies criminels éclatent dans 5 immeubles du 20e arrondissement de Paris et tuent 19 personnes dont 5 enfants.

Après le troisième incendie, une forte mobilisa­tion des associations permet de faire reculer la Ville de Paris et d'obtenir le relogement des sinistrés. Dans un quartier de l'arrondissement, quelques semaines plus tôt, le squattage d'un immeuble vide, 67 rue des Vignoles avait été la seule réponse des habitants du quartier, des travailleurs sociaux, de la paroisse et des parent d'élèves de l'école Vitruve pour mettre à l'abri 8 familles à la rue, rescapées du deuxième incendie meurtrier ainsi qu'une di­zaine d'autres expulsées à la veille de la trêve hi­vernale.

Ainsi en quelques semaines la préfiguration des luttes à venir avait été mise en place: occupation de logement vide, installation d'un campement, soutien de personnalités, regroupement d'organi­sations. La création du "Comité des Mal Logés" (CML, au 67 rue des Vignoles) allait apporter quelques mois plus tard la clef de voûte de l'action revendicative des exclus du logement.

38

Regroupant essentiellement des familles immigrées d'origine Afrique de l'Ouest, le CML organise des réquisitions populaires de logements HLM vides, des occupations d'administration ainsi que des in­terventions de solidarité contre les expulsions, réa­lisées par des "gros bras".

Le 2 Mai 90, les deux principales bases du CML (67 rue des Vignoles et 92 rue de la Fontaine au Roi) sont expulsées.

La convergence de forces habituellement atomi­sées voire antagoniques autour de ces 48 familles expulsées permet l'installation d'un campement au nez et à la barbe des forces de police qui ont mis le quartier en état de siège:

Le 4 Mai, un convoi humanitaire d'Emmaüs (1), Médecins du monde et de la paroisse, après avoir "passé" des barrages de policiers en civil, décharge les tentes sur la place de la réunion sous la protec­tion de militants du PCF, de la LCR et de l'ultra gauche.

A la mi mai, les familles écartent définitivement l'option de la "réquisition populaire" et choisissent la lutte pour le relogement définitif.Le mouvement se développe et deux autres campements s'instal­lent devant la Mairie du 19e et sur le Sacré Coeur. M. Rocard (alors premier ministre) annonce la nomination d'un médiateur.

Les manifestations se succèdent et progressent en nombre. Les premiers relogements sont effectués à la mi juin avec la médiation d'Emmaüs et du Secours Catholique. Le camp sera démonté le 30 septembre après le relogement de la dernière fa­mille.

Conservée pour la cohérence de la lutte, l'unité du CML vole en éclat à la demande des familles de la place de la réunion. L'association "Droit Au Loge­ment" (DAL) est alors créée en octobre 90, par les familles et des militants venus d'une part du Co­mité des mal logés et d'autre part du mouvement de solidarité de l'été précédent.

Application du droit de réquisition, relogement définitif et décent des familles, pas d'expulsion sans relogement sont les trois mots d'ordre qui cadre­ront l'activité de l'association. L'action collective dé­monstrative (campements, occupations d'adminis­trations, manifestations) la constitution de dossiers complet par famille transmis aux autorités, la re­cherche de bases de soutien locales les plus larges, l'information des médias, la recherche systémati­que de négociations avec les autorités sont les prin­cipaux moyens d'action.

Le soir de sa création, DAL est appelé à Aubervillier par des familles de squatters expulsées illégale­ment par un spéculateur. Un campement est ins­tallé dans la soirée. Un accord est trouvé le lende­main avec le Maire -Jack Rallite-, qui met en place une solution d'urgence préalable au relogement définitif des cinq familles.

Au delà de quelques actions menées en Banlieue, c'est à Paris, ou la crise, la spéculation et l'intransi­geance de la Ville sont les plus fortes, que se con- • centreront les interventions de l'association.

uninummigmffloPitiLR

**LES ANNEES TRIGANO**

Le campement du Quai de la Gare (sur un terrain de la Ville de Paris situé dans la très symbolique ZAC Seine Rive Gauche) est menée le 13 Juillet 91, en présence de l'Abbé Pierre, Albert Jacquard, Léon Schwartzenberg, Jacques Gaillot - person­nalités morales qui suivront désormais les actions - et les militants d'associations, de syndicats et de partis déjà sympathisants.

Engagée avec quarante familles expulsées isolément et abandonnées par l'État et la Ville, l'occupation sera rejointe progressivement par 60 familles sans toit, jusqu'à fin Août.

Lorsque survient l'expiration des délais accordés par le Tribunal de Grande Instance de Paris, le Préfet de région se cantonne à proposer des foyers d'urgence, et le DAL relance des demandes de ré­quisition en dénonçant des immeubles vides pro­priété de la Ville ou d'administration de l'État.

Le 10 Novembre, au terme de discussions menées jusqu'à la dernière minute, un accord est trouvé. Un immeuble des PTT, (<dénoncé» par le DAL) est "mis à disposition" de 23 familles, des logements sociaux et des logements "passerelles" sont attribués aux autres. Le Préfet de région signe un engage­ment de relogement définitif dans un délai de trois ans, qu'il ne tiendra pas.

Fin Juin 92, 33 familles privées de logement s'ins­tallent Rue de Belleville, devant un immeuble va­cant propriété de la Ville de Paris. Elles seront expulsées brutalement quelques heures plus tard par les CRS. Les militants sont pourchassés et embarqués avec Albert Jacquard, qui exigera de quitter le commissariat le dernier.

Le 14 juillet dénonçant le matraquage des familles, l'Abbé Pierre refuse de recevoir la médaille de grand officier de la légion d'honneur et demande la réquisition des logements vides.

Le lendemain, Mme Lienemann (Ministre du Lo­gement) annonce sa volonté de réquisitionner des immeubles de collectivités et d'administration de l'État. En fait, elle n'obtiendra que la mise à dispo­sition d'un certains nombres d'immeubles pour des sans logis.

Au terme d'un accord conclu le ler Septembre, les familles acceptent des relogements provisoires avant d'être relogées définitivement, notamment dans un immeuble de l'Assistance Publique dénoncé par les marcheurs.

L'expulsion policière du campement des 300 fa­milles de l'esplanade de Vincennes mettra un terme aux campements spectaculaires à Paris. Il ne reste plus alors d'autre recours que «auto réquisition».

**ASSAUT DES LOGEMENTS VIDES**

Après de multiples actions collectives, dont l'ir­ruption dans l'hôtel Georges V le jour de Noël, 23

famille de DAL et ses soutiens investissent, entre les deux tours des élections législatives de 1993, le 41 Avenue René Coty (14e).

Vide depuis trois ans , le Ministère du logement avait envisagé la réquisition de cette maison d'ac­cueil pour enfants. Projet qui n'avait pas abouti. Les locataires, la vénérable "fondation Louise Kopp", poussée vers la porte par la ville de Paris, accep­tent de ne pas faire appel à la police et mettent fin à toute velléité d'expulsion instantanée malgré la mise en place d'un siège policier de plusieurs jours. L'expulsion survient le 28 Août, pendant le déli­béré de la cour d'Appel. Les familles refusent les hôtels proposés par la Ville et sont hébergées par les églises et les associations du secteur.

Lorsque la Cour d'Appel rend sa décision le 17 Septembre, accordant un délai de 6 mois aux fa­milles, la ville saccage et rend les locaux inhabita­bles.

Le 25 septembre, l'Abbé Pierre pique, son coup de gueule et campe sur place. Un accord est conclu le soir même avec le chef de Cabinet du premier Ministre, en présence de Tiberi:

Les familles seront relogées par l'État et en atten­dant, elles devront vivre à l'hôtel payé part la Ville de Paris. Les expulsions d'immeubles prévues avant la trêve hivernales sont ajournées.

Puis fait sans précédent à Paris et conséquence directe du rapport de force établi après l'expulsion du 41 Av René Coty, des occupants en instance d'expulsion sont relogés avant d'être jetés à la rue. C'est fin 93 que le DAL décide de lancer une struc­ture de lutte des sans abri, que tout le monde classe encore dans la catégorie des assistés, incapa­bles de s'en sortir sans l'aide d'une association.

*39*

La greffe prend, et les sans abris créent le comité des sans logis (CDSL) après avoir expérimenté les bienfaits de l'action collective.

Ils seront désormais associés aux grandes opéra­tions d'occupation.

Aujourd'hui, ils développent des revendications spécifiques (revenus minimum pour les jeunes sans ressources, transports gratuits, non aux foyers dor­toir...) et organisent leurs actions(2).

L'année 94 sera riche en assauts d'immeubles vides: - En janvier, le CDSL investit discrètement un petit immeuble de bureaux, puis les expulsions aidant, la banque de France en mai retrouve des sans logis dans son patrimoine, rue Béranger.

Le vent a tourné, et depuis deux ans, sur fond d'affaires, les grand argentiers cherchent les com‑

***WielaillagnialgagagglaWill* I**

bines pour faire disparaître les colossales pertes immobilières. Les projets immobiliers à l'abandon se multiplient. Des millions de mètres carrés de bureaux vides asphyxient encore un peu plus les grandes compagnies financières.

La Banque de France reloge les familles en trois semaines. Puis début juillet, le Gaz De France est mis à contribution par des sans abris de la CGT, du CDSL et des familles de DAL.

Et quelques jours plus tard c'est au tour de la COPRA, un promoteur en difficulté qui devra demander à ses gros bras de laisser tranquille les familles sans logis qui se sont installées dans une jolie courée du 13e, rue du Moulin de la pointe. Enfin, il y a eu le Dragon, qui, en quelques heu­res, a porté la crise du logement au coeur du débat des présidentielles, et signe les multiples occupa­tions menées par des comité DAL dans toute la France, le matraquage de Schwarzenberg à Tou­louse, l'auto réquisition d'un immeuble du GAN Bd Malesherbes.

**EN ATTENDANT LA SUITE ...**

Cette rapide chrono ne doit pas dissimuler que ces actions d'éclat ne sont qu'une part réduite de l'acti­vité du DAL.

la lutte contre les expulsion, la constitution des dossiers, l'organisation de la solidarité avec et entre les familles, la formation de nouveaux militants, les interventions d'urgence, les négociations ou les conflits dans des communes de Banlieue, la créa­tion de comités DAL représentent l'essentiel de l'activité de l'association.

Deux indication résument assez la question:

* plus de 600 familles ont été relogées grâce à leur adhésion à l'action de DAL, et des milliers d'autre ont été maintenues dans leur logement par un vé­ritable bras de fer avec les autorités.

*40*

* Du coté de la justice, des avancées surprenantes ont été obtenues par des avocats engagés à nos cotés. Ainsi en 1993, la Cour d'Appel sanctionne la ville de Paris et s'appuyant sur les traités interna­tionaux ratifiés par la France et le préambule de la Loi Besson, reconnaît aux familles du 41 Av Coty qu'elles ont occupé l'immeuble contrainte par la «nécessité" et leur accorde 6 mois de délai(3) . Cette décision a été confirmée par la cour de cassation. Plus récemment, la cour d'Appel de Paris a re­connu à des occupants d'hôtel meublé le statut de locataire.

Le conseil constitutionnel s'est aussi mis dans la partie et a reconnu au droit au logement le statut «d'objectif à valeur constitutionnel».

La justice évolue, lentement mais sûrement. Au point qu'André Périssol, actuel Ministre du loge­ment s'en est ému peu avant sa nomination en écri­vant: «il convient toutefois de contenir certaine dérives jurisprudentielles» en commentant l'arrêt Coty.

N'oublions pas qu'il est élu dans le 13e, dans les mêmes terres que Jacques Toubon, aujourd'hui Garde des Sceaux, et que Goasguen, qui a tenté, après l'affaire Coty, de présenter une Loi répres­sive à l'égard des squatters et de ceux qui leur viennent en aide. Ce trio gouvernemental saura t'il calmer ses ardeurs revanchardes?

Souhaitons qu'ils se préoccupent plutôt de l'appli­cation du droit de réquisition, demandé par 80 % des Français et placé en tête des mesures à pren­dre pour lutter contre l'exclusion.

Il n'est pas si loin le temps où la réquisition sem­blait au mieux un outil préhistorique, au pire une profanation des lois du marché. Au lendemain, de l'occupation Dragon, le MATIF -produit financier hautement spéculatif - a brutalement baissé. les experts expliquaient alors que si les gueux se met­tent à rentrer chez les autres, c'est l'attaque en rè­gle de la propriété privée, socle du libéralisme. La profusion de logements vides face à l'inquié­tude que soulève la progression et le rajeunisse­ment des sans abris est désormais vécu comme un excès du droit de propriété. Seule l'intervention publique peut remettre un peu d'humanité dans cette incohérence tragique et c'est bien le sens des décisions de justice qui surprennent tant notre ministre du logement.

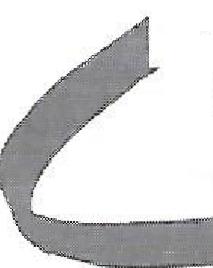
C'est à lui d'en tirer les conséquences. Dans le cas contraire, nous devrons nous en charger, une fois de plus, en toute connaissance des risques que cela représente, bien sur (4).

**J.-B. EYRAU D** Droit Au Logement

Co-Auteur avec Jacques GAILLOT de : Monsieur le Président, expulsez la misère, Edition R. Laffiont ;

1995.

1. La communauté Emmaüs de Neuilly Plaisance - première créée par l'Abbé Pierre,- a apporté systématiquement des meubles en soutien aux occupations du CML
2. Cf. l'article «Le Comité Des Sans Logis en actions ec J.Y Cottin dans ce même numéro
3. Cf. l'article "droit au logement et étal de nécessité" , Me Laussinotte ,paru dans la revue "le droit ouvrier « Fév 1994
4. Pour garder notre indépendance et continuer notre action envoyez dons à l'ordre de DAL - BP 484 Paris 1 1 erne. Par ailleurs, nous recherchons des bénévoles ayant formation d'assistant(e)s sociaux et de juristes - Contact, Jean Thévenot au siège de DAL : 3 bis rue de Vaucouleurs 75011 Paris- Tél 40 21 83 81

**LE COMMIS DES Site**

**LOGIS SU AC11014S**

*Peu après l'occupation de la*

*rue du* Dragon, lors *d'une*

*assemblée générale du*

*Comité Des* Sans Logis

(CDSL), un tournant

important s'est opéré *sans*

*que nous l'ayons d'ailleurs*

prévu ou *préparé.*

En effet, une soixante de personnes sans logis sont présents, attirés par ce qu'ils avaient entendu dire de l'opération «Dragon». Parmi eux, et pour la première fois, des jeunes de 18 à 25 ans qui rapidement vont exposer leurs problèmes.

Privés de logement, ils vivent dans des foyers d'ur­gence ou des abris de fortune (ex: squats ou cage d'escalier). Sans travail, ils n'ont pas un «sou en po­che». Victime de ruptures familiales, du chômage, du mal de vivre des banlieues, ils se sont retrouvés là, de manière spontanée, suivant une logique qui pousse ceux qui n'ont plus de solution à venir voir si tous compte fait, ce n'est pas dans l'action collective que se résoudra leurs problèmes.

Lors de la première année d'existence du CDSL, nous avions essentiellement mené des actions en commun avec Droit Au Logement (DAL), qui avaient permis d'ouvrir un brèche en matière de re­logement des sans-abri de plus de 25 ans, bénéfi­ciant de ressources (tel le RMI notamment).

**JEUNES ET LOGEMENT**

Le logement des jeunes pose évidemment un pro­blème de nature différente : du fait de l'aggravation conjuguée du chômage et de la crise du logement, ces derniers,ne disposant d'aucun revenu (ou de res­sources très faibles) ne peuvent accéder ni au mar­ché privé du logement, ni au parc social.Dès dé­cembre 1993 (date de création du CDSL), nous avi­ons inscrit dans notre plate-forme revendicative l'ex­tension du RMI aux 18/25 ans. Début 1995, l'arrivé de jeunes au CDSL nous a imposé de porter l'ac­cent sur ces questions.

A l'issue de quelques Assemblées générales, il est collectivement décidé de monter une action pour les jeunes dans le but d'obtenir en premier lieu de l'argent et par ailleurs de poser le problème global des ressources des 18/25 ans. Il y a en effet ur­gence : ces jeunes sont pour la plupart dans une situation critique et n'ont même pas de quoi survivre. Nous programmons une action dans les 10 jours qui suivent.Ce sera la première véritable action auto­nome du Comité Des Sans Logis, après celle met­tant en cause les méthodes des vigiles de la RATP. Un tract est rédigé : il invite les jeunes sans res­sources à participer à l'initiative. Il sera distribué au foyer G. Sand - foyer d'hébergement d'urgence pour les 18/25 ans, géré par la ville de Paris -. Cette structure propose un hébergement d'urgence d'une durée de quinze jours une fois tous Ies trois mois. Voilà de quoi résoudre un problème de logement. Plusieurs s'inquiètent et pensent que l'action va «foi­rer». Il est osé en effet de poser un problème de société aussi important alors que nous ne sommes qu'une poignée de militants déterminés.

Contactés peu avant, A Jacquard et Mme Mendès ­France ne pourront être présents. Cependant, l'un et l'autre nous adresseront un télégramme de sou­tien. En revanche, un coup de pouce inespéré nous est apporté par J. Gaillot. Le Vatican vient de lui retirer son diocèse d'Evreux. Nous le sollicitons, et sans hésiter, il nous répondra simplement : «je viens avec vous».

Le jour prévu, quelques militants du CDSL ac­compagnent J. Gaillot au rendez-vous prévu à Saint Germain. Sur place, Douze jeunes sont recensés pour bénéficier de l'action.

*41*

Comme pour les actions DAL, le lieu de destina­tion est tenu secret. Le cortège prend le métro dans un joyeuse pagaille. A la station Mouton-Duvernet, tout le monde descend, direction le Bureau d'Aide Sociale (1) du 14 arrondissement (BAS). J. Gaillot se présente et annonce qu'il est venu accompagner douze jeunes en grande difficulté qui demandent un secours d'urgence à la mairie de Paris. Par ailleurs,ll précise que le CDSL va interpeller le gouverne­ment sur le problème des ressources des 18/25 ans. Dans le même temps un communiqué de presse part. Les médias arrivent.Rapidement, c'est la co­hue : le hall du BAS est vite trop petit et les inter­views se poursuivront dans la rue.

muuminnagemEtue»i I qzimmegmmozum

Mme Reclus, directeur général du Bas de Paris, est prévenu et accourt sur les lieux. Peu après, des élus du 14 arrondissement, arriveront aussi. Profitant de la présence des médias, nous demanderons l'exten­sion du R1VII au 18/25 ails.

Après un après-midi de tractations, la mairie de Paris accorde un secours d'urgence au jeunes pré­sents et propose un suivi social. Ce dernier qui de­vait être réalisé par les BAS de Belleville (pour les garçons) et Joinville (pour les filles) laissera à dési­rer, jusqu'à ce que nous ayons institué un véritable rapport de force.

Au fil du temps, nous peaufinerons les revendica­tions. Le mois suivant, nous investirons la mairie du 13 arrondissement, accompagnés d'A. Jacquard. La commission A.C! jeunes s'est jointe à nous et nous a apporté une bouffé d'oxygène.

Rapidement, il est convenu d'un rendez-vous men­suel pour l'action «jeunes». Symboliquement, nous avons retenu le premier mercredi de chaque mois, à midi, au moment ou retentissent les sirènes. A no­tre sens, il y a en effet un état d'alerte pour la jeu­nesse.

Conjointement à ces actions, nous nous trouvons dans l'obligation de trouver, au jour le jour, des so­lutions de fortune pour ces jeunes en particulier. Les militants ont l'impression de «faire les assistan­tes sociales» : Certains jeunes pourront s'installer Rue de Rennes, dans l'ancien cours Désir. D'autres con­tinueront à vivre en foyer d'urgence. Cependant, ce travail est nécessaire : encore plus que les adultes, les jeunes souffrent de l'absence de ressources et de logement.

**L'OPERATION  
"CHAMBRES DE BONNE'**

Depuis longtemps, nous avions le projet de monter une action en direction des «chambres de bonnes». Ayant longtemps servi à abriter le personnel de maison, un grand nombre de ces petits logements est aujourd'hui vacant. En effet, si les petits proprié­taires continuent à louer ces chambres de bonnes fort cher (en général, les loyers oscillent autour de mille francs et plus pour quelques mètres carrés sous les toits), en revanche les gros propriétaires (tel les compagnies d'assurance ou les banques) se désintéressent de ces logements et les laissent va­cants. Pour les jeunes, et les personnes seules, ces chambres de bonne nous paraissent idéales. Sub­mergés par le nombre de personnes sans-logis (qu'il s'agisse de jeunes ou non), courant février, nous dé­cidons de passer à l'action.

42

Pour cible, nous retenons un immeuble appartenant à la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP), situé dans le 12 arrondissement. Les chambres of­

frent un réel confort : eau courante, toilette, ascen­seur, etc.

Le huit mars 1995, accompagné de Léon Scharwtzenberg, nous investissons le 8 émé étage de cet immeuble\_ Les forces de l'ordre intervien­dront très rapidement et de manière violente. M. Pozza (maire adjoint de l'arrondissement, chargé du logement) accourra sur les lieux en vociférant à l'en­contre des manifestants. Par ailleurs, il se chargera de faire la morale à L.Scharwtzenberg. A l'heure ou nous écrivons, M. Pozza est sur le point d'être mis en examen pour trafic d'influence dans l'affaire des «pots de vin» en matière l'attribution des HLM de Paris.

Une délégation est cependant reçue au siège de la RIVP. Au cours de la discussion, la Mairie de Paris s'engage à louer des chambres aux personnes pré­sentées par le CDSL.

Peu après, nous présentons cent dossiers : Pour moitié, il s'agira de personnes seules du CDSL ; Pour l'autre partie, de petites familles adhérentes à DAL. Quelques jours plus tard, quinze ménages sont logées dans des chambres de bonnes ou stu­dios. Courant mai, après d'autres actions de pres­sion en direction de la RIVP, une dizaine de petits logements seront attribués.

Malheureusement, peu de jeunes bénéficieront de ces attributions : la ville de Paris a,en effet, a im­posé un minimum de ressources (soit mille cinq cent francs) pour l'accès à ces logements. Exigence écartant les 18/25 ans qui ne disposent d'aucun re­venu.

Il est à souligner ici que le GAN -propriétaire de l'immeuble de l'avenue Malesherbes, auto-réquisi­tionné depuis fin mars par DAL et le CDSL- a adopté une attitude beaucoup plus intelligente à l'égard des 21 jeunes participant à l'occupation : Il leur a été proposé un relogement dans des studios, exonéré de loyer durant la première année. Par ailleurs, et pour ces derniers, dans le cadre du FAJ, des stages sont prévus dans des secteurs diversifiés (animation, son, etc.)

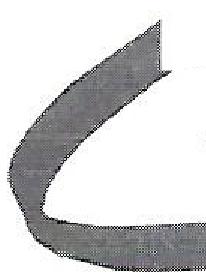
Pour nous, ces premiers résultats constituent un début. Bien entendu, nous ne nous arrêterons pas là : D'autres, des jeunes en particulier, arrivent au Comité Des Sans Logis, et vont bénéficier de l'ex­périence acquise au cours de nos premiers mois de lutte collective.

**Jean Yves COTTIN**

Comité Des Sans Logis - 7 rue du Dragon 75006 Paris

Tel : 45 48 35 22

1) A Paris, il existe un Bureau d'Aide Sociale par arrondissement. Par ailleurs, quatre BAS accueillent les Sans Domicile : Mazas et Stendhal sont résevés aux hommes de plus de 27 ans. Belleville reçoit les hommes de moins de 27 ans. Enfin, Joinville accueille les femmes et les couples.

**LES litterMULS RETARD**

**UIRS**

**SOCIMM £14 ...**

Peu *de Travailleurs sociaux se* sont *engagés et organisés* autour *de la question du* droit *au logement et plus généralement* autour *des* droits *fondamentaux. Quelles* sont *leurs* motivations *et quelles pourraient être celles des* autres *qui ne l'ont pas* fait ?

Les constats qui suivent ont été fait par d'autres que moi et ne prétendent pas à l'exhaustivité. Sur les motivations il semble que cela naissent d'une contradiction entre une mission globale de service public et la réalité d'une crise économique qui amplifie et génère toutes les exclusions. Cela si­gnifie une rupture idéologique, que certains tra­vailleurs sociaux ont déjà faites. Il s'agit d'une prise de conscience de cette contradiction et la volonté de la dépasser. C'est à mon avis le véritable sens qu'il faille mettre aux motivations de ceux qui s'en­gagent.

L'unité du travail social n'existe pas aujourd'hui. Mais une perspective s'esquisse, celle de rassem­bler des professionnels qui ont un intérêt commun pour des catégories de personnes en difficulté ou exclus de tout horizon (handicapés, déviants, dé­linquants, inadaptés, ...)

**LA COMPLEXITE D'UN  
SECTEUR PROFESSIONNEL**

Le Travail Social apparaît sous une forme très éclatée et divisée. Il y a une multitude de Profes­sionnels, tels que les Éducateurs spécialisés, les Assistants sociaux, les Moniteurs Éduc., les Édu­

cateurs Jeune Enfants, les Animateurs, les Auxi­liaires puéricultrice, les infirmiers, les Thérapeu­tes, les Psychologues, les Conseillères en Éco [soc. et](http://soc.et) fam., les AMP, les Instituteurs spéc., etc. Il y a aussi différentes sources de financements finance­ments : Département, État, Sécurité sociale. Il existe différentes formes statutaires : Public ( Fonc­tion territoriale, Fonction hospitalière,...), et privé (Convention Collective Nationale 1966, C.C.N.1951, Convention Croix Rouge, Accord col. de Trav. des C.H.R.S...)

La multiplicité des statuts, des financements, des professions rend difficile l'organisation des salariés et leur unité. L'expression des droits des salariés est appliquée de manière inégale, souvent pas res­pectée, dans le privé notamment (les CE, Dél. Pers., les Négociations annuelles, les droits syndicaux, les panneaux d'affichages etc.).

Ils sont liés par des liens de subordination à leur employeur ce qui entravent souvent la liberté d'ex­pression en l'absence de rapports de forces.

Les syndicats quant à eux sont peu représentatifs mais constituent les ultimes remparts, et un con­tre pouvoir à ceux institutionnels des employeurs. Ils réclament des moyens et une meilleure recon­naissance des personnels. Mais quels sont leurs objectifs dans le domaine du travail social ?

La réalité est celle que l'État impose par les moyens *43*

qu'elle donne pour contenir l'explosion sociale et maintenir une politique de rabais. Les pouvoirs publics sont les commanditaires des travailleurs sociaux. Ils demandent de concourir en tout pre­mier lieu à la réduction de la misère extrême, et de façon secondaire à l'adaptation des individus à l'Or­dre Social. Sommes nous d'accord avec ces objec­tifs ?

**LES TRAVAILLEURS SOCIAUX FACE A L'EXCLUSION**

Sans vouloir remettre en cause les dispositifs existants qui ont une utilité immédiate. Les T.S. sont confrontés aux exclus, à ceux qui ont perdu leur liberté, ceux qui ne peuvent se soigner, tra­vailler, s'instruire, se loger, se divertir, cette masse de citoyens estimée à 5 millions.

PEPS ri° 50 avril/Win 1995

Cette perte de droits, consécutifs à la crise écono­mique, entraîne de nouveaux problèmes, des po­pulations qui présentent de nouvelles pathologie dues directement ou indirectement à cette situa­tion. Les manifestations de violence dans les ban­lieues ou ailleurs illustre cette affirmation.

Réduire et prévenir les inadaptations c'est d'abord reconnaître des droits élémentaires pour les per­sonnes sans discrimination de races ou de couleurs afin qu'ils puissent relever la tête et se défendre\_ A quoi ça sert d'inscrire un jeune dans un CES afin qu'il se mobilise sur son projet professionnel, quand il n'a pas encore d'adresse et de toit ?

Le rôle que l'on nous impose se révèle être des missions impossibles malgré le dévouement exem­plaire de certains professionnels. Combattre l'ex­clusion ou bricoler ?

**DES MISSIONS DETOURNEES DES OBJECTIFS INITIAUX**

Les intervenants socio-sanitaires peuvent ils se satisfaire de mesures «sociales» (ou présentées comme telles) qui ne résolvent en rien la précarité grandissante d'un nombre croissant d'individus et de familles.

Ne gagnerions nous pas une reconnaissance de nos professions vis à vis des populations en nous enga­geant de façon autonome, et, en marquant un cer­tain regard critique à l'égard des politiques socia­les et des dispositifs que nous appliquons ?

Ce sont les missions générales de la prévention des risques, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation, de l'action sociale, de l'emploi, etc. visant à réduire les inadaptations so‑

4 4 ciales qui constitue notre véritable rôle dans cette  
société. Le travail social relève aussi du domaine de l'éducation, de l'éthique, de la déontologie et de la politique. S'il y a un avenir dans le Travail social c'est dans l'idée d'un accroissement du bien être et du développement des populations.

Cela suppose de rompre avec un certain désap­pointement, pessimisme, apathie dans notre sec­teur. Il est prioritaire de réfléchir à notre position­nement sur la scène sociale. Adapter les popula­tions au monde social existant, et réduire la misère extrême contribue avant tout à contenir la révolte et les différentes formes de déviances, cacher la misère aux yeux du quidam moyen pour ne pas éveiller quelques peurs et rejets. Si cette activité rend un service, ce n'est pas aux populations en difficulté mais, principalement, à l'Ordre Social, ou tout au moins à ceux qui ont un intérêt certain à son maintien.

MOUVEMENTS SOCIAUX ET  
TRAVAILLEURS SOCIAUX

Aux marges du «social officiel», se sont développés des mouvements sociaux (tels A.0 !, Act-Up, DAL, CDSL, etc.) déjà engagés dans cette dynamique, et avec qui nous pourrions établir d'emblée des alliances officielles et effectives.

Ces mouvements sociaux, associations composées de «citoyens» et d'»exclus» qui s'unissent pour dé­fendre des droits élémentaires, sont des partenai­res que nous devons inclure dans notre réflexion et actions.

Le GRAL dans lequel je me suis engagé depuis quelque temps tente de faire cette jonction entre mouvement social et travail social. Son objectif est celui du respect des droits fondamentaux. A la base de sa création le droit au logement qui a été un élément fédérateur des travailleurs sociaux. Il existe dans le secteur social des groupes, struc­turés en réseau, engagés dans des luttes de résis­tances professionnelles ou institutionnelles, orga­nisés en association, locaux ou nationaux, repré­sentants de professions, syndiqués. (Concass, Anas, Ras le social, Sections Syndicales...).

Il apparait nécessaire de rassembler ces forces épar­pillées. Une association comme le GRAL peut-être le moyen qui permette de constituer un rap­port de force face aux pouvoirs en place. Dans le champ du travail social d'autres que nous ont in­venter des stratégies innovantes, résolument orienté vers la conquête (ou la reconquête) de droits (tel le droit au logement, à la santé, au travail etc...). Ces conquêtes commencent à la base, localement, en unissant les différents services médicaux-so­ciaux dans des actions communes. Les travailleurs sociaux pourraient aller au delà des clivages insti­tutionnels et professionnelles pour s'inscrire réso­lument aux côtés des populations exclues. Les stra­tégies nouvelles qui restent à inventer résident dans nos capacités à organiser des actions ponctuelles et ciblées. Elles peuvent offrir des perspectives concrêtes pour résoudre un problème social (loge­ment, emploi, etc.). Elles évitent des perspectives générales souvent innaccessibles ou tout au moins sans solution et hors de notre champ d'action. Prendre le contre pied de nos commanditaires qui nous confinent à cacher la misère, pour que les travailleurs sociaux soient appelés à former des gens capables d'autonomie, d'innovation et de con­testation.

**Philippe STARECK**

CRAL

Il a été conçu sur le modéle des ateliers de craies mis en oeuvre il y a moins d'un an, d'abord à Garges-les-Gonesses dans la banlieue nord-est de Paris puis à Paris même (école de la rue de La Fontaine), à Bondy, au Centre de Loisirs Jacques Prévert,ainsi qu'à l'école Turbul-Mon-tessori de Montreuil. (cf.Peps n° 47 de septem­bre 1994). Les enfants qui fréquentent l'atelier de la rue du Dragon ont une histoire commune : ils appartiennent à la frange la plus défavorisée de la société française. Victimes de l'exclusion, ils paient les conséquences inhumaines de la spé­culation foncière et des politiques inopérantes. Mal logés ou sans logement, certains d'entre eux se retrouvaient à errer dans les caves ..., où bien à la DASS, séparés de leurs parents sans domcile.

*L'ATELIER DE LA RUE DU DRAGON*

*L'atelier '‘craie des*

*enfants" de la rue du*

Dragon *ne constitue*

pas *exclusivement un*

*lieu d'animation il*

s'est élargi *en espace*

*d'observation*

*participante de l'ethno‑*

*esthétique,*

Dans cet atelier, Ies enfants expriment, au moyen de craies tracées sur le sol les thématiques habi­tuelles de leur classe d'âge.

Que leur rapport à "la maison" ait été parfois per­turbé par le cycle des expulsions et l'angoisse les conduisant vers la précarité, la rue, ne semble en rien atteindre leur potentialité d'espoir.

Ainsi, la maison fait partie intégrante de leurs références et elle est très présente sur le sol de la grande cour de la rue du Dragon.

La petite Vanessa, par exemple, alterne fleurs et maisons dans ses dessins à la craie. Ce qui est frappant dans ces représentations, c' est le type particulier de maison auquel les enfants se réfè­rent : ces expériences de craie avec la liberté du choix du thème voient apparaitre à 80% une tendance en faveur de la maison individuelle.

Des enfants à la recherche d'une maison idéale

Les gamins commencent, la plupart du temps, par le traçage des contours de la maison. A 95%, la toiture est de forme triangulaire, très souvent accompagnée d'une cheminée, et presque tou­jours coloriée en rouge, rose, couleurs tradition­nelles dans nos régions. Les façades, percées d'ouvertures, sont souvent de couleur jaune, blan­che, rose ou verte. On retrouve clairement ici l'acquis culturel de nos sociétés occidentales. Le stéréotype de maison auquel se réfèrent ces en­fants est celui des campagnes européennes ou des pavillons de nos banlieues. Il est également issu, sans doute des contes pour enfants, des images d'Epinal, etc.

*45*

Mais ce type d'habitation que représentent les enfants n'est pas uniquement le fruit des acquis culturels. Il est intéressant de noter que ces en­fants, ceux de Garges comme ceux du Dragon,

numumnizimmiwiti-1114111fflumummilMill

prennent grand plaisir à dessiner des maisons qu'ils n'ont jamais habitées. Ils ont tous grandi dans des habitations collectives : tours, ou bar­res (alignement d'immeubles en superposition) ou encore immeubles vétustes, porteurs de sa­turnisme. L'attachement pour la maison indivi­duelle que traduisent leurs dessins ne relève pas du hasard. Trop jeunes pour évoquer une nos­talgie, ces enfants expriment une image symbo­lique dont ils sont fortement imprégnés. Cette permanence de la maison stéréotype apparait chez des enfants nés dans des milieux sociaux et cul­turels très différents.

Prenons l'exemple de l'épreuve de craie réalisée à l'école de la rue de La Fontaine dans le XVIeme arrondissement de Paris. La plupart de ces en­fants sont issus de milieux diplomatiques inter­nationaux. Trois enfants, une petite fille russe, un petit japonais et un enfant originaire d'Amé­rique Latine, réalisèrent des maisons. Leurs trois maisons avaient, par leurs formes un style ana­logue. Elles ressemblaient à des maisons édifiées il y a cinq mille ans, à l'ère du néolithique, sur le bord d'un lac des Alpes françaises, à Charavines. Des archéologues les ont récemment reconsti­tuées (cf. "les dossiers d'archéologie" n° 199 dé­cembre 1994). Ce type de maison, si tenace, dans l'esprit des enfants, s'est également développé aux quatre coins du monde. On le retrouve de nos jours en Malaisie et ailleurs. Tout en évoluant progressivement, la forme structurelle d'ensem­ble a été conservée : toiture en pointe, quatre côtés, ouvertures etc. Sans être le modèle ab­solu, ce type de demeure est largement répandu sur la planète et constitue une sorte de maison universelle. C'est sans doute la raison qui la fit prendre comme référence pour la mise en place d'un test d'echelle de développement équivalent à celui du bonhomme de Goodenough en 1926. Pierre Barrouillet, Michel Fayol et Chantal Chevrot réalisèrent ainsi le "test de la maison" en 1994 (cf. "année psychologique" 1994).

**LA MAISON, PROJECTION  
GRAPHIQUE DU CORPS**

*46*

Dans leurs dessins à la craie, les enfants de Garges, de Montreuil et de la rue du Dragon imposent donc l'image de leur maison idéale, la­quelle n'est autre que l'image de leur propre corps, ou de celui de leur mère.

Au début du siècle, Ferenczi émettait l'hypothése que tout être humain cherchait à retrouver «les

plaisirs de l'existence intra-utérine». Otto Rank, quant à lui, parla du "phantasme intra-utérin" qui serait à l'origine de la création architecturale : Les tumuli..., les cabanes de feuillage, de même que les temples-cavernes (ainsi que) la maison (sont une) imitation instructive de l'utérus. Dans son ouvrage "Du gribouillage au dessin figuratif", Jacqueline Boesch remarque que : "parallèment au thème de la famille, apparaît le thème de la maison : les deux sont souvent liés. Papa, ma­man et moi dans la maison...». La relation d'in­clusion exprimée verbalement est traduite gra­phiquement. Le tracé est simplifié à l'extrême (par) des tracés circulaires. Les maisons qui ap­paraissent chez les enfants à partir de trois ans, relèvent selon cet auteur d'une mentalité animiste • "une maison avec des yeux". L'enfant anime la mai­son : "des genoux, des mains, des cheveux, un nez, une bouche, une maison".

Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'on retrouve dans les maisons dessinées par les enfants le mo­dèle des maisons bâties par tous les peuples de la terre.

Dans son livre "Pour une anthropologie de la maison", Amos Rapoport remarque que, malgré le nombre considérable de variables attribuées au climat, aux matériaux ou à la fonction so­ciale, etc., l'individu ne peut disposer de l'espace tel qu'il le reçoit de la nature. Il éprouve le be­soin de reconstituer un écran protecteur, de manière à définir son intérieur (espace person­nel) par rapport à l'extérieur (espace naturel, es­pace social). Les "Ona de la Terre-de-Feu qui n'utilisèrent jamais de maisons, conçurent des pare-vents pour abri". Les esquimaux, de leur côté, ont aménagé leur environnement de neige et de filasse et construit des igloos. Les Péru­viens du lac Titicaca ont bâti des maisons flot­tantes sur les bancs de roseaux.

L'être humain, confronté souvent à de rudes épreuves imposées par la Nature, avait réussi, jusqu'à l'ère industrielle, a se construire•une de­meure à son échelle. Ainsi, toutes les maisons de la terre furent personnalisées par leur cons tructeur, à l'image de leur corps.

**LES CRITERES QUE LES  
ARCHITECTES ONT OUBLIE**

La maison traditionnelle, telle que les enfants la conçoivent, reposent sur quatre configurations.

mulionnimmituttklàii *glananiamwm*

L'une est dépendante de la vie intra-utérine, une autre est attachée à la famille. Une troisième est associée directement au corps de l'enfant et ca­ractérisée par ces effets "animistes". La quatrième configuration relève de la génétique, comme le démontre le "test de la maison".

Il est compréhensible que les enfants qui con­çoivent des maisons à l'image d'eux mêmes aient du mal à se reconnaître dans les habitations col­lectives de type HLM, tours, barres, qui consti­tuent aujourd'hui l'essentiel de l'habitat des ban­lieues et de cetaines villes.

Le choix des, enfants fait en toute naïveté, est révélateur s'ils sont très nombreux à «se recon­naître» dans les maisons traditionnelles, il leur est beaucoup plus difficile d'avoir cette approche vis-a-vis d'un habitat collectif.

Il est d'ailleurs difficile, aux adultes également, de reconnaitre l'emplacement de leur apparte­ment lorsqu'ils sont à l'extérieur de l'immeuble. Visualiser son espace personnel sur une façade uniforme et dépersonnalisée est un exercice dif­ficile. L'aspect anonyme des habitats de masse impose une dépersonnalisation aux humains qui y vivent. De là le mal de vivre inhérent aux grands ensembles.

Par leurs dessins, les enfants d'aujourd'hui mani­festent un refus humaniste du cadre de vie qui s'impose à eux. Ce refus silencieux se traduit clairement par ces maisons stéréotypes qui oc­cupent leur imaginaire et expriment la fraîcheur matinale de vivre autrement.

Aussi bien les rbanistes, les architectes, les so­ciologues, que les décideurs politiques, s'ils veu­lent vraiment éradiquer la misère actuelle, de­vront apprendre à regarder les dessins sortis de l'imagination des enfants.

En plein XXème siècle, trop d'architectes pen­saient que l'être humain était apte à vivre dans des alvéoles comme les abeilles.

Lorsqu'il a fallu faire vite pour remplacer les bidonvilles un type d'habitat collectif est apparu, au nom d'un projet de bien-être social. Réalisé durant les années 60, ces logements collectifs étaient conçus provisoirement, pour durer 25 ou 30 années. Ces réalisations se firent alors avec le consentement de toute la classe politique, droite et gauche confondues. Chacun y trouvait son compte: l'un voyait dans les tours HLM la mo­dernité des gratte-ciel de la grande Amérique,

symbole de richesse; l'autre, adepte des "lende­mains qui chantent", y voyaient une manière de rapprocher les travailleurs dans un même mode de vie.

Ces maisons, architectes et décideurs doivent les regarder pour agir demain.

Aujourd'hui, non seulement beaucoup de ces ha­bitats collectifs sont en mauvais état,mais il n'est même plus question de les réhabiliter. Un coup de pinceau ou une fresque cache misère ne peu­vent pallier l'usure des matériaux, les problèmes de porosité. Aujourd'hui ces habitats ne peuvent être que rasés, et les dynamitages ont d'ailleurs commençé.

Nous connaissons maintenant, quelques décen­nies étant passées; les effets dévastateurs de ces habitats de masse sur les gens qui sont contraints d'y vivre: racisme, trafic de drogues, délinquance en tous genres, contributions "efficaces" à la dé­chirure sociale que nous subissons.

Dans un article paru dans Le Monde du 3 octo­bre 1991, l'architecte Henri Gaudin déclarait : "il ne suffit pas de dénoncer le racisme ici et l'ex­clusion là, en tolérant ses formes dans l'architec­ture elle-même".

Il ne faut pas que les habitations dont se dote­ront la France et l'Europe au XXIème siècle res­semblent aux fruits du gigantisme mégalomane de l'architecture nord-américaine née d'une so­ciété libérale, sélective, ségrégationniste qui voient pulluler les ghettos de la misère.

Les architectes ont à revoir leur concept de mo­dernisme et à rompre avec les utopies qui se voulaient "radieuses" et n'ont conduit qu'à la dés­humanisation. Pour penser le cadre de vie de demain, les architectes devraient savoir observer les enfants, comprendre leurs désirs, leurs évo­lutions. A partir d'une telle observation, il serait plus facile de renouer avec une véritable "archi­tecture de la vie". Nous avons à la fois les maté­riaux les plus divers, du plus rustique au plus sophistiqué, et une tradition remarquable de cons­tructeurs.

*47*

Le jour où les enfants se reconnaitront dans l'ar­chitecture qui fait leur environnement quotidien, la pari sera gagné.

**Jacky LAFORTUNE**

Peintre et enseignant a Paris VIII

***Prett iques socie z les***

**SOLIDARITE ET CITOYENNETE**

*En 1979, Monseigneur ETCHEGARAY, Président de l'assemblée des Cardinaux et Archevêques de France, lançait un appel en faveur de l'accueil des réfugiés : la tragédie des boat-people et celle des réfugiés qui transitaient à la frontière de Thaïlande envahissaient alors le paysage médiatique.*

Dans le même temps, Claude et Françoise Bernard, parents de neuf enfants, leur parlaient de solida­rité. Parce qu'ils ont des valeurs à transmettre, et les mots pour le dire. Dans ce contexte, ces der­niers les ont tout naturellement in­terpellés quant à la possibilité d'ac­cueillir un jeune cambodgien. Le couple a répondu à rappel en ouvrant ses portes à un frère et une soeur par le biais du secours ca­tholique qui participait à l'opération au plan focal. Davantage meurtris par un passé familial douloureux que par les événements en eux-mêmes, ils ont manifesté très vite leur mal-être : fugues, dépressions, colères se sont succédées. C'est l'apport affectif et éducatif offert par le groupe familial qui a permis, peu à peu, aux jeunes de «dépas­ser» cette situation et d'évoluer. Cette expérience dynamique, vé­cue au jour le jour à travers le partage des choses de la vie a suscité chez le couple le désir d'ouvrir le champ des possibles à

*48* d'autres itinéraires. Ainsi est née, il  
y a dix ans, l'association FRED (Familles Relais pour Enfants et jeunes en Difficulté).

**UNE PALETTE DE SITUATIONS**

L'association répond aux besoins variés des jeunes et de leurs fa­milles. Les familles relais prennent en charge les enfants à titre béné­vole. Cela n'empêche pas certains d'entre eux de bénéficier d'un sta­tut juridique lorsque ta situation le justifie. Ainsi, par exemple, un juge des enfants peut-il confier un jeune au titre de personne digne de con­fiance en cas de danger ou de prise en charge longue durée. Un cons­tat : les difficultés des intéressés se complexifient dans un contexte économique et social difficile, tan­

dis que les foyers de l'Aide Sociale à l'Enfance, surchargés, ne peu­vent plus répondre à l'urgence et à l'ampleur des besoins. C'est ainsi qu'un nombre croissant de parents errants sollicitent, directement ou non, la structure. Les demandes d'hébergement en urgence sont aussi largement formulées par les travailleurs sociaux. Marcel a quinze ans. Il vit avec son père et sa belle-mère qui supportent mal ses problèmes de comportement : absentéisme scolaire, renvois suc­cessifs de plusieurs établisse­ments, attitudes prédélinquantes. Le jeune est suivi par un centre médico-psycho-pédagogique qui «travaille» la séparation avec la mère. Celle-ci, débordée par une situation socio-économique pré­caire, et des enfants en bas âge, est peu disponible. Marcel a «mal à sa mère». En septembre 94, il est accueilli trois semaines par une famille relais. Ceci pour deux raisons : personne, au sein du groupe familial, ne supporte plus personne, et toutes les structures sollicitées n'ont pas de place pour l'instant. Marcel est difficile et la recherche d'une adéquation opti­male entre l'accueils et l'accueillant s'impose. Cette passerelle a per­mis de répondre à trois objectifs : éviter la rupture brutale entre Mar­cel et son père, poursuivre des démarches en vue d'une admis­sion dans une petite structure édu­cative située près du domicile ma­ternel, et restaurer progressive­ment les relations mère-enfant.

**LE PARTENARIAT**

L'état d'esprit qui anime l'asso­ciation se situe dans la complé­mentarité avec les professionnels de l'enfance. C'est pourquoi FRED n'a jamais cherché à se professionnaliser. En revanche,

cette dynamique allait affiner le partenariat dans un soucis de col­laboration optimale. Au départ, Claude et Françoise Bernard ont tâtonné dans Ies démarches auprès des instances de la justice et des affaires sociales, «le béné­volat était parfois considéré comme suspect. Accueillir un en­fant sans demander de subven­tion, était chose inhabituelle», commente notre interlocutrice.

Au fur et à mesure que progressait l'expérience FRED a amélioré le travail partenariat tant près de la justice, des services sociaux, que des autres associations. Ainsi de­mande-t-elle dans le cadre d'une OPP par exemple, que le rôle, et les limites de FRED soient préci­sées par le magistrat au cours de l'audience. «Cela évite de gérer ensuite des négociations parfois peu aisées entre la famille natu­relle et celle d'accueil concernant par exemple l'accompagnement des enfants le week-end. Tout le monde est au clair sur le qui fait quoi» explique la présidente. Elle s'est aussi consacrée à peaufiner la collaboration avec les services sociaux. Françoise Bernard leur demande un éclairage précis con­cernant la problématique de l'en­fant. Dans le même ordre d'idée, elle met en lumière, à leur atten­tion, ses connaissances de la cons­tellation familiale et de ses poten­tiels.

Objectifs : optimiser bien s'Ur l'adé­quation entre accueilli et accueillant. Elle développe aussi un travail avec d'autres associations qui intervien­nent sur des registres proches. Ainsi, sollicite-t-elle l'association «un enfant une famille», implantée à Clamart qui organise des parrai­nages. Cela peut se produire quand FRED est saturée ou que l'on recherche un accueil plus per‑

***Kee.a7-61 site les pro\_fessiosts***

tinent dont on ne dispose pas au sein des familles de FRED.

**LE METIER**

**D'ASSISTANTE**

**SOCIALE**

**ENTRE INDETERMINATION**

**ET TECHNICITE**

*Tes parents risquent de te condanner comme un frère séparé . Tu étais unique et référé, tu vas devenir plusieurs et parfois incohérent, comme l'univers, qui, au début, éclata, dit-on, à grand bruit. (M. Serres)*

**PERSPECTIVES**

Elles se situent au niveau du «re­crutement» des familles, et au plus de l'inégalité de la collaboration avec les services. Certains candi­dats accueillants ne sont pas tou­jours au clair avec les objectifs de l'association. Certains demandent si un accueil pourrait déboucher sur une adoption. «Nous les dé­courageons très vite, car nous vou­lons rester dans le registre du re­lais» commente Mme Bernard. «Nous devons aussi évaluer au mieux les possibilités d'accueil des enfants de comportement très dif­ficile. Nous connaissons bien les familles qui peuvent assumer cela. D'autres peuvent offrir un accueil moins lourd mais qui correspond bien à d'autres situations» ajoute-t-elle. La collaboration avec les pro­fessionnels est d'autant plus quali­tative que nous avons déjà travaillé ensemble. Parfois, la mise en route de la concertation, avec un service AEMO ne va pas toujours de soi. C'est le cas lorsque le travailleur social n'a pas eu l'habitude de tra­vailler avec des bénévoles. «Nous pouvons comprendre ces réticen­ces. Si il y a une volonté de dynami­que réciproque, l'échange s'amorce vite» explique-t-elle.

L'expérience menée par FRED est connue par les services sociaux dans le cadre d'un échange spon­tané de savoir entre professionnel. Elle est aussi découverte par le bouche à oreille. Elle interpelle de nombreuses personnes qui dési­rent s'investir dans ce domaine parce que la valeur participative à la solidarité est une idée qui fait son chemin, dans un contexte où son urgence saute aux yeux de tout un chacun. C'est pourquoi Mme Ber­nard est sollicitée par ces derniè­res. Ses perspectives : transmettre ce qu'elle a appris au travers de ses multiples cheminements, et aider d'autres bénévoles à créer des associations de même type. Parce que la solidarité est un acte de citoyenneté.

**Hélène CARRIERE**

FRED : 12 Allée de GIFFA - 91190 GIF SUR YVETTE - Tél : 69.07.44.66

Pour développer certaines ques­tions relatives au métier d'assis­tante sociale, je me suis basée sur un ouvrage que je viens de pu­blier (1).

Plusieurs intentions sous tendaient un projet de recherche entrepris dans le cadre d'un D.E.A. et ont trouvé leur aboutissement dans ce livre :

* La volonté de dépasser un débat stérile entre profession, quasi-pro­fession ou métier à propos du service social.
* Le souci de rendre compte de ce que nous pressentions de manière empirique : l'existence de débats internes à la profession d'assis­tante sociale en même temps qu'elle s'étaitt progessivement or­ganisée et constituée comme «ser­vice social» reconnu par l'Etat, sou­mis au secret professionnel et exigant un diplôme d'Etat pour être exercée.
* Le choix de rompre avec une vision linéaire de l'histoire du ser­vice social et une conception fixiste de la profession pour mettre au jour les enjeux implicites et expli­cites autour de la définition du métier d'assistante sociale, en contextualisant ses débats inter­nes, dans une perspective de com­préhension de la logique du champ social.

Après un travail empirique sur les définitions du service social, nous avons constaté la prégnance d'une rhétorique professionnelle orga­nisée autour d'un invariant : par nature indéfinissable et insaisis­sable, quant à sa production (l'aide), le métier d'assistante so­ciale reposait sur une technicité spécifique, inlassablement reven­diquée et affirmée par les profes­sionnelles.

Garder sa marge d'autonomie grâce à une part d'indétermina‑

tion plus ou moins grande, pré- *49*server l'innomable de ce métier, tout en revendiquant une techni­cité spécifique, ou bien le caracté­riser en objectivant et en codifiant les tâches et les capacités atten­dues de ses agents, voilà le di­lemme qui nous est apparu déter­minant dans l'élaboration de la profession nal ité du service social. Aprés avoir situé les origines cha­rismatiques du métier d'assistante sociale, nous avons tenté de spé­cifier un moment-clef de son his­toire, autour des années 60, quand le service social a obtenu une double légitimité : légaliste ettech-nique.

La définition dominante s'organi­sera autour d'un modèle clinique de la pratique professionnelle : le case-work qui, malgré les critiques

***Kegaz*** 7- G) ***514,- 1e5 pro\_fessioit5***

nombreuses qu'il suscite, s'impose et permet au service social d'affir­mer une technicité propre, fondée sur la relation d'aide et référée à la démarche clinique.

Partant de cette définition consa­crée, nous avons montré, com­ment, dans un double mouvement, des facteurs exogénes et endogè­nes à la profession, ont contribué, après mai 68, à déstabiliser cette définition légitime, en rendant iné­luctable sa recomposition auour de la notion de «compétence pro­fessionnelle».

**LE DILEMME D'UNE PROFESSION**

Nous avons utilisé pour notre dé­monstration, le modèle d'analyse de H. Jamous qui considère une profession comme l'objet d'un en­jeu social et le résultat d'un rap­port de forces entre les détenteurs de la définition légitime et ceux qui veulent la transformer.

C'est pourquoi, nous avons tenté de décrire les tensions qui ont traversé le métier d'assistante so­ciale, dans les années 70, grâce au rapport UT.

* (T) représente la technicité c'est à dire «le maitrisable et le commu­nicable sous formes de règles» dans un métier.
* ( I ) l'indétermination est ce qui échappe aux règles et est attribué aux qualités sociales des agents. Ainsi, le corps professionnel des assistantes sociales a été le lieu de luttes et d'enjeux entre les par­tisans de la tradition qui valori­saient les qualités sociales des agents - le métier comme art - et les autres, plus soucieux de ren­dre objectivable la production (la technicité) pour maintenir la légiti­mité de la profession dans un con­texte de rationalisation des coûts et des activités.

*50*

Le service social était organisé en un système professionnel auto-perpétué dans lequel la profes­sion détenait la maitrise totale de la formation et le contrôle de la qualité du service rendu (pratique de la supervision).

L'évolution du contexte socio-his-torique (remise en cause des sys­

tèmes idéologiques après mai 68, déclin de l'Etat-Providence, injonc­tion de rationalisation) et les trans­formations morphologiques de la profession avec l'arrivée massive de jeunes professionnelles, vont entrainer une déstabilisation des valeurs fondatrices de la culture professionnelle du service social. La nécessité d'une obligation de résultats pour maintenir sa légiti­mité comme profession va con­traindre le service social à réduire sa partd'indétermination pourspé-cifier et rendre crédible sa techni­cité.

Entre la vcolonté légitime d'un corps professionnel de sauvegar­der sa culture spécifique et le souci de continuer à être reconnue comme profession légitime dans le champ social : quelle stratégie privilégier?

C'est ce mouvement de construc­tion, déconstruction, recom-posi-tion entrepris autour des années 70, que nous avons voulu montrer, dans une profession comme le service social où le degré d'indé­termination est élevé et la techni­cité faiblement mesurable.

Lors de mutations sociales impor­tantes mettant en jeu l'équilibre des rapports de forces du sys­tème social global, elle devient l'objet d'un débat social : ce fut le cas après mai 68; c'est ce qui se passe encore aujourd'hui.

Chaque fois, le corps profession­nel doit réajuster sa définition du métier, avec le souci de rester fidèle à sa culture d'origine tout en intégrantdes valeurs nouvelles, afin de préserver sa légitimité d'inter­vention dans le champ social. Dissensions, clivages, fractures, alliances avec d'autres profes­sions sociales, recherche de mo­dèles de formation alternatifs ont marqué le service social des an­nées 70.

Compromis batard ou métissage salutaire ?

L'institutionalisation du D.S.T.S (diplôme supérieur en travail so­cial) en 1978 consacre la rupture avec un système professionnel auto-perpétué: ce diplôme supé­rieur prépare aux fonctions d'en­cadrement les professions socia­

les dominantes dans le cadre d'un dispositif de formation associant un centre de formation profession­nelle et une université.

Compromis batard ou métissage salutaire ?

En tout état de cause, le D.S.T.S signe bien la fin d'un système pro­fessionnel auto-perpetué, qui se voit contraint de rechercher un mode de légitimité externe du côté de l'Université.

Le diplôme profesionnel est re­connu de niveau maitrise et donne accès au troisième cycle.

On peut voir comment, dans le contexte des années 70, sous l'ef­fet conjoint de contraintes exter­nes et internes, les organisations professionnelles ont entrepris la recomposition de la définition du métier selon deux logiques es­sentiellement:

* soit par la mise en place de stra­tégies de maximisation de l'exis­tant en ce qui con cerne la forma­tion initiale.
* soit par la construction de straté­gies de reconnaissance sociale : en l'occurence le recours à la créa­tion d'un diplôme professionnel de niveau universitaire pour ga­rantir le degré de légitimité des cadres et, par voie de consé­quence, la légitimité de l'interven­tion sociale.

Ce livre ne prétend pas apporter de recettes dans la période diffi­cile que vit encore le service social mais aussi l'ensemble des tra­vailleurs sociaux, qui, tels des fan­tassins sont aux premières lignes face aux drames de l'exlusion so­ciale.

Il voudrait seulement montrer que la profession d'assistante sociale dont on décrit plus souvent le ma­laise ou la crise identitaire a su faire preuve d'inventivité et de créativité en «épousant le mouve­ment», comme nous y invite G. Balandier.

**A. FINO-DHERS**

Fino-DHERS, Le metier d'assistante sociale entre indetermination et technicite, 1995.

***c i e t m ge i ,t te mt a it t***

**DU PASSAGE**

**AUX BARBARES**

*A la veille de la révolution de février 1848, qui provoquera la chute de Louis Philippe, F, Ozomam - un des pionniers français du social, prônera l'alliance avec les milieux ouvriers en utilisant un slogan choc : «Passons aux barbares» (J-B. Duroselle, 1951, p. 173)\_*

Dans une lettre adressée à son ami Foisset -datée du 22/02/1848-l'auteur s'explique sur cette for­mule : «En disant passons aux barbares, je demande... que nous nous occupions du peuple, qui a trop de besoins et pas assez de droits, qui réclame avec raison une part plus complète aux affai­res publiques, des garanties pour le travail et contre la misère,... Passerdu côté des barbares, c'est-à-dire du camps des rois, des hom­mes d'État de 1815, pour aller au peuple».

Cent cinquante ans plus tard (ou presque), cette problématique du «passage aux barbares» reste d'actualité : En effet, souhaitant rompre avec la charité scientifi­que, des professionnels du social aspirent, aujourd'hui, à une redé­finition de leur rôle. S'engagerdans dans cette voie s'avère d'autant plus difficile que la culture domi­nante, tend à occulter les expéri­mentations antérieures, qui ont poursuivi le même type de pers­pective. Sans aucunement pré­tendre à l'exaustivité, nous exhu­meront, ci-après, deux exemples significatifs qui méritent toute l'at­tention de ceux qui entendent avancer dans l'élaboration d'un «projet alternatif pour le travail social.». (Voir l'article de P. Starck et *J.* J. Deluchey, in Les ASH du 19/05/95).

**LE MOUVEMENT  
DES SETTLEMENTS**

C. Bachmann etJ. Simonin (1981) rappellent, qu'au moment de sa

professionnalisation, le travail so­cial sera traversé par deux orien­tations opposées : «Dès le 19ème siècle dans le monde anglo-saxon, une double problématique se cris­tallise, et tout au long du siècle suivant, on retrouve sous diver­ses formes,le débat des origines. D'un côté l'approche psycho-mé­dicale ; de l'autre, le cadre socio-politique. Entre les deux, un mou­vement de va-et-vient, d'entrecroi­sement, d'échanges» (C. Bachmann et J. Simonin, 1981, p137).

L'approche psycho-médicale con­courra au développement des théories et pratiques de l'assis­tance (encore dénommée charité scientifique) telle que le baron de Gérando l'avait esquissée dans son ouvrage précurseur» le visite ur d u pauvre» (1820) : Selon ce dernier, une action d'aide sociale néces­site au préalable un examen méti­culeux des besoins du pauvre. Par ailleurs, et surtout l'octroi d'aide doit être subordonné à la normali­sation des manières d'agir du bé­néficiaire. Comme le précise R. Castel (1995), dans l'esprit de ce philanthrope», le service octroyé doit être un outil de relèvement moral...» (R. Castel, 1995, p248). A l'opposé, l'orientation «socio-po-litique» contribuera à l'émergence, entre autre, du mouvement des settlements :

Dès 1860, F. Maurice -étudiant à l'Université de Cambridge- créera le premier «Working men College», au sein duquel des étu­diants de Cambridge organisaient des cours pour les ouvriers durant

les vacances universitaires. D'autres, comme Denison ou A. Toynbee, tous deux élèves d'Ox­ford, suivirent la même voie le premier s'installa dans l'East End (1867) et le second à White Chapel (1875), quartiers populaires de Londres. Leur décès prématuré mit fin à ces expériences pionniè­res.

Il faudra attendre 1885 pour que le Pasteur Barnett et son épouse s'installent à White Chapel et créent le premier settlement, ouvert tout au long de l'année : en hommage à l'étudiant d'Oxford, précurseur en ce domaine, cette institution prit le nom de «Toynbee Hall». L'idée fondamentale de Barnett était, d'une part, d'ouvriren permanence les «universités populaires», ini­tiées par les étudiants d'Oxford et Cambridge et, d'autre part, de dé­velopper des formes d'aides mul­tiples en direction des habitants des quartiers populaires. Cette perspective séduira de nombreux jeunes bourgeois désireux de se rapprocher du peuple.

L'initiativefît école et attira de nom­breux visiteurs dont l'Américaine J. Addams, mais aussi le Français Costa de Beauregard. A son re­tour aux U.S.A, J. Addams et son amie E-G. Starr ouvrirent un settlement dans un quartier popu­laire de Chicago, au cours de l'an­née 1889. Elles avaient été de­vancées par S. Coit et Ch-B. Stover, qui créèrent le «Neighborhoob Guild» à New-York en 1886. Dix ans après ces initiatives pionnières, on comptait environ 74 settlements sur le terri‑

*51*

***ci et* Pt *te* it *t***

toire américain. Par la suite, leur nombre ne cessera d'auguemen-ter.

En France, au cours de l'année 1896 et après sa rencontre avec le marquis de Beauregard, J. Gahery ouvrit la première résidence so­ciale au 36, rue du Chemin vert (Paris 11 arrondissement), dans l'un des quartiers les plus populai­res de l'époque (Cf. **R.H** Rupp et *A,M* Guerrand,1978). Cependant, et contrairement à ce qui se pas­sait aux USA, au début du 20ème siècle, moins de 10 structures de ce type fonctionnaient.

Ale différence du courant de «cha­rité scientifique», le mouvement des settlements proposera des ser­vices plutôt que des secours finan­ciers et, par ailleurs, s'engagera dans une dynamique réformiste s'appuyant sur une connaissance sociologique de la condition ouvrière. Comme le souligne, J-F. Médard « tout en animant cette oeuvre d'éducation populaire, ils s'identifièrent avec le quartier, en étudiant ses besoins (Charles Booth - Life and Eaborofthe people of London) et surtout en partici­pant à ses luttes sociales» (J-F Médard, 1969, p232). En Grande-Bretagne, notamment, le «settlement movement» entretien­dra des relations privilégiées avec le mouvement de réforme sociale,animé par la gauche bri­tannique.

52 **J.** Addams (principale «théori‑  
cienne «américaine de ce mouve­ment) considérait que «le settlement... est un effort expéri­mental pour aider à la solution des problèmes sociaux et industriels qui sont engendrés par les condi­tions modernes de vie dans la grande ville « (J. Addams, 1961, p 98). J-F. Médard précise à ce pro­pos : «les pionniers des settlements, Jane Addams en tête, furent les premiers à lutter avant même les syndicats, en faveurdes lois sur le salaire minimum, pour l'abolition du travail des enfants, la protection des femmes, et la sécu­rité sociale... Tout en s'attaquant aux problèmes sociaux au niveau du quartier, ils comprenaient bien que ce n'était pas suffisant et qu'il fallait agir aussi au niveau de la

ville, des États et au niveau natio­nal. « (J-F. Médard, 1969, p234). S. Alinsky et l'approche commu­nautaire conflictuelle

Historiquement plus proche, les théories et pratiques de S. Alinsky (1909/1972); s'incrivent aussi dans cette problématique du «passage aux barbares» (Alinsky, 1972, p. **10).** Dès le début des années 40, il s'investira, en effet, dans l'organi­sation des habitants du Back of the Yard (quartier misérable de Chi­cago). Ainsi, débuta sa «carrière» dans une forme originale de travail social.

En 1940, il crée l'Industriel Areas Fondation (I. A. F). Soutenu par certains membres de l'Eglise ca­tholique, et financé par Marshall Field - directeur du plus important magasin de la ville de Chicago- Il A. **F.** se donnera pour perspective d'aider des groupes et des organi­sations à démarrer. Alinsky pu­bliera un premier ouvrage en 1946 -Reveille for radicals-. Au cours de plus de trente années d'activisme, il favorisera l'auto-organisation de nombreuses minorités. Il soutien­dra notamment César Chavez et les chicanos californiens dans leur projet d'organisation.

Enfin, au cours de l'année 1968, il fonde un institut de formation (I. A. F. Institute) grâce à des finance­ments de la fondation Ford et de la Midas Muffer Company. Peu après la publication de son second ouvrage -Rules for Radicals, mai;1971-, Alinsky décède préma­turément.

Dans ses deux ouvrages, Alinsky expose sa philosophie et sa mé­thode d'intervention, illustrées de multiples exemples. Sans pour autant prétendre épuiser le sujet, on se limitera ici à présenter les points principaux de l'approche dénommée «communautaire et conflictuelle» (en opposition à l'ap­proche communautaire consen­suelle développée par M. Ross notamment) :

L'auteur et ses collaborateurs sont convaincus que les règles du jeu social sont totalement inadaptées et ne peuvent régler de façon juste et intelligente les problèmes de vie quotidienne de la majorité des

gens. Ils se méfient aussi des «ré­volutionnaires» considérés comme des «raisonnailleurs». Plutôt que l'attente du «grand soir», le prag­matisme alinskien préfère l'action ponctuelle, limitée qui aboutit à un résultat concret dans un délai ra­pide.

Se définissant comme un «radi­cal» (aux USA, [e radicalisme se rapproche plus de ce que nous définirions en Europe par mou­vance gauchiste ou libertaire), Alinsky considère que sa tâche (et celle des travailleurs sociaux qu'il formera) est de se préoccuper «des causes fondamentales plutôt que de leurs manifestations courantes. Il (le travailleur social) concentre son attaque au coeur des problè­mes.» (Alinsky,1946, p80). Il re­proche par ailleurs aux travailleurs sociaux leurs pratiques norma­lisantes : «Ils (les travailleurs so­ciaux) viennent pour adapter les gens ; les adapter de façon à ce qu'ils viventen enferet qu'ils aiment çà par-dessus le marché.0 ne forme plus élevée de trahison so­ciale est difficile à concevoir, et pourtant cette infamie est perpé­tuée au nom de la charité» (1946, p83/84).

A la différence du «settlement movement», Alinsky entend uni­quement favoriser l'émergence d'organisations populaires puissan­tes ; Sorte de «syndicats locaux» qui, à terme, soient susceptibles de gérer des initiatives diverses et de s'opposeraux pouvoirs en place. La méthode d'intervention se ré­vèle être relativement simple, tout au moins sur un plan strictement théorique : à la demande d'une communauté ou groupe (ex: habi­tants d'un quartier), l'organisateur va travailler à l'auto-organisation des membres de cette forme so­ciale en s'appuyant sur un pro­blème particulier (ex: l'insalubrité des logements). Au fil des actions que mènent le groupe (ou la com­munauté), l'organisateur veillera à ce que ce dernier renforce son assise et son influence, notam­ment vis à vis des instances de pouvoir préexistantes (ex. : les instances municipales) - «La pre­mière tâche, c'est de raviver l'es­poir et de faire ce que chaque

***Ici et mainte t***

organisateur a toujours fait par­tout, quelle que fût la classe so­ciale : communiquer les moyens et tactiques qui donneront aux gens le sentiment qu'ils détien­nent les instruments dupouvoir, et qu'ils peuvent désormais faire quelque chose» (Alinsky, 1971, p240).

|  |  |
| --- | --- |
| *Aue-4ae<e›.* | *freeed‑* |

Addams (J.), Maps and Papers , Edition Peters J and sons, Chicago 1895

Alinsky (S.), Le manuel de l'animateur social, édition du Seuil, Paris, 1976 (édition originale 1971) : Reveille for radicals, édition University of Chicago Press, Chicago, 1946

Bachmann (C.) et Simonin (J.),Changer au quotidien, édition Etudes vivantes, Paris,1981

de Beauregard Costa, La charité sociale en Angleterre; édition Plon, Paris 1896

Duroselle (J-.B.), les débuts du catholicisme social, édition PUF, Paris, 1951

de Gerando, Le visiteur du pauvre , Paris, 1820

Hess (R.), La sociologie d'intervention , édition Put Paris 1981

Guerrand (R.-H.) et Rupp (M.-A.), Brève histoire du service social, édition Privat, Paris,1978

Médard (J.-F.), Communauté locale et organisation communautaire aus Etats Unis , Cahier la FNSP, édition A.Colin, Paris, 1969

Ozonam (F.), lettrres de.., édition J de Gigord, Paris,1925

Savoye (A.), Les débuts de la sociologie empirique, édition Méridiens ; Paris, 1994

A l'opposé de l'action communau­taire consensuelle, ici le conflit est moteur de l'ensemble de l'entre­prise : Selon Alinsky,et de ma­nière plus générale, «le conflit est le coeur même d'une société libre et ouverte» (Alinsky, 1971 p121). Alinsky ne s'embarrasse pas de questions afférentes aux moyens mobilisés dans le cadre du ou des actions entreprises. A la manière de Malcom X., il est retenu ici le recours à tous les moyens néces­saires pour peu qu'ils puissent per­mettre d'obtenir la fin. L'auteur est d'ailleurs particulièrement précis à propos de cette question : «Dès que l'on réfléchit au changement social, la question des fins et des moyens se pose. L'homme d'ac­tion l'envisage sous l'angle prag­matique et stratégique. La seule chose qui lui importe est de voir si la fin n'est pas trop ambitieuse et vaut la peine d'être poursuivie et si, d'autre part, les moyens dont on dispose lui permettront de l'at­teindre. Dire qu'un moyen corrompt la fin revient à croire à une sorte d'immaculée concep­tion de la fin et des moyens... Dans l'action, on ne jouit pas for­cement du luxe de pouvoir pren­dre une décision qui, à la fois, plaise à notre conscience et serve l'humanité. Il faut alors choisir le bien de l'humanité.» (Alinsky, 1971, p87). Particulièrement ex­plicite, cette citation ne mérite pas plus de commentaire.

Selon l'auteur, la mise en oeuvre de cette méthode ne nécessiterait pas la maîtrise de compétences particulières, si ce n'est celle de la communication : «un organisateur peut manquer de n'importe la­quelle des qualités que nous avons décrites et être quand même effi­cace et réussir dans son travail. Il y a une exception : il doit maîtriser l'art de communiquer « (Alinsky, 1971, p141). PourAlinsky, la com­

munication se définissant de la manière suivante : «il y a commu­nication avec les autres quand ils comprennent ce que vous essayez de leurfaire saisir» (Alinsky, 1971, p141).

Cette capacité à communiquer avec autrui étant d'autant plus fon­damentale que les premières tâ­ches concrètes de l'organisateur sont d'une part d'appréhender le point de vue de ses interlocuteurs et d'autre part de transmettre les moyens ettactiques de reconquête du pouvoir (communiquer les moyens et les tactiques qui don­neront aux gens le sentiment qu'ils détiennent les instruments du pou­voir, et qu'ifs peuvent désormais faire quelque chose» (Alinsky, 1971, p240).

Elaborées et expérimentées dans des contextes socio-historiques spécifiques, aucune de ces initia­tives n'est, à proprement parler, reproductible à l'identique. Cepen­dant, et au-delà de leurs particula­rités, ces expérimentations pré­sentent des caractéristiques com­munes d'un intérêt certain pour notre réflexion. Elles ont en com­mun, en effet, d'avoir :

- porté un «autre» regard sur ceux que l'on dénomme habituellement

les «usagers». Rompant avec les théories psycho-médicales, les pro­moteurs de ces initiatives ont cessé de voir en leurs interlocuteurs des «gens à problèmes» (culturel­lement handicapés ou psychique-ment perturbés) qu'il s'agissait de réadapter ou rééduquer. De ma­nière beaucoup plus pragmatique, ils les ont considéré comme des personnes confrontées à des pro­blèmes de vie quotidienne.

* établi des alliances avec les po­pulations concernées. De manière différente, le «passage aux bar­bares» -selon la formule de F. Ozonam- s'est délibérément opéré.
* favorisé le renforcement du pou­voir des populations «exclues» et la transformation de l'ordre social. Concernant ce derniers point, ll s'agit là d'une rupture essentielle avec les perspectives norma­lisantes du travail social dominant, vivement critiquées par S. Alinsky. Peut-être sont-ce là les caractéris­tiques fondamentales d'une autre forme de travail social, qui, aujourd'hui, fait cruellement dé­faut.

**Jean-Jacques DELUCH EY**

53

**Q r *t5* e *t e". 14 L t Toi* e-e5**

**UNE IMAGE VIDEO**

**COMME TEMOIN D'UNE**

**REALITE SOCIALE**

*«J'ai été abusé* par *des rapports de police inexacts. Je suis extrêmement choqué par le film qui montre une intervention apparemment sans raison. Il n'y a pas de doute sur le bien fondé des protestations. Des CRS sont intervenus dans un quartier où ils n'auraient pas dû le faire et dans des conditions inadmissibles». Déclaration du préfet Desmet après les* événements d'Amiens. Nov.94.

*A l'heure où l'on parle des nouvelles technologies de communication, et plus particulièrement des autoroutes de l'information, permettant de faire voyager le son, le texte, les images. Arrêtons-nous instant sur un moyen de communication accessible à tous, vu que son*

*utilisation de base ne nécessite pas de connaissances techniques énormes : la caméra video.*

|  |  |
| --- | --- |
| **54** |  |

A partir de quelques faits divers, nous allons tenter de montrer, comment des images filmées souvent à partir d'un support vi­déo et utilisées à bon escient peuvent témoigner de façon déterminante d'un fait social.

On a vu récemment à la cité de Fafet, à Amiens-Nord (France), dans la nuit du 13 au 14 novem­bre 94 comment l'intervention policière au gaz lacrymogène au cours d'une soirée d'anniver­saire organisée par des filles de la cité a entrainée des émeutes.

Mais ce qui aurait pu rester ba­nal, une «provocation» de plus

des jeunes face aux policiers selon la version officielle, rebon­dit dans l'actualité une semaine plus tard, grâce un film vidéo «amateur» rendu public et dif­fusé par la suite dans les jour­naux télévisés. Elle ontredisait cette version officielle des faits, obligeant le préfet Desmet à faire le démenti suivant: «J'ai été abusé par des rapports de po­lice...».

Sans ce vidéaste amateur (fran­çais de souche), on aurait rien su de la brutalité policière à l'en­contre des jeunes de la commu­nauté harki.

Cette affaire n'est pas sans rap­peler une autre beaucoup plus dramatique il y a de cela trois ans un tribunal a acquitté qua­tre policiers blancs qui avaient tabassé Rodney KING, un auto­mobiliste noir, pour excès de vitesse, et ce malgré la bande vidéo diffusée montrant les ima­ges accablantes pou r les auteurs de cette exaction. Résultat : les émeutes de Los-Angeles (1), et dans d'autres villes, avec un bi­lan de 58 morts.

Un autre fait divers vient illustrer notre propos : Il s'agit du mys­tère du loup de Senonges; après

**r *t e t Cu l tu r e 5***

avoir vu le film vidéo amateur, [es habitants de cette ville se sont rendus compte des méfaits du loup.

Notre société médiatisée a ainsi recours de plus en plus à des images comme preuve ou faire valoir à des discours devenus peu crédibles. Après les médias, on voit maintenant le citoyen s'approprier cet outil pour im­mortaliser un monde en train de se faire devant lui. Il arrive même que les médias dans les grandes villes américaines fassent appel à des cameramen indépendants, ou que ces derniers proposent leur films aux télés (2). Ainsi, ils se livrent à une course contre fa montre avec la police et les chaî­nes de télés pour arriver les pre­miers sur le lieu du crime.

Car au-dé[à de l'aspect scoop (audimat oblige!) se pose le pro­blème de la Lecture objective des images et l'analyse de cel­les-ci, tâche que les médias n'exécutent plus souvent (nous n'entrerons pas ici dans les dé­tails). Submergés par ces ima­ges qui nous viennent du monde entier, les téléspectateurs se lais­sent souvent avoir, lorsqu'ils ne sont pas simplement manipu­lés. Pour illustrer nos propos, nous citerons quelques exem­ples: le faux charnier de Timisoara, la couverture de la guerre du golfe, la fausse inter­view de Fidel Castro par Patrick Poivre D'Arvor; enfin nous ap­prenons dans «Libération»(3) que l'agence Reuter a transmis à ses abonnés une photographie d'un individu vêtu comme Fidel Castro en tenue militaire fumant son cigare devant la résidence de la Reine du Danemark. Cette photographie a été publiée dans la presse comme étant le vrai Castro, or ce n'était pas lui.

Il nous semble que ces dérapa­ges, pour ne pas parlerde fautes professionnelles graves, ne cho­quent plus beaucoup. Et donc, «Personne ne bronche, tout est permis ...» comme l'a écrit Ed­

gar Roskis, (journaliste-ensei­gnant) dans son article (4). D'autant plus qu'il n'existe prati­quement pas de gardes-fous ni au niveau des chaînes- la ten­dance serait plutôt de se couvrir-ni de la part du CSA.

De toute manière le «grand pu­blic» n'a aucun moyen de pres­sion sur les chaînes sinon celle de pratiquer le zapping ou de ne pas allumer sa télé.

Enfin, on entend souvent des gens dire «on vit dans un monde d' images» et par conséquent pour convaincre, il faut utiliser des images. Le danger, de notre point de vue, réside dans le fait qu'on concède à l'image, une propriété qu' elles n'a pas. Une image seule n'est pas une vé­rité.

A plus forte raison, quant elle est détournée de son objectif comme cela arrive dans le cas de vidéo-surveillance.

**NOTRE VIE  
QUOTIDENNE  
FILMEE**

Présentée par les uns et les autres comme un outil pouvant assurer la sécurité, les banquiers l'utilisent. La RATP, les maga­sins, des villes comme Levallois Perret, Paris (dans certains quer-tiers)et les entreprises ont trouvé dans la vidéo-surveillance un vrai outil de contrôle, un auxi­liaire de police, que «Charlie Chaplin et Fritz Lang avaient prévu dès 1930 dans les Temps modernes et Métropolis; le phé­nomène est généralisé. Durée de travail réelle, productivité, ef­ficacité des salariés, tout cela peut-être vérifié, ainsi que les appels téléphoniques personnels consignés dans la mémoire in­formatique du central»(5).

En matière économique, des chefs d'entreprises reconnais­sent que des bénéfices ont été realisés avec l'instauration de la vidéo-surveillance. Arrivée sur

le marché depuis quelques an­nées des vidéo-conférence, vi­déo-réunion, vidéo-phonie... Baisse considérable des frais de missions des entreprises. Un exemple: «Le coût de déplace­ment d'un cadre de Paris à To­kyo pour une réunion de 6 heu­res revient à 40 000 francs, alors que l'utilisation de la vidéo-con­férence reviendrait, pour le même résultat, à 16000 francs» indique-t-on chez EGT (6). Même constat en ce qui con­cerne les utilisateurs du réseau Internet, au niveau du gain en temps et de l'économie en frais de recherches.

Mais cet aspect des choses ne doit pas masquer l'essence même de notre existence, nos libertés fondamentales. Pour­tant, celles-ci sont souvent ba­fouées en matière de vidéo-sur­veillance. Si on examine des cas comme l'a fait la revue Science et Vie (7) où cette tech­nique est utilisée comme preuve dans des procès de vols commis par les employés d'une entre­prise, on constate que les diffé­rents jugements et arrêtés prd-nonces sont contradictoires d'un tribunal à l'autre. Dans un cas, la cour rappelle que l'article 9 du Code civil précise en effet que «chacun a droit au respect de sa vie privée». «Disposition renfor­cée par l'article L 432-2 du Code du travail, qui confirme que tout moyen de surveillance dans l'en­treprise doit faire l'objet d'une information des salariés. Tandis que dans l'autre cas la cour dé­clare que,»compte tenu des pos­sibilités de montage et de tru­cage qu'offre l'évolution des techniques, ce document ne pré­sente pas des garanties suffi­santes d'authenticité, d'impar­tialité et de sincérité concernant tant sa date que son contenu, pour qu'il puisse être considéré comme probant». On voit très bien que tout est question de lecture et d'interprétation des images selon les contextes.

55

**ANNONCES**

Au-delà des cas extrêmes, quelle attitude adopter ? A cette ques­tion, nous serons tentés de re­commander une certaine vigi­lance et le renforcement de notre rôle de citoyen actif et critique dans la cité. En d'autres termes faire entendre sa voix, saisir le CNIL lorsque l'utilisation des images nous paraît douteuse.

*COLLOQUE*

*L'Association Internationale de Développement et d'Action Com­munautaires*

*«AIDAC» organise en collabora­tion avec la Province de Hainault, son prochain Colloque Interna­tional à Louvain-la-Neuve (8), du 22 au 26 janvier 1996. //sera axé sur le thème «Démocratie et Dé­veloppement».*

*Pour tout renseignement : AIDAC-179, rue Débarcadère B-6001 Marcinelle. Tél : (0)71/44 72 78 - Fax (0)71/47 11 04*

*COMMUNIQUE*

*La Confédération Française des Professions Sociales tient à in­former ses lecteurs qu'elle s'adresse désormais à tous les praticiens du travail social, per­sonnes physiques, exerçant une profession sociale reconnue. Jus­qu'à présent, la C.F.P.S., créée en 1950 sous l'intitulé de Fédéra­tion Française des Travailleurs Sociaux, ne regroupait que des personnes morales : associa­tions, fédérations, syndicats pro­fessionnels d'assistants sociaux, d'assistantes maternelles, de conseillers en économie sociale familiale, de délégués à la tutelle, d'éducateurs de jeunes enfants, d'éducateurs spécialisés, de tra­vailleuses familiales ...*

*La C.F.P.S. est d'abord un lieu de réflexion pluri-professionnel, avec des Commissions d'Etude largement ouvertes. Elle inter­vient dans différentes instances et son bulletin interne, La Lettre de la C.F.P.S., transmet des in­formations sur les missions, les fonctions, les formations et sta­tuts des partenaires de l'action sociale.*

*Pour tout renseignement : C.F.P.S. 47, rue de l'Université 75007 Paris*

*Té! : 45 49 27 40*

*COMMUNIQUÉ*

*Le service de documentation de promotion et rationalisation de l'information sociale, médico-psy-chologique et éducative (PRISME), organisme producteur*

*de la base de données PRISME nous informe qu'il participe à l'éla­boration d'un projet d'un réper­toire de périodiques du secteur social.*

*La base de données PRISME contient plus de 30 000 référen­ces d'articles de revues, de mé­moires, de livres, interrogeables par mot-clés : type de documents, date, titre de revue et auteur. Consultation de cette base se réalise* par *Minitel : 3617 code PRISME*

*Prisme organise aussi des ses­sions-stages de documentation. Pour tot renseignement : Asso­ciation PRISME 44, rue de Mont­morency*

*75003 Paris-Tél : (1) 42 74 44 70*

*JOURNÉE  
D'ÉTUDES*

*Institut des Sciences de la Fa­mille organise une session en trois journées (3-5 Juillet 1995) concernant L'éducation affective en milieu scolaire*

*De plus en plus évidente est l'ur­gence de la mise en oeuvre d'une véritable éducation affective et sexuelle. Face au problème du SIDA, le gouvernement est en train de mettre en place une édu­cation sexuelle, intégrée dans les horaires,* au *collège.*

*La question qui se pose est la suivante : Comment* ce *même lieu (établissement scolaire), ne serait-il pas aussi un lieu d'édu­cation affective ? Toutes les dis­ciplines sont concernées par ce sujet : littérature, philosophie, art, histoire, biologie, droit, éduca­tion, physique..., sans oublier les lieux comme aumônerie ou infir­merie.* Cette *session a pour but de permettre une première ap­proche de la diversité des dimen­sions impliquées, pour tous ceux qui veulent innover, ou tout sim­plement faire face à leur respon­sabilité éducative, en* ce *ce do­maine trop souvent encore en friche.*

*Pour se procurer une documentalon concernant le pro­gramme, s'adresser à : Institut des Sciences de la Familles 30, rue Sainte-Hélène 69002 Lyon Té! : 78 92 91 24*

Cependant, en ce qui concerne notre rôle face aux média, il se­rait souhaitable de créer, sinon de renforcer, des associations de téléspectateurs en vue de faire valoir une autre opinion, le cas échéant, que celle des «médiamonopoles»-groupes fi­nanciers- qui prennent de plus en plus de pouvoir en imposant ainsi leur vision du monde. Cette vi­sion correspond à ce que Ignacio Ramonet dénonce dans Le Monde Diplomatique, en parlant de «la pensée unique»(8).

Nous avons essayé de montrer dans cet article, à travers quel­ques faits divers comment, en tant que citoyens, nous sommes impliqués par des images, que celles-ci ont parfois des statuts différents selon les interpréta­tions. Qu'il faudrait développer notre esprit critique, comme fon­dement de tout travail de ré­flexion.

**Damien MABIALA**

*56*

1. MABIALA (D.), «Los-Angeles, la rue rend la justice» in PEPS n° 39,1992, p. 52-54.
2. EUDES (Y.), «Une nouvelle race de chas­seurs d'images», Le Monde Diplomatique, octo­bre 1993, p.26-27.
3. CAUJOLLE (C.), «Peut-on échapper à son image 7», Libération du 22 mars 1995, p. 47.
4. ROSKIS (E.), «Journalisme et Vérité, Images truquées», Le Monde Diplomatique, Janvier 1995, p.32. Pour une analyse plus fine des médias, lire: M. Collon, Attention Médias, éd: EPO, Bruxelles, 3 édition, 1994.
5. RAMONET (I.). «Les nouvelles armes du contrôle social, Citoyens sous surveillance», Le Monde Diplomatique, Mai 1994, p. 1, 15 et 20.
6. Cf. «La vidéophonie, une économie pour l'entreprise»: Le Journal du Téléphone, n°42, Janvier 1995.
7. LORENZINI (F.), «Puces, Fichiers et Vidéo: Comment on vous surveille» in Science et Vie, Mensuel n°927, décembre 1994, p. 114-121.
8. Ramonet (I.), «La pensée unique», Le Monde Diplomatique, janvier 1995, p.1.

**REVUE DES LIVRES**

*Rubrique préparée par Esfandiar ATTARAN*

**LA CULTURE HIP-HOP**

PAR : HUGUES BAZIN, DESCLEE DE  
BROUWER, 1995, 305 P.

*Mais qu'est-ce que la culture Hip-Hop au juste ?*

*La réponse à cette question l'auteur nous décrit* ce *melting-pot de tous les arts, et entre autre, un véritable brassage de la culture de banlieue.* Ce *qui en fait non seulement sa force mais surtout sa richesse.*

*Tout se concentre autour de trois grands axes que sont la musique, la danse et le graphisme. Ainsi, du rap au tag en passant par une pointe de smurf, on découvre, on apprend ce qui* a *été, ce qui est et ce qui sera la fameuse «révolution Hip-Hop» !*

*Le Hip-Hop est né en 1982-1983 avec notamment ces danses électriques «le smurf», ou acrobatiques «le break-danse» qui déchaînaient ados et plus grands et qui comptaient de fervents adeptes. Même si à l'heure actuelle, elles sont moins médiatisées, elles n'en sont pas pour autant moins pratiques.*

*Le Tag, quand à lui, a commencé à surgir sur les murs autour des années 1985-1986 et ne cesse de se propager !*

*Concernant le Graff, il se précise, les lettrages sont moins timides, plus persuasifs, peut-être plus vio­lents aussi.*

*Enfin le Rap s'affirme. Autour de Dee Nasty, plu­sieurs groupes voient le jour et l'on commence vraiment à connaître la culture Hip-Hop à travers ces jeunes qui ont des choses à dire et qui ont cette manière «audacieuse» de les dire. Ils sont porteurs d'un message, ils dénoncent ce que beaucoup refusent de voir et refusent d'accepter.*

*La banlieue vit, la banlieue danse, elle ne fait pas que «déchirer les murs», les salir comme disent certains. Et c'est malheureusement trop souvent ce côté qui ressort pour caractériser tous ces jeunes, tous ces épris de vie, ces assoiffés de créativité.*

*Mais si les gens essayaient de décrypter ce qui est écrit sur les fresques qui habillent les voies de chemin de fer! S'ils essayaient de comprendre les graff qui décorent les murs ternes et tristes de la «cité», on ferait un pas de géant !*

*Cet ouvrage est un énorme balayage de tout ce qui fait la culture Hip-Hop. Il jette un oeil concret sur ce qui est d'habitude pointé du doigt de façon péjora­tive.*

*ne faut pas ignorer ce qui nous entoure, il ne faut pas fermer les yeux sur la réalité, c'est ce qu'a fait Hugues BAZIN de façon brillante en pénétrant en banlieue, dans les cités, en côtoyant tous ces jeu­nes qui lui ont fait découvrir et apprécier leur culture qu'il nous retransmet dans son ouvrage.*

*C'est une invitation au voyage vers le Hip-Hop que je vous fait en vous conseillant vivement de vous plonger dans cette lecture pour découvrir ou sim­plement en savoir plus sur ce phénomène de so­ciété. Et regarder d'un oeil neuf le décordans lequel nous vivons tous* et *qui tente de nous lancer un appel, un SOS, auquel nous sommes malheureu­sement encore trop imperméables.*

*Mais peut-être qu'enfin le message va être décodé et pris en compte.*

***Céline CUIRASSIER***

**DEVENIR EDUCATEUR, UNE AFFAIRE DE FAMILLE**

PAR : ALAIN VILBROD, ÉD. L'HARMATTAN, COLL. LOGIQUES SOCIALES

*Pour quelles raisons devient-on éducateur ou édu­catrice? A entendre les intéressés, leur arrivée dans le métier serait plutôt affaire de hasard et de circonstances fortuites.*

*Ici, ils auraient pris pied sur le terrain de l'Éducation Spécialisée à la suite d'une discussion avec un ami de rencontre ; là, ils auraient saisi au vol une opportunité sans vraiment avoir auparavant un pro­jet arrêté. D'après l'auteur en y regardant de plus près, on découvre pourtant qu'une telle orientation doit finalement assez peu* à ce *hasard évoqué, à cet «ineffable» convoqué.*

*L'auteur a interrogé plus de huit cents éducateurs et éducatrices et au-delà de leurs récits de mémoire, ne tarde pas à se profiler alors l'influence de tout ce que les uns et les autres ont reçu de leurs familles.*

*Ainsi cet ouvrage se propose-t-il d'élucider les dé­terminants de ce que l'on pourrait appeler «un choix sous contrainte» alors qu'en filigrane apparaît une analyse documentée des multiples arcanes de la mobilité sociale.*

57

*Un livre à consulter pour les futurs éducateurs.*

**CAHIERS D'INGENIERIE  
SOCIALE,**

PAR : CENTRE DE RECHERCHE SUR LES  
DYNAMIQUES INTERCULTURELLES (UNITE  
DE RECHERCHE ANTHROPOLOGIE  
APPLIQUEE, UNIVERSITE DE TOURS,  
COLLEGE COOPERATIF (PARIS), EDITION  
L'HARMATTAN

*ll est devenu banal aujourd'hui de disserter sur la disparition des idéologies voire même sur la «fin de l'Histoire». A ceux qui disséquaient* avec *volupté la*

**REVUE DES LIVRES**

*faillite des «socialismes réels» les observateurs les plus lucides des économies de marché n'ont eu aucune* peine à *démontrer que les Pays du «capi­talisme réel» sont eux aussi fort loin d'incarner les valeurs généralement attribuées au libéralisme dont ils se réclament.*

*En bref, on se trouve aujourd'hui - au Sud comme au Nord - sans «modèle global de société» mais pas nécessairement sans expériences sociales qui sur la longue durée ont fait la preuve que sans avoir l'ambition de changer la société, elles sont toutefois parvenues à changer des sociétés. En d'autres termes, si «le développement du sous-développe­ment» est à l'échelle mondiale un phénomène in­contestable, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas ­et ceci dans tous les Pays - des expériences réus­sies d'enrayage du sous-développement qui peu­vent servir de sources d'inspiration à tous ceux qui - proches ou lointains se heurtent à des problèmes similaires.*

*D'où l'idée d'une revue qui aurait pour ambition à la fois de «réhabiliter» les expériences qui paraissent les plus significatives et de faire une place à celles qui semblent aujourd'hui les plus prometteuses quel que soit le secteur où elles se développent (développement rural, aménagements hydro-agri-coles, gestion des terroirs, technologies appro­priées, organisations des producteurs, santé et maîtrise de la fécondité, développement des quar­tiers urbains, etc.).*

*Ainsi peut-on espérer, en comparant systématique­ment les expériences de transformation sociale de longue durée, ayant clairement explicité leurs hypo­thèses de départ et enregistrer régulièrement le déroulement de l'action découvrir des régularités qui permettront de dégager les fondements de véritables ingénieries sociales.*

**BANLIEUE, VILLE,  
LIEN SOCIAL**

*58*

REVUE PUBLIEE PAR L'UNIVERSITÉ PARIS VIII

*Le numéro 4 de cette revue comporte le dossier du colloque du 15 Décembre 1994 intitulé : Le local en questions, le sens de* la *préférence au local*

*Une manifestation organisée par Comitécle liaison des Comités de bassin d'emploi de l'UniversitéParis Vlll et de Profession Banlieu réunissant à Saint-Denis des chercheurs, des élus et des profession­nels.*

*Ce numéro inclut aussi les travaux d'un séminaire sur L'économie en banlieue organisépar le GRASS (IRESCO-CNRS) et le département sociologie de PARIS Vlll dans le cadre du programme «Réseaux productifs et territoires urbains» du Plan Urbain,*

*ainsi que quelques articles consacrés à la Santé qui complètent le dossier paru dans les deux précédents numéros de cette même revue. Un ouvrage très intéressant à consulter pour les travailleurs so­ciaux.*

*Pour tout renseignement : Banlieue, Ville, Lien Social, Université Paris VIII 15, rue Catulienne 93200 Saint-Denis Tél : 48 20 34 60*

**L'OBSERVATOIRE**

REVUE D'ACTION SOCIALE  
ET MEDICO-SOCIALE.

*Le dossier de ce bimestriel (N°1-2/1995) est consa­cré à La violence et les femmes sous ses différents aspects : Historique, physique et sexuelle, causes de la violence familiale, droits des femmes victimes de violence, etc.*

*On trouve aussi des articles abordant d'autres su­jets tels que :*

*Drogue (prévenir autrement), consommation de drogues, le syndrome de West, enfance en dé­tresse du Tiers-monde, enfants de Roumanie, coeurs sans frontière...*

*Pour tout renseignement : L'observatoire, 30, rue des Augustins 4000 Liège*

*Té/ 041/23 08 08 (ext. 412)*

**JOURNAL DU DROIT DES JEUNES**

REVUE EDITEE FT DIFFUSEE PAR  
L'ASSOCITION JEUNESSE ET DROIT AVEC  
L'APPUI DE L'INSTITUT DE L'ENFANCE ET DE  
LA FAMILLE (1.D.E.F.).

Ce *journal tient à informer tous les mois les tra­vailleurs sociaux des legislations, de la jurispru­dence récente, de l'actualité juridique et sociale au sujet de l'école, de la famille, des institutions d'aide à l'enfance ou de protection judiciaire d'aide à la jeunesse, des extraits du Journal Officiel, du Bulle­tin des questions parlementaires, de l'insertion pro­fessionnelle.*

*Pour tout renseignement : Contacter Françoise Vallée*

*Journal du Droit des jeunes 16, Passage Gatbois 75012 Paris*

*Té! : 05 90 77 07 (Numéro vert).*

|  |
| --- |
| L'association Paroles et Pratiques Sociales est née en 1982 de la nécessité ressentie par un groupe de travailleurs sociaux de se donner un espace de rencontre et de réflexion, en dehors des réponses des spécialistes qui ne se situent pas directement dans la pratique quotidienne.  Elle est composée aujourd'hui de militants (animateurs, assistants de service social, éducateurs, mais aussi de formateurs et d'universitaires) qui par l'échange, veulent questionner leurs expériences.  Que ce soit dans la revue ou dans des manifestations plus larges (colloques ou journées d'étude), P.E.P.S entend :  - se faire l'écho de tout ce qui bouge et de tout ce qui change dans le champ du travail social,   * être un lieu d'inscription d'une mémoire sans laquelle il n'y a pas de traces visibles des expériences professionnelles, * être un outil critique et formateur cherchant à analyser et à théoriser le savoir-faire des travailleurs sociaux.   Convaincu que chacun dans sa pratique professionnelle a quelque chose à dire, l'écriture nous apparaît comme un des moyens efficaces pour construire ce lien entre une Parole et une Pratique.  Une écriture respectueuse de la liberté d'expression de ceux qui, témoins privilégiés de l'exclusion et des pauvretés sans cesse grandissantes, peuvent rendre compte d'une certaine pensée sur le «social».  Pour ne pas rester des observateurs silencieux face aux politiques sociales qui placent souvent les travailleurs sociaux dans une impasse, l'association et la revue Paroles et Pratiques Sociales ne peut se développer qu'avec l'adhésion et le soutien de chacun de ses lecteurs, ses sympathisants, et toute personne travaillant directement ou indirectement dans le champ social.  Collectif P.E.RS. |

D A. IES CD. **Ni ni i‘n ra-r** (4 N" 1 N" GRATUIT)

|  |  |
| --- | --- |
| **Dans 3616 ASSOS le mot clé : PEPS** | **pour 10d savoir**  **sur PEPS** |

|  |  |
| --- | --- |
|  | *Vous trouverez :*  *LI La présentation complète de la revue*  *Le sommaire du dernier numéro*  *LI La liste des anciens dossiers*  *Les tare d'abonnement*  *Et aussi d'autres services : annuaires d'associa­tions, calendriers d'activité, milliers d'adresses...* |

Etudiant : 130 Frs justificatif)

Individuel : 160 Frs  
Institutionnel : 250 frs

Soutien : 300 Frs

**U N urvieEr.c)**

45 Ers (port payé)

|  |
| --- |
| **NUMEROS**   1. LE CODE DE LA NATIONALITE 2. QUE DITES VOUS APRES AVOIR DIT TOXICOMANIE? 3. TRAVAIL SOCIAL ET RESEAUX   25: LIBERER LES IDEES POURSORTIR DES PRISONS   1. FORUM SUR LE R.M.I. 2. BANLIEUE CENT VISAGES 3. REUSSITESCOLAIRE 4. TRAVAIL SOCIAL ET BICENTENAIRE DE LAREVOLUTION   35: INSERTION DES HANDICAPES ETTRAVAIL SOCIAL  36 :LESCULTURES DE LARUE   1. EPUISEMENT PROFESSIONNEL DANS LE TRAVAIL SOCIAL 2. LESTRAVAILLEURS SOCIAUX DOIVENT-ILS DISPARAITRE? 39 : 'IMMO RATION'', DANS QUEL SENS? 3. FEMME IMMIGREE, D'UNE RIVEAL'AUTRE 4. LES FIGURES DE L'INSERTION   42 :''SENS DU TRAVAIL SOCIAL ET PROJETS POUR L'AVENIR',  43 :'`ASSISTANTES SOCIALES: UN MOUVEMENTCONCASS"  44 :LAPLACE DE L'ECHITURE DANS LETRAVAILSOCIAL   1. LES ENJEUX DE LAFORMATION 2. LES NOUVELLES SOU DAWES   47; LECOMTE : UN OUTIL, DES HOMMES  48 :YA-T-IL ENCORE UNTRAVAILLELIR SOCIAL DANS LESECTEUR.  49: LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION |

Nom/Prénom

r



Adresse

Je désire prendre abonnement(s) (4 Nes + 1 gratuit)

N° gratuit à choisir dans la liste

Je commande les numéros suivants

(chèque à l'ordre de PEPS)

Je désire recevoir une documentation (rôle des correspondants,

fonctionnement du comité de rédaction, forums) :

Frs

— Frs

TOTAL : Frs

OUI - NON

L **A retourner à PEPS - 163 rue de Charenton -75012 PARIS**

|  |
| --- |
| **PARCOURS**  **PROFESSIONNELS**  *Nous avons voulu nous interroger sur certaines trajectoires professionnelles particulières de travailleurs sociaux qui soit :*  *- ont quitté le champ de leur compétence initiale pour exercer une autre activité (on peut citer un éducateur devenu avocat...) ;*  *- soit exercent à temps partiel leur métier de travailleur social, et font valoir leur nouvelle compétence professionnelle dans les domaines de la formation ou des Sciences humaines ;*  *- soit occupent des postes non réservés, c'est à dire une formation qui ne nécessite pas un diplôme : chef de projet, chargé de communication.*  *On essaiera, au travers d'interventions, de comprendre, en terme de parcours professionnel, les motivations qui ont conduit ces assistants sociaux, ces éducateurs ou ces animateurs à exercer une autre activité.*  *Y-a-t-il des stratégies repérables empruntées par ces personnes ?*  *S'agit-il simplement de scénario individuel ?*  *En quoi ces parcours sont imputables aux caractéristiques du monde du travail ?*  *A ces questions et bien d'autres, nous apporterons des éléments de réponses à la problématique du changement professionnel dans la carrière des travailleurs sociaux.*  *Si les dernières statistiques font, à notre connaissance, défaut, c'est par une compréhension de l'intérieur que nous avons choisi d'aborder ce sujet. Quelques recherches en cours seront e‘x posées.*  *Vos contributions sont à envoyer avant le 30 juillet à la revue PEPS.* |

**PEPS - 163 rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél 40 02 09 56**

**z->iouJ**

lE

T

L